



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 25 FÉVRIER 1939

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 25th FEBRUARY, 1939

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon re-

réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. 1-1-8-0

ception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 2-1-8-0

Lettres Patentes

"Hairtex Manufacturing Company Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier 1939, constituant en corporation: Oscar Kaupert, électricien, de la cité de Verdun, Helen Paul, sténographe, fille majeure, et Jean E. Clossey, huissier, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire ou manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, échanger et autrement négocier ou faire le commerce d'effets, articles, marchandises, outils ou outillages, matériels bruts, neufs ou usagés, qui sont ordinairement employés ou utilisés dans la fabrication d'accessoires pour salons de beauté, ou en usage dans les établissements de coiffeurs, barbiers ou experts en beauté;
2. Exercer les opérations de prêts et placements pour son commerce excepté le commerce de banque;
3. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

4. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie par l'émission d'obligations, débetures ou autrement;

5. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

6. Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non-

Letters Patent

"Hairtex Manufacturing Company Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1939, incorporating: Oscar Kaupert, electrician, of the City of Verdun, Helen Paul, stenographer, spinster of the full age of majority, and Jean E. Clossey, bailiff, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To make or manufacture, import, export, buy, sell, exchange and otherwise deal in or with such goods, wares, merchandise, tools or equipment, raw materials whether new or used, as are ordinarily employed or utilized in the manufacture of supplies for beauty parlours, or used in the establishments of hair-dressers, barbers, or beauticians;
2. To carry on loan and investment operations for its business except the business of banking;

3. To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property of, or render profitable any of the company's property or rights;

4. To borrow money upon credit of the company by the issue of bonds, debentures, or otherwise;

5. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

6. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive, or

exclusif, ou limité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition semblerait directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en rapport avec icelle, ou autrement mettre en valeur les propriétés, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

7. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Conclure des conventions avec toute autorité municipale, locale ou autre qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou l'un quelconque des dits objets et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer et faire observer les dites conventions, droits, privilèges et concessions;

10. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens, et engagements de cette compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à cette compagnie;

11. Acheter, prendre à bail ou en échange, arrenter ou autrement acquérir, ou vendre, louer ou arrenter ou autrement disposer, temporairement ou absolument de toute propriété mobilière et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux pour les fins de son commerce;

12. Prêter ou avancer de l'argent, garantir les contrats ou indemniser ou se porter garants, ou autrement aider toute compagnie, firme ou individu et placer tout argent de cette compagnie dans ou sur toute propriété mobilière ou immobilière, et dans telle entreprise ou valeurs comme la compagnie le jugera de temps à autre convenable;

13. Vendre, aliéner, louer ou autrement disposer de chacune ou autres propriétés, mobilières ou immobilières présentes ou futures, et des droits en tout temps détenus ou possédés par cette compagnie, aux termes et conditions que cette compagnie jugera convenable;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat, ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obliga-

limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant license, in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information acquired;

7. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee, the contracts of, or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to these of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company;

9. To enter into any arrangement with any authority municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

10. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

11. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, or to sell, let out for hire or otherwise dispose of temporarily or absolutely, any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business;

12. To lend or advance moneys to, or guarantee the contracts of or indemnify or become security for, or otherwise assist any company, firm or individual, and to invest any of the moneys of this company on or upon any property, moveable or immoveable, and such other undertakings or securities as this company may from time to time deem expedient;

13. To sell, alienate, lease or otherwise dispose of any of all of the property moveable or immoveable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets,

tions et valeurs à en solder les frais, charges et dépenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

17. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débiteures ou actions-débiteures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

18. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débiteures, actions-débiteures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

19. Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder tous biens mobiliers et immobiliers que la compagnie croira devoir être nécessaires ou utiles à son commerce ou à ses opérations;

20. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

21. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

22. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seule, soit conjointement avec d'autres;

23. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus dans ou concernant la formation ou la promotion de cette compagnie ou la conduite de ses opérations, sous le nom de "Hairtex Manufacturing Company Incorporated", avec un capital-total de dix mille dollars (\$10,000.00) divisé en mille (1,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de janvier 1939.

915 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

to defray the necessary costs, charges, and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To hypothecate, pledge or otherwise effect the moveable or immoveable property of the company to secure the payment of loans, or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

17. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock, which the company is by law entitled to issue;

18. To issue, hand over, and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock and other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

19. To purchase, lease, exchange, or otherwise acquire and possess all moveable and immoveable property which the company may deem necessary or useful for its business or operations;

20. To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

21. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

22. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

23. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in or about the formation or promotion of this company or the conduct of its business, under the name of "Hairtex Manufacturing Company Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of January, 1939.

916-0 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"Ideal Threads, Limited, (Le Fil Idéal, (Limitée)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier 1939, constituant en corporation: J. Lucien Hébert, manufacturier, Adélar Mandeville, surintendant, Gordon A. Roy, gérant, tous de Montréal, P. Q., dans les buts suivants:

1. Exercer dans toutes ou aucune de leurs spécialités tous ou aucun ou plusieurs des commerces suivants: l'importation et la fabrication de fil brut ou manufacturé, les opérations qui consistent à teindre, blanchir, finir, bobiner, mettre en écheveaux, doubler, tordre, et dévider du fil de toute description, soit brut ou manufacturé, et de toutes activités se rapportant directement

"Ideal Threads, Limited, (Le Fil Idéal, (Limitée)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January 1939, incorporating: J. Lucien Hébert, manufacturer, Adélar Mandeville, superintendent, Gordon A. Roy, manager, all of Montreal, P. Q., for the following purposes:

1. To carry on in all or any of their branches all or any one or more of the following businesses: the business of importing and manufacturing either of raw or manufactured thread, of dyeing, bleaching, finishing, spooling, winding, doubling, twisting and reeling of thread of any description, either raw or manufactured and of all activities pertaining directly or indirectly to such

ou indirectement à tel commerce; et qui consistent à produire, manufacturer, adapter, préparer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de tous matériels, articles ou choses requis en rapport avec tel commerce; ou qui s'y rattachent;

2. Pour fins susdites exercer le commerce de voituriers, agents expéditeurs, agents de camionnage, transport de marchandise, emmagasinage, propriétaires et affréteurs de vaisseaux, propriétaires de bassins, entreposeurs, gardiens de quais, manufacturiers de boîtes et agents à commission;

b. Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier et échanger, louer ou arrenter, importer ou exporter et faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins d'aucun desdits commerces ou communément fournis ou trafiqués par des personnes engagées dans tous tels commerces ou qui peuvent sembler susceptibles d'être trafiqués avec profit en rapport avec aucun desdits commerces;

c. Acquérir par achat, concession, échange, location ou autrement et construire, ériger, exploiter, détenir, maintenir, administrer toute fabrique, magasin, boutique, dépôt, fonderie, atelier de machines, hangars pour engins, et autres constructions et érections nécessaires et convenables pour l'exercice de son industrie et de tous autres biens réels et personnels, nécessaires ou utiles pour l'exercice d'aucune des fins de la compagnie et de les louer, les vendre ou autrement en disposer;

d. Solliciter, acheter, ou autrement acquérir et protéger, prolonger et renouveler des brevets, droits brevetés, marques de commerce, formules, permis, protection, concessions et autres droits similaires, conférant ou se rapportant à aucun droit exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou secret ou autre renseignement concernant ces inventions, qui pourraient être utilisés pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, et utiliser, exercer, améliorer, développer, accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement mettre en valeur les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

e. Construire et/ou acheter ou acquérir des maisons pour les employés de la compagnie et vendre, louer ou autrement en disposer pour de l'argent ou à crédit ou de la manière que les directeurs le jugeront le mieux;

f. Employer toute ou toutes personnes, sociétés ou corporations pour faire de la sollicitation et des démonstrations et prendre des commandes et livrer à toutes personnes, aucun des effets, articles et marchandises manufacturés ou vendus par la compagnie;

g. Faire société, exercer et remplir des contrats d'assurance réciproques et pour telle fin nommer des agents et des procureurs, et faire tout acte nécessaire pour remplir tels contrats; le tout sujet au consentement du Surintendant des Assurances pour la Province de Québec;

3. Acheter et autrement acquérir, prendre à bail, et vendre, échanger, louer, faire valoir, disposer et faire le commerce de propriété réelle et personnelle, et tous intérêts en iceux et droits de toutes sortes, et en particulier des options, contrats, maisons d'affaires et entreprises;

4. Louer, vendre et autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens réels et personnels et du commerce ou de l'entreprise de la compagnie, à toute personne, firme et corporation et accepter comme considération de telle vente, location ou aliénation, des actions, débentures, actions-débentures, obligations ou toutes autres valeurs

business; and of producing, manufacturing adapting, preparing, buying, selling and otherwise dealing in any materials, articles or things required in connection with or incidental to such business;

2. For the purposes aforesaid to carry on the business of carriers, forwarding agents, cartage agents, transportation of merchandise, storage, shipowners, charterers of vessels, dockowners, warehousemen, wharfingers, box-makers and commission agents;

b. To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import or export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of said businesses or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business or which may seem capable of being profitably dealt with in connection with any of said businesses;

c. To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise and to construct, erect, operate, hold, maintain and manage all factories, stores, shops, depots, foundries, machine shops, engine houses and other structures and erections necessary or convenient for the carrying on of its business, and all other property, real or personal, necessary or useful for the carrying on of any of the purposes of the Company, and to lease, sell or otherwise dispose of the same;

d. To apply for, purchase, or otherwise acquire and to protect prolong and renew patents, patent rights, trademarks, formulæ, licenses, protections, concessions and the like conferring or relating to any exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, improve, develop or grant licenses in respect of or otherwise to turn to account the property, rights, or information so acquired;

e. To build and/or purchase or acquire houses for the employees of the Company and to sell, lease or otherwise dispose of the same for cash or on credit or as the directors may seem best;

f. To employ any person or persons, partnership or corporation to solicit, demonstrate and take orders from and deliver to any person any of the goods, wares and merchandise manufactured or sold by the Company;

g. To enter into, carry out and complete contracts of inter insurance and for such purpose to appoint agents and attorneys and to do any act necessary to complete such contracts; the whole subject to consent of the Superintendent of Insurance for the Province of Quebec;

3. To purchase and otherwise acquire, take on lease and to sell, exchange, lease, turn to account, dispose of and deal with property, real and personal and any interests therein and rights of all kinds and in particular options, contracts, business concerns and undertakings;

4. To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal or of the business or undertaking of the Company, to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal any shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other com-

de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et toute telle vente ou location, ou autre disposition pouvant être faites par les directeurs sans l'approbation ou l'autorisation des actionnaires;

5. Acheter, acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens, actif et passif de toute personne ou corporation exerçant aucun commerce que la présente compagnie exerce ou a le droit d'exercer, et les payer en entier ou en partie avec les actions acquittées de la présente compagnie;

6. Prendre ou détenir des hypothèques, gages, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucune partie des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendue par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dites hypothèques, gages, privilèges et charges;

7. Conformément au paragraphe D de l'article 67 de la loi des compagnies, première partie, hypothéquer, nantir les immeubles ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie, ou donner diverses espèces de garanties, pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par l'émission d'obligations ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

8. Émettre des actions libérées, des obligations, actions-dévaluées et/ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises, et autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir, et avec l'approbation des actionnaires, en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait pour elle, émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, actions-dévaluées, et/ou autres valeurs en paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-dévaluées et/ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

9. Tirer, faire, accepter, exécuter, endosser et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

10. Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables, et émettre des bons, dévaluées ou autres valeurs de la compagnie;

11. Établir des agences ou succursales;

12. Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement avec toute personne, société ou corporation s'occupant d'un commerce semblable, en tout ou en partie, à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

13. Procurer du capital, du crédit, ou toute autre aide pour établir, agrandir, et réorganiser toute entreprise ou industrie qu'exercent ou qu'ont l'intention d'exercer toute personne, firme, corporation ou compagnie avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

14. Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

15. Distribuer entre les actionnaires de la Compagnie, par voie de dividendes sur les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'art. 81, première partie de la Loi des Compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de

pany having objects in whole or in part similar to those of the Company, and any such lease sale or other disposal may be made by the directors without the approval or authorization of the shareholders;

5. To purchase, acquire or take over the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the present company carries on, or is entitled to carry on, and to pay for the same wholly or partly with paid up shares of the present company;

6. To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges, to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the Company's property of whatsoever kind sold by the Company, or any money due to the Company from purchasers, and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

7. In conformity with paragraph D of article 67 of the Companies' Act, Part I, to hypothecate, or mortgage the immoveable property of the company or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

8. To issue paid-up shares, bonds, debenture stock and/or other securities for the payment, either in whole or in part of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises or other advantages which the Company may lawfully acquire, and with the approval of the shareholders for services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid-up shares, bonds, debenture stock and/or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock and/or other securities of any other company;

9. To draw, make, execute, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

10. To borrow money on the credit of the company and to pledge or sell the same for the amount and to pledge or sell the same for the amounts and prices deemed advisable; and to issue bonds, debentures or other securities of the company;

11. To establish agencies and branches;

12. To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on;

13. To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or reorganizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company, with which the Company has business relations;

14. To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

15. To distribute among the shareholders of the Company, by way of dividend on the net profits of the Company, or in the manner provided for by art. 81, of Part I, of Quebec's Companies Act, any property or assets of the Com-

la compagnie, ou le produit de la vente ou disposition de tous biens de la compagnie, et en particulier, toutes actions, obligations, actions-débetures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie, appartenant à cette compagnie, ou dont elle a le pouvoir de disposer;

16. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses incidentes à la formation et à l'organisation de ladite compagnie;

17. Prendre ou autrement acquérir des actions, obligations, débetures et autres valeurs de toute compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux énumérés dans les présentes, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

18. Conclure tous les arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exploiter ou à exercer, ou se fusionner avec toute telle compagnie;

19. Prélever et aider à prélever de l'argent et aider au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation ou par toute personne ou toutes autres personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

20. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière déterminée de temps à autre;

21. Exercer toute autre industrie, manufacture ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits, entreprises ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

22. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes choses précitées, ou, aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et soit seule, soit conjointement avec d'autres;

23. Nul actionnaire n'aura le droit de transférer aucune action ou intérêt dans la compagnie autrement qu'après s'être conformé aux dispositions énoncées dans les présentes;

b. Toute personne désireuse de vendre ou aliéner une ou plusieurs actions (ci-après appelées "l'actionnaire vendeur" laquelle expression comprendra le Fiduciaire d'un actionnaire en faillite ou le représentant personnel légal d'un actionnaire défunt ou le liquidateur d'un actionnaire qui est une corporation) devra donner à la compagnie un avis (ci-après appelé "avis de vente") contenant une offre de les vendre et démontrant le nombre d'actions qu'elle désire vendre, et tel avis de vente constituera la compagnie son agent pour la vente de l'action ou des actions à un juste prix. Un avis de vente ne sera pas révocable sauf si les directeurs consentent à le faire.

c. Les actions spécifiées dans tout avis de vente donné à la Compagnie tel que susdit, seront offertes par la compagnie en premier lieu aux ac-

pany, or proceeds of the sale or disposal of any property of the Company, and in particular, any shares bonds, debentures stock or other securities of or in any other company, belonging to this Company, or which it may have power to dispose of;

16. To pay out of the funds of the Company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

17. To take or otherwise acquire shares, bonds, debentures and other securities of any company having objects altogether or in part similar to those therein enumerated, and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

18. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or to amalgamate with any such company;

19. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

20. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the present company; to invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

21. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights, undertakings or products;

22. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

23. No shareholder shall be entitled to transfer any share or interest in the Company otherwise than in accordance with the provisions herein set forth.

b. Any person desirous of selling or disposing of any share or shares (hereinafter called "the selling shareholder" which expression shall include the Trustee of a bankrupt shareholder or the legal personal representative of a deceased shareholder or the liquidator of a shareholder which is a corporation) shall give a notice (hereinafter called the "notice of sale") to the Company containing an offer to sell the same and stating the number of shares which he desires to sell and such notice of sale shall constitute the company his agent for the sale of the share or shares at the fair price thereof. A notice of sale shall not be revocable except with the sanction of the directors.

c. The shares specified in any notice of sale given to the company as aforesaid, shall be offered by the Company in the first place to the

tionnaires autres que l'actionnaire vendeur aussi près que la chose peut se faire proportionnellement aux actions existantes détenues par eux respectivement et l'offre, dans chaque cas, limitera le temps pendant lequel si elle n'est pas acceptée, elle sera censée être refusée (lequel temps ne devra être d'au moins soixante jours et de pas plus de soixante-dix jours après la réception par la compagnie de l'avis de vente) et cet offre devra mentionner aux actionnaires que tout actionnaire qui désire acheter un montant d'actions en plus de sa part proportionnelle devra faire connaître dans sa réponse le nombre d'actions additionnelles qu'il désire avoir; et si tous les actionnaires ne réclament pas leurs parts proportionnelles les actions non-réclamées seront prises pour satisfaire aux demandes additionnelles et si ces demandes additionnelles sont plus que suffisantes pour épuiser ce nombre, les dites actions non-réclamées seront divisées au pro rata entre les actionnaires désireux d'avoir des actions additionnelles proportionnellement aux actions qu'ils détiennent, mais de manière à ce que nul tel actionnaire ne soit obligé de prendre plus d'actions qu'il n'en désire avoir. Si des actions ne peuvent sans être fractionnées, être offertes aux/et/ou divisées entre les actionnaires proportionnellement aux actions qu'ils détiennent, elles seront offertes aux/et divisées entre les actionnaires ou entre quelques-uns d'entre eux selon telles proportions et de telle manière qui seront déterminées par tirage au sort fait sous la direction du Bureau de direction.

d. Si dans les quatre-vingt-cinq jours après la réception de l'avis de vente par la compagnie, la compagnie n'a pas mis à la poste ou personnellement signifié à l'actionnaire vendeur un avis que son offre de vendre est acceptée ou non de quelque actionnaire ou actionnaires de la compagnie, il pourra dans les cent quarante-cinq jours après la date de la signification de cet avis de vente, vendre ou disposer des actions indiquées dans le dit avis de vente ou il pourra disposer de toutes celles qui n'auront pas été achetées par un ou plusieurs actionnaires de la compagnie, en faveur de toute autre personne et à aucun prix;

e. Si une personne a le droit ou est autorisée à disposer d'une ou plusieurs actions en raison de la mort ou de la faillite d'un actionnaire ou en raison de la banqueroute ou liquidation forcée ou pour cause d'insolvabilité de toute corporation qui est un actionnaire, elle sera obligée de les offrir immédiatement en vente aux actionnaires de la compagnie à un juste prix et donnera à la compagnie un avis de vente de la manière ci-dessus mentionnée et ceci donnera le même résultat comme dans le cas d'un avis de vente volontairement donné. Si la dite personne omet de donner tel avis de vente, le Président et le secrétaire ou un autre officier dûment autorisé de la compagnie, comme son agent pourra le donner pour elle.

f. Si en aucun cas l'actionnaire vendeur, après avoir accepté les obligations susdites, néglige de transférer l'action ou les actions, la compagnie pourra recevoir le prix d'achat et pourra en conséquence faire inscrire dans les livres de la compagnie le nom de l'acquéreur ou des acquéreurs comme étant le ou les porteurs de ou des actions et pourra garder en fiducie pour l'actionnaire vendeur le prix d'achat d'icelles. Le reçu de la compagnie pour le prix d'achat sera un bon acquittement pour l'acquéreur ou les acquéreurs et après que son ou leurs noms auront été inscrits dans les livres de la compagnie dans l'exercice ordinaire du pouvoir susdit, la validité des procédures ne sera pas mise en doute.

shareholders other than the selling shareholder as nearly as may be in proportion to the existing shares held by them respectively and the offer shall in each case limit the time within which the same if not accepted will be deemed to be declined (which time shall be not less than sixty days nor more than seventy days after the receipt by the Company of the notice of sale) and shall notify to the shareholders that any shareholder who desires to purchase an amount of shares in excess of his proportion should in his reply state how many excess shares he desires to have; and if all the shareholders do not claim their proportions the unclaimed shares shall be used for satisfying the claims in excess and if the claims in excess are more than sufficient to exhaust such unclaimed shares shall be divided pro rata among the shareholders desiring excess shares in proportion to their existing holdings, but so that no such shareholder shall be bound to take any shares in excess of the amount he desires. If any shares shall not be capable, without fractions, of being offered to and/or divided among shareholders in proportion to their existing holdings, the same shall be offered to or divided among the shareholders or some of them in such proportions or in such manner as may be determined by lots to be drawn under the direction of the directors.

d. If within eighty-five days after the receipt of the notice of sale by the Company, the Company shall not have mailed to or personally served upon the selling shareholder a notice that his offer to sell is accepted on behalf of some shareholder or shareholders of the Company, he may within one hundred and forty-five days from the date of serving the notice of sale, sell or dispose of the shares referred to in such notice of sale or so many of them as shall not have been agreed to be purchased by a shareholder or shareholders of the Company to any other person and at any price.

e. If any person shall become entitled to or shall become entitled to dispose of any share or shares by reason of the death or bankruptcy of any shareholder or by reason of the bankruptcy or compulsory winding-up or grounds of insolvency of any corporation which is a shareholder, he shall be bound forthwith to offer the same for sale to the shareholders of the Company at the fair price and shall give to the Company a notice of sale in the manner hereinafter mentioned and the same result shall follow as in the case of a notice of sale voluntarily given. If the said person shall fail to give such notice of sale, the President and the Secretary or other proper officer of the Company as this agent give the same for him.

f. If in any case the selling shareholder after having become bound as aforesaid, makes default in transferring the share or shares, the Company may receive the purchase money and shall thereupon cause the name of the purchaser or purchasers to be entered in the Company's books as the holder or holders of the share or shares and shall cause the purchase money to be held in trust for the selling shareholder. The receipt of the Company for the purchase money shall be a good discharge to the purchaser or purchasers and after his or their names have been entered on the Company's books in purported exercise of the aforesaid power the validity of the proceedings shall not be questioned.

g. Toute action ou toutes actions pourront être transférées par un actionnaire à tout enfant ou autre parent, beau-fils, belle-fille, père, mère, frère, sœur, neveu, nièce, épouse ou époux du dit actionnaire et toute action ou toutes actions d'un actionnaire défunt pourront être transférées par ses exécuteurs ou administrateurs à tout enfant ou autre parent, beau-fils, belle-fille, père, mère, frère, sœur, neveu, nièce, veuve ou veuf du dit actionnaire défunt, et les actions apparaissant au nom des fiduciaires du testament de tout actionnaire défunt pourront être transférées sur tout changement de fiduciaires aux fiduciaires dans le temps du dit testament. Tout actionnaire qui est lui-même une corporation aura droit de transférer les actions qu'il détient dans le temps à toute corporation qui lui succède. Les restrictions et dispositions insérées dans les clauses b à f inclusivement des présentes ne s'appliqueront pas à tout transfert autorisé par cette clause g.

h. Le juste prix convenu des actions de la compagnie sera fixé annuellement par les auditeurs de la compagnie au moment de l'audition annuelle finale des comptes de la compagnie et le prix lorsqu'il sera ainsi fixé sera censé être le juste prix à moins et jusqu'à ce qu'il ne soit modifié par les auditeurs lors de l'audition subséquente finale des comptes de la compagnie soit que cette audition soit une audition annuelle ou une audition spéciale et tout actionnaire vendeur pourra, en aucun temps après avoir signifié un avis de vente, réclamer une audition spéciale par les auditeurs de la compagnie dans le temps, à ses propres dépens. Jusqu'à la première audition des livres de la compagnie le juste prix convenu sera censé être le montant payé dans le temps sur telles actions. Les auditeurs de la compagnie en fixant et/ou en modifiant le juste prix convenu des actions de la compagnie seront considérés comme experts et non comme arbitres dans l'exercice de leurs fonctions.

i. Les actionnaires détenant de temps à autre pas moins que 90 pour cent des actions de temps à autre émises et en cours, pourront en aucun temps, par écrit ou sur résolution passée à une assemblée spéciale des actionnaires convoquée à cette fin, renoncer à toute restriction sur transfert concernant tout ou tous transferts spécifiques à être faits et réalisés dans les cinq jours de leur renoncement, mais l'opération du dit renoncement sera sans préjudice aux opérations des restrictions sus-mentionnées sur tout transfert ou tous transferts subséquents.

24. La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes:

a. Faisant partie des bénéfices non-divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et/ou

b. Etant les bénéfices nets non-divisés entre les mains de la compagnie; et/ou

c. Toute somme portée au fonds de réserve comme résultat de la vente ou de la réévaluation des biens ou de l'actif de la compagnie ou toute partie d'iceux et elle pourra répartir aux actionnaires qui détiennent des actions du capital-actions de la compagnie, en ce qui concerne le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie d'un montant nominal équivalent ou des actions sans valeur au pair entièrement libérées acceptées au montant de la considération pour laquelle, dans le temps, les directeurs ont le droit d'émettre et de répartir telles actions et/ou la compagnie pourra déclarer des dividendes en actions et en paiement, émettre des actions de la compagnie comme entièrement ou partiellement libérées ou créditer le montant

g. Any share or shares may be transferred by a shareholder to any child or other issue, son-in-law, daughter-in-law, father, mother, brother, sister, nephew, niece, wife or husband of such shareholder and any share or shares of a deceased shareholder may be transferred by his executors or administrators to any child or other issue, son-in-law, daughter-in-law, father, mother, brother, sister, nephew, niece, widow or widower of such deceased shareholder and shares standing in the name of the trustees of the will of any deceased shareholder may be transferred upon any change of trustees, to the trustees for the time being of such will. Any shareholder which is itself a corporation shall be entitled to transfer the shares for the time being held by it to any successor corporation. The restrictions and provisions in clauses b to f inclusive hereof shall not apply to any transfer authorized by this clause g.

h. The fair price of shares of the Company shall be fixed annually by the auditors of the Company at the time of completing the annual audit of the Company's accounts and the price when so fixed be deemed to be the fair price unless and until the same shall be varied by the auditors at the time of completing a subsequent audit of the Company's accounts whether such audit be an annual audit or a special audit and any selling shareholder may at any time, after serving a notice of sale, require a special audit by the Company's auditors for the time being at his own expense. Until the first audit of the accounts of the Company the fair price shall be deemed to be the amount for the time being paid up upon such shares. The auditors of the Company in fixing and/or varying the fair price of shares of the Company shall be considered to be acting as experts and not as arbitrators.

i. Shareholders from time to time holding not less than 90 per cent, of the shares from time to time issued and outstanding may at any time in writing or by resolution passed at a special meeting of the shareholders called for the purpose waive any restriction on transfer with respect to any specific transfer or transfers to be made and completed within five days of such waiver, but the operation of such waiver shall be without prejudice to the operations of the above restrictions upon any subsequent transfer or transfers.

24. The Company may at any time and from time to time capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums:

a. Forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the Company; and/or

b. Being undivided net profits in the hands of the Company; and/or

c. Any sum carried to reserve as a result of a sale or of the re-valuation of the property or assets of the Company or any part thereof and may allot to shareholders holding shares in the Company's capital stock in respect of the net amount capitalized fully paid shares of the Company of equivalent nominal amount or fully paid shares of the Company without par value taken at the amount of the consideration for which for the time being the directors of the Company are entitled to issue and allot such shares and/or the Company may declare stock dividends and issue therefor shares of the Company as fully paid or partly paid, or credit the amount of such dividends on shares of the Company already issued, but not fully paid, but so that the amount paid

de tels dividendes sur les actions de la compagnie déjà émises mais non entièrement libérées, de manière que le montant versé sur les actions ainsi émises ou en vertu de tels dividendes en actions, n'exécède pas le montant que les directeurs peuvent déclarer légalement, payable en argent, et la responsabilité des détenteurs de telles actions sera réduite du montant de tels dividendes;

25. Et il est de plus ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, avec ou toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que ce ou ces directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce ou ces directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant selon ou relativement à tel contrat ou transaction. Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions, mais tel intérêt contraire des actionnaires ou des directeurs de la compagnie devra être déclaré aux autres directeurs ou actionnaires de la compagnie, sous le nom de "Ideal Threads, Limited", (Le Fil Idéal, (Limitée)).

Le capital-actions de la compagnie est divisé en trois mille actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de quinze mille dollars (\$15,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de janvier 1939.

JEAN BRUCHESI,

931

Sous-secrétaire de la Province.

up on shares so issued or by virtue of such stock dividend shall not exceed the amount which the directors may lawfully declare payable in money and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend;

25. And it is further ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members, or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in any way affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction. No director or directors having such adverse interest shall be liable to the Company or to any shareholder or creditor thereof or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon, but such adverse interest of shareholders or directors of the Company will have to be disclosed to other directors or shareholders of the said Company, under the name of "Ideal Threads, Limited, (Le Fil Idéal, (Limitée))".

The capital stock of the company is divided into three thousand shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be fifteen thousand (\$15,000.00) dollars.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of January 1939.

JÉAN BRUCHESI,

932-o

Under Secretary of the Province.

"Les Magasins Simard Co. Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de février 1939, constituant en corporation: Fridolin Simard et Thomas Louis Simard, contracteurs, Joseph-Olivain Fournier, comptable, tous de la ville d'Amos, district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

D'opérer en gros et en détail, un commerce de magasin départemental, et généralement le commerce de marchand général;

D'acheter, vendre, manufacturer, réparer, louer, améliorer, échanger, importer, exporter et autrement acquérir tous articles ou objets qui peuvent être nécessaires pour l'opération des commerces plus haut mentionnés ou qui peuvent paraître profitables au commerce des requérants;

Opérer des restaurants, salles de repos, salles à diner, salles de lecture et d'écriture, vestiaires,

"Les Magasins Simard Co. Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1939, incorporating: Fridolin Simard and Thomas Louis Simard, contractors, Joseph-Olivain Fournier, accountant, all of the Town of Amos, District of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in a wholesale and retail departmental store business, and to carry on business generally as general merchant;

To purchase, sell, manufacture, repair, lease, improve, exchange, import, export or otherwise acquire any articles or objects which may be required for the carrying on of the business hereinabove mentioned, or deemed profitable for the business of the petitioners;

To operate restaurants, rest-rooms, dining-rooms, reading and writing rooms, dressing-rooms

parloirs, et toutes commodités pour l'usage de ses clients;

Opérer, conduire, organiser des amusements pour le bénéfice de ses clients, incluant des salles de vues animées, représentations théâtrales, musicales ou autres, sans cependant que cela comprenne l'autorisation d'opérer des jeux à l'argent, des jeux de hasard ou des jeux mixtes de hasard et d'habileté;

Acheter, ériger, construire ou autrement acquérir et opérer des moulins, manufactures, magasins, entrepôts pour les besoins de leur commerce, et exercer le métier d'agent de manufacturier et de marchand de toutes marchandises plus haut mentionnées ou de nature semblables;

Opérer ou exercer toutes autres entreprises manufacturières et commerciales qui peuvent sembler à la compagnie susceptibles d'être exercées convenablement et en relation avec son entreprise ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acheter, acquérir, posséder, exploiter, échanger, vendre, louer, aliéner, hypothéquer, ou autrement en disposer des propriétés mobilières ou immobilières;

Acquérir ou entreprendre en tout ou en partie l'industrie, le commerce, les biens et les obligations de toutes personnes, sociétés ou corporations exerçant une industrie ou un commerce semblable à ceux de la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et posséder des actions de toutes autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure des arrangements avec les autorités provinciales, municipales, locales ou autres qui semblent propres aux fins de la compagnie ou à l'une quelconque de ses fins, et d'obtenir de ces autorités des droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirables d'obtenir et d'exécuter et observer ces conventions, droits, privilèges et concessions;

Emprunter et donner en gage la totalité ou une partie des biens, des immeubles, de l'actif, des droits, de l'entreprise ou de l'achalandage de la compagnie;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens ou partie des biens mobiliers ou immobiliers présents ou futurs qu'elle pourra posséder dans la province dans le but de garantir tous prêts à elle consentis, toutes obligations, débiteures ou actions-débiteures qu'elle est autorisée par la loi à émettre, mais dans le cas de biens futurs ceux-ci ne pouvant être ainsi hypothéqués, nantis ou donnés en gage que pour assurer le paiement des obligations que la compagnie pourra émettre;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gage l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucunes obligations ou entreprises d'aucunes autres compagnies ou personnes dans laquelle la compagnie est intéressée; accepter en garantie des prêts et garantir aucunes garanties offertes par ces compagnies ou personnes, y compris les actions, obligations, débiteures, actions hypothécaires, hypothèques, gages, liens, ou autres titres de ces compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

Recevoir de ces clients ou de ses futurs clients des dépôts d'argent pour être crédités sur les

parloirs and all conveniences for the use of its customers;

To operate, conduct, organize amusements for the benefit of its customers, including moving picture halls, theatrical, musical or other performance, not including however, authorization to engage in gambling games, games of chance or mixed games of chance and skill;

To purchase, erect, build, or otherwise acquire and operate mills, factories, stores, warehouses for the requirements of its business and to carry on business as manufacturer's agent for and dealer in all the merchandise hereinabove mentioned, or merchandise of a similar kind;

To engage in and carry on any other manufacturing and commercial undertakings which the company may deem capable of being suitably carried on, and in connection with its business, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase, acquire, own, exploit, exchange, sell, lease, alienate, hypothecate or otherwise dispose of any moveable or immovable property;

To acquire or undertake, in whole or in part, the business, affairs, assets and liabilities of any persons, partnerships or corporations carrying on a business or trade similar to that of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other companies having purposes altogether or partly similar to those of the company or carrying on a business capable of being carried on so as to benefit the company directly or indirectly;

To enter into agreement with any Authorities, whether Provincial, Municipal, local or otherwise, which may seem conducive to the purposes of the company or any of such purposes, and to obtain from said authorities any rights, privileges and concessions which the company may deem it desirable to obtain, and to carry out and comply with the said agreements, privileges and concessions;

To borrow and mortgage the whole or any part of the property, immovables, assets, rights, undertaking or good-will of the company;

To hypothecate, pledge or mortgage the whole or part of the moveable and immovable property present or future, which it may own in the Province, for the purpose of guaranteeing any loans, made to the company, any bonds, debentures or debenture-stock which it is, by law, authorized to issue, but, in the case of future property, the latter may, be thus not hypothecated, pledged or mortgaged save as guarantee of the payment of any bonds which may be issued by the company;

To lend money to any persons or companies having business dealings with the company, to guarantee, with or without security, the performance of contracts, and also the carrying out of any obligations or undertakings of any other companies or persons in which or in whom the company may be interested; to accept as guarantee for loans and guarantee any security offered by said companies or persons, including the shares, bonds, debentures, debenture-stock, hypothecs, mortgages, liens or other securities of said companies upon the property of said persons or companies;

To receive from its customers or future customers deposits of money to be credited on the ac-

comptes des dits clients pour des achats futurs et de payer sur ces dépôts un intérêt qui sera jugé convenable;

Accorder à toutes personnes ou corporations les droits et les privilèges d'opérer tout genre de commerce dans leurs immeubles aux termes et conditions que la compagnie jugera profitables;

Accomplir les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Les Magasins Simard Co. Ltée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Amos, district d'Abitibi, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de février 1939.

JEAN BRUCHESI,

917-a

Sous-secrétaire de la Province.

"Madelon Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1939, constituant en corporation: Lucien Côté, commerçant, Mlle Gervaise Roux, fille majeure, sténographe, et Philippe Marchand, avocat, tous de Victoriaville, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands en gros et en détail, de négociants aussi bien que de distributeurs de la totalité ou d'une partie quelconque des vêtements d'hommes, de dames, d'enfants et de toutes hardes de toute description;

Agir généralement comme importateurs, exportateurs et agents manufacturiers pour l'une quelconque des commodités précitées;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant affaires dans toutes lignes se rapportant à aucun des objets de la présente compagnie;

Exercer tout autre commerce (soit manufacturier ou autre) que la compagnie croira devoir être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucune des propriétés ou droits de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de tout commerce ou de toute industrie ayant des objets semblables à ceux de la compagnie, avec les édifices, machineries, fonds de commerce, clientèles, et biens en général; assumer la totalité ou une partie des engagements du dit commerce et de la dite industrie en tout ou en partie en obligations, débiteures ou actions entièrement libérées et non sujettes à appel de la compagnie, et vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque du dit commerce ou de la dite industrie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Bâtir, construire, ériger, louer ou autrement acquérir tous terrains, édifices, bureaux, usines, ateliers et machineries ou autres choses nécessaires ou utiles aux fins de l'exercice des opérations de la compagnie;

Demander, enregistrer, louer, acquérir, détenir, vendre, aliéner ou autrement exploiter toute mar-

counts of said customers for future purchases and to pay, upon such deposits, any interest which may be deemed expedient;

To grant to such persons or corporations the right or privilege of carrying on, in their immovables, any kind of business, on such terms and conditions as the company may deem profitable;

To do any other things which may be incidental or conducive to the attainment of the company's purposes, under the name of "Les Magasins Simard Co. Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Amos, District of Abitibi, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of February, 1939.

JEAN BRUCHESI,

918

Under Secretary of the Province.

"Madelon Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1939, incorporating: Lucien Côté, trader, Miss Gervaise Roux, spinster of age, stenographer, and Philippe Marchand, advocate, all of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as wholesale and retail merchants, and as dealers in, and also distributors of all or any portion whatsoever of men's, ladies' and children's clothing and of wearing apparel of every description;

To act generally as importers, exporters and manufacturers' agents for any of the foregoing commodities;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on any business, any branch of which may be incidental to the purposes of the present company;

To carry on any business (manufacturing or otherwise), which the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the property or rights of the company;

To purchase or otherwise acquire and undertake the whole or any part of any business or industry having purposes similar to those of the company, with the buildings, machinery, stock-in-trade, custom and assets generally; to take over the whole or part of the liabilities of said business and said industry, and to pay therefor, in whole or in part, in bonds, debentures or fully paid-up and non-assessable shares of the company; and to sell, lease or otherwise alienate the whole or any part whatever of the said business or the said industry;

To take or otherwise acquire and hold shares of any other company having objects wholly or partly similar to those of the present company or carrying on an industry which may be conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To build, construct, erect, lease or otherwise acquire any lands, buildings, offices, plants, workshops and machinery or other things necessary or useful for the carrying on of the operations of the company;

To apply for, register, lease, acquire, hold, sell, alienate or otherwise make use of any trade-

que de commerce, tout brevet d'invention, tout procédé de fabrication nécessaire ou utile aux fins de la compagnie;

Conclure tout arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque conjoint, avec toute personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer un commerce ou une industrie que la compagnie est autorisée à exercer;

Distribuer en espèce ou autrement, par voie de dividendes, déclarer légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière énoncée dans l'article 81 de la Loi, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débiteures ou autres valeurs reçues comme considération de la totalité ou d'une partie quelconque des propriétés de la compagnie pour les actions, obligations, débiteures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie; louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque du commerce, des biens ou entreprises de la compagnie, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débiteures, valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Garantir, donner caution et se porter garante du paiement de billets, de lettres de change, de comptes ou d'autres obligations de toute nature de toute autre corporation, firme ou personne avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera à propos pour les fins de son commerce ou de son industrie, en tout temps et aussi souvent qu'elle le jugera opportun, sous les termes, conditions et garanties jugés convenables par la compagnie, notamment par hypothèques sur ses biens, meubles ou immeubles, ou par dépôt ou émission d'obligations;

Emettre des actions entièrement libérées ou partiellement libérées, des parts, obligations, débiteures de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation pour tous biens ou droits acquis par la compagnie, et rémunérer soit en deniers comptants ou en actions tel que précité, toute personne, firme ou corporation pour services rendus à la compagnie en rapport avec sa constitution en corporation, sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus mentionnées seule ou conjointement avec d'autres, pour elle-même comme principale ou pour d'autres, comme agent;

Il est statué qu'au cas où la compagnie passerait des contrats ou ferait affaires avec ses directeurs, ou toute autre firme dont ses directeurs sont membres ou avec toute autre compagnie, corporation ou association, dont ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés du fait que ses directeurs ayant intérêt dans le contrat passé ou les affaires transigées, auraient favorisé ce contrat ou la transaction de ces affaires, et les directeurs n'encourront non plus de responsabilité envers la compagnie, ses actionnaires ou créanciers, pourvu que leurs intérêts aient été préalablement déclarés lors du vote par eux donné;

mark, patent of invention, manufacturing process necessary or useful for the purposes of the company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, with any person or company carrying on or about to carry on any business or industry which the company is authorized to carry on;

To distribute in kind or otherwise, by way of dividends lawfully declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by article 81 of the Act, any assets of the company amongst its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the whole or any part of the properties of the company for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part whatsoever of the assets or liabilities of the present company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar or partly similar to those of the present company; to lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the business, properties or undertakings of the company for the consideration which the company may deem fit and particularly for shares, debentures, securities of any other company having objects similar or partly similar to those of the present company;

To guarantee, go security for and become liable for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind of any other corporation, firm or person with which or with whom the company may have business dealings;

To borrow any amounts which the company may deem suitable for the purposes of its business and industry, at any time and as often as it may deem it necessary, upon such terms, conditions and securities deemed suitable by the company, particularly by hypothec on its properties, movables or immovables, or by deposit or the issue of bonds;

To issue either fully or paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company and to remunerate either in cash or in stock, as aforesaid any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business;

To do all or any of the aforesaid things alone or in conjunction with others, for itself as principal or for others as agent;

And it is ordained that, in case the company enters into contracts or transacts business with its Directors, or with any firm of which its Directors are members or with any other company, corporation or association of which its Directors are shareholders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated by the fact that such Directors having an interest in the contract entered into, or the business transacted, may have favoured such contract or the transacting of such business, and the Directors moreover, shall not incur any liability towards the company, its shareholders or creditors, provided their interest be previously disclosed at the time of the vote by them given;

Sauf les actions détenues par les requérants et sauf la transmission des dites actions par succession ou par testament, et sauf résolution des actionnaires au contraire, aucune action de la compagnie, après émission, ne pourra être vendue, cédée ni transférée dans les livres de la compagnie à une personne qui n'est pas un actionnaire dûment enregistré de la compagnie, à moins d'avoir été offerte au préalable aux actionnaires de la compagnie à un prix n'excédant pas le prix déterminé par le dernier bilan approuvé par les actionnaires à leur dernière assemblée générale annuelle. L'offre devra se faire par lettre recommandée adressée au Président ou au Secrétaire de la compagnie, au bureau principal de cette dernière, et un délai de soixante (60) jours sera accordé pour la réponse du Président ou du Secrétaire. A défaut d'acceptation totale ou partielle de l'offre dans le délai susdit, les dites actions ou parties d'icelles non comprises dans l'acceptation, pourront être alors vendues, cédées et transférées dans les livres de la compagnie à toute autre personne, conformément aux règlements de la compagnie sous le nom de "Madelon Limitée".

Le montant du capital social de la compagnie sera de dix-neuf mille cinq cents dollars (\$19,500.00);

Le dit capital social sera divisé en cent quatre-vingt-quinze (195) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de février 1939.

JEAN BRUCHESI,

919-o Sous-secrétaire de la Province.

With the exception of the shares held by the petitioners and with the exception of the transfer of the said shares by succession or by Will, and with the exception of a resolution of the shareholders to the contrary, no share of the company, after issuance, may be sold, ceded or transferred in the books of the company to any person who is not a duly registered shareholder of the company, unless first offered to the shareholders of the company at a price not exceeding the price determined by the last statement approved by the shareholders at their last general annual meeting. The offer must be made by registered mail addressed to the President or the Secretary of the Company, to the Head Office of the latter, and a delay of sixty (60) days will be granted for the reply from the President or from the Secretary. Failing the acceptance of the whole or part of the offer within the aforesaid delay, the said shares or parts thereof not comprised in the acceptance, may then be sold, ceded and transferred in the books of the company to any other person in conformity with the by-laws of the company, under the name of "Madelon Limitée".

The amount of the capital stock of the company will be nineteen thousand five hundred dollars (\$19,500.00);

The said capital stock will be divided into one hundred and ninety five (195) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Victoriaville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1939.

JEAN BRUCHESI,

920 Under Secretary of the Province.

"Marshall's Silks & Fabrics, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-unième jour de janvier 1939, constituant en corporation: Segfried Hinson Read Bush, avocat, Eva Thelma Norman et Isabel May Bush, sténographes et filles majeures, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de marchands de soie; manufacturer, acheter, vendre, négocier, exporter et importer de la soie, soieries de toute description, laine, coton, satin, fil, ficelle, velour, peluche, lamés, toiles, rayons, tissus, mélanges de différents tissus basiques, tissus imperméables, papier, os, verre, bois ou pâte de bois, et tous leurs dérivés et tous articles manufacturés avec ces substances ou qui sont leurs dérivés, en tout ou en partie;

2. Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et entreprendre tous ou aucun des biens, commerce, propriété, privilèges, contrats, droits, obligations et responsabilités de toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne exerçant tout commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des biens appropriés aux fins de la compagnie;

4. Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, droits brevetés, droits d'auteurs,

"Marshall's Silks & Fabrics, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1939, incorporating: Segfried Hinson Read Bush, Advocate, Eva Thelma Norman, and Isabel May Bush, Stenographers, and spinsters of the full age of majority, all of the City of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on the business of silk merchants; to manufacture, buy, sell, deal in, export and import silk, silk goods of any description, wool, cotton, satin, thread, twine, velvet, plush, metallics, linens, rayons, fabrics, mixtures of different basic fabrics, waterproof fabrics, paper, bone, glass, wood or wood pulp, and all derivatives thereof and all articles manufactured from such substances or derivatives thereof, in whole or in part;

2. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

3. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

4. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trade-

marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif, ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement, à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en ce qui les concerne, ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

5. Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites compagnies, sociétés, firme ou personne, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, ou en disposer autrement;

6. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement les négocier;

7. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement faire le commerce de biens mobiliers et immobiliers et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de ses opérations et en particulier tous terrains, édifices, immunités, machinerie, usine et fonds de commerce;

8. Prêter de l'argent à toute autre compagnie, ou à toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie se propose d'avoir des relations d'affaires ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie;

9. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

10. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

11. Demander, obtenir, acquérir par octroi, décret législatif, cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de toute charte, tous permis, pouvoirs, autorisations, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public ou toute compagnie ou personne aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et employer toutes actions, débetures ou autres valeurs et biens de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

5. To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, society, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

6. To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit the company, and to sell or otherwise deal with the same;

7. To purchase, take on lease or in exchange, hire, and otherwise acquire and hold, sell or otherwise deal with any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

8. To lend money to any other company, or any society, firm or person, having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company;

9. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

10. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

11. To apply for, secure, acquire by grant, legislative enactment, assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any charter, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, debentures, or other securities and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

12. Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie, ou autrement, toute autre compagnie avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, ou dont les actions, débetures ou autres obligations sont détenues par la compagnie et garantir l'exécution ou l'accomplissement de tous contrats ou obligations de toute telle compagnie ou de toute personne avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et particulièrement garantir le remboursement du capital, et les intérêts sur les débetures ou autres valeurs, hypothèques et engagements de toute telle compagnie;

13. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques;

14. Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

15. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèce ou autrement, toutes propriétés ou tous biens de la compagnie, y compris tous produits de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont elle aurait le pouvoir d'aliéner; pourvu, toutefois, que cette distribution soit faite dans le but de permettre à la compagnie d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de cette Loi, ou que telle distribution, en outre des dispositions de ce paragraphe, ait été faite légalement si elle est faite au comptant;

16. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

17. Etablir des agences et succursales;

18. Prendre ou détenir des gages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou toute balance impayée du prix d'achat d'une partie quelconque des biens de la compagnie de quelque nature que ce soit, vendus par la compagnie, ou tous deniers dus à la compagnie des acheteurs et autres et vendre ou autrement aliéner les dits hypothèques, gages, privilèges et charges;

19. Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie, et faire tous ou l'un quelconque des actes précités comme mandants, agents, entrepreneurs, ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

20. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie sous le nom de "Marshall's Silks & Fabrics, Inc.," avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente-unième jour de janvier 1939.

JEAN BRUCHESI,

921 Sous-secrétaire de la Province.

12. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any other company with which the company may have business relations or any of whose shares, debentures or other obligations are held by the company and to guarantee the performance or fulfilment of any contracts or obligations of any such company or of any person with whom the company may have business relations, and in particular to guarantee the payment of the principal of and interest on debentures or other securities, mortgages and liabilities of any such company;

13. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

14. To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or any services rendered to the company;

15. To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property, or assets of the company including any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have power to dispose, provided either that such distribution is made for the purpose of enabling the company to surrender its charter under the provisions of this Act, or that such distribution, apart from the provisions of this paragraph, would have been lawful if made in cash;

16. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

17. To establish agencies and branches;

18. To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of this purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

19. To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agent, contractor, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

20. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "Marshall's Silks & Fabrics, Inc.," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of January, 1939.

JEAN BRUCHESI,

922—o Under Secretary of the Province.

"Redpath Realities Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1939, constituant en corporation: William Manly Bourke, de Hudson Heights, et Frederick Kirkland Stevenson, de Westmount, tous deux notaires publics, Alice Carroll, Frieda Berchtold et Hilda Hooper, filles majeures, toutes trois de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

1. Acheter, louer, prendre en échange ou par cession ou autrement acquérir des terrains ou intérêts fonciers, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur lesdits terrains ou aucun desdits terrains, et les vendre, louer, échanger, céder, ou autrement disposer de la totalité ou de toute portion des terrains et de tout droit ou intérêt en iceux, et de la totalité ou d'aucun des édifices ou constructions qui sont maintenant ou qui seront à l'avenir érigés sur lesdits terrains, et prendre toutes les garanties qui seront jugées nécessaires;

2. Prêter des deniers sur la garantie de biens mobiliers ou immobiliers, sur la garantie de tout intérêt ou droit en iceux et particulièrement prêter des deniers sur la garantie de terrains, débiteures, actions-débiteures, actions ordinaires ou privilégiées, obligations ou autres valeurs;

3. Acheter, vendre, transférer, échanger, prendre par cession, exercer le commerce et négocier des contrats, conventions, hypothèques sur immeubles et propriété personnelle, valeurs, privilèges, billets et autres obligations de toutes sortes et percevoir et disposer de l'intérêt, sur revenu et paiement sur ou se rapportant à tels contrats, conventions, hypothèques, droits, billets, valeurs ou autres obligations et contrats et donner force à tous droits, remèdes et pouvoirs s'y rapportant;

4. Souscrire éventuellement à forfait, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement disposer et faire le commerce de bons ou débiteures, parts, actions ou autres valeurs de tout gouvernement ou de toute corporation municipale ou de toute corporation privée ou de toutes autres sortes quelconques;

5. Eriger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction;

6. Prendre et détenir des hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat sur aucun des terrains, édifices ou constructions ainsi vendus, et vendre ou autrement disposer desdites hypothèques;

7. Garantir ou autrement aider à l'exécution des contrats, entreprises ou hypothèques de personne, firme ou corporation avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires et assumer et se charger de tels hypothèques, entreprises ou contrats en défaut;

8. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts ou capital-actions de la compagnie ou toutes débiteures, actions-débiteures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

9. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou

"Redpath Realities Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1939, incorporating: William Manly Bourke, of Hudson Heights, and Frederick Kirkland Stevenson, of Westmount, both Notaries Public, Alice Carroll, Frieda Berchtold, and Hilda Hooper, Spinsters of full age of majority, all three of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To purchase, lease, take in exchange or by assignment or otherwise acquire land or interests therein together with any buildings, or structures that may be on the said lands, or any of them, and to deal in, lease, exchange, assign or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and of any right or interest therein and all or any of the buildings or structures that are now or may be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

2. To loan money on the security of moveable or immoveable property on the security of any interest or right therein and particularly to lend money on the security of lands, debentures, debenture stock, common or preferred shares, obligations or other securities;

3. To buy, sell, transfer, exchange, take assignments of, deal in and with contracts, agreements, hypothecs on real estates and on personal property, securities, liens, notes and other obligations of all kinds, and to collect and dispose of interest, income and payments upon or from or in respect to such contracts, agreements, mortgages, liens, notes, securities and other obligations and contracts and to enforce all rights, remedies and powers connected therewith;

4. To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds or debentures, stocks, shares, or other securities of any government or of any municipal, scholastic or other public corporation or of any private corporation of any sort whatsoever;

5. To erect buildings and deal in building material;

6. To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell or otherwise dispose of said mortgages;

7. To guarantee or otherwise assist in the performance of contracts, undertakings or mortgages of any person, firm or corporation having business relations with the Company and to assume and take over such mortgages, undertakings or contracts on default;

8. To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock, or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

9. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or

indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

10. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et se fusionner avec toute telle compagnie, et les payer par l'émission et la répartition d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs entièrement acquittées de la compagnie;

11. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces, toute propriété de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures, ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont la compagnie aura le pouvoir de disposer, pourvu que toute telle distribution qui diminuerait le capital de la compagnie ne soit faite excepté en conformité avec les dispositions des articles 48 et 49 ou en vertu et conformément aux dispositions de l'article 81, de ladite loi;

12. Payer à même le capital de la compagnie toutes les dépenses se rapportant et étant nécessaires à l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

13. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions ou valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

14. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

15. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui semblent avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

16. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

17. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

18. Hypothéquer ou gager les biens immobiliers de la compagnie ou nantir ou affecter autrement les biens mobiliers, ou donner toute garantie pour protéger le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de débetures, ainsi que

calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

10. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company and to amalgamate with any such company and to pay for the same by the issue and allotment of fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the Company;

11. To distribute among the shareholders of the Company in kind any property of the Company and in particular any shares, debentures or securities in any other company belonging to the Company or which the Company may have power to dispose of, provided that no such distribution which will impair the capital of the Company shall be made except upon compliance with the requirements of sections 48 and 49 or under and in accordance with the provisions of Section 81 of the said Act;

12. To pay out of the capital of the Company all expenses in connection with and incidental to the incorporation and organization of the Company;

13. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engaged in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

14. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

15. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

16. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

17. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

18. To hypothecate or mortgage the immovable property of the Company or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures,

le paiement ou la réalisation de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

20. Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toutes autres compagnies ou corporations avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles compagnies ou corporations ou par toutes telles personnes ou personnes;

21. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

22. Faire tout acte ou chose que la compagnie croira en aucun temps nécessaire pour sa protection ou son profit, comme détentrice ou intéressée en toutes actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs ou toute propriété, droits, commerces ou entreprises; prendre part à toute réorganisation, reconstruction, fusion ou union de toute sorte, affectant toute compagnie dans laquelle la compagnie pourra détenir des actions, titres, bons, obligations ou autres valeurs et acquérir, détenir, vendre ou autrement aliéner pour les fins de la compagnie et soit seule ou conjointement avec d'autres, tous biens, droits, industries ou entreprises dans lesquels la présente compagnie peut être intéressée comme porteur de toutes telles actions, parts, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs et promouvoir ou prendre part à la promotion de toute compagnie ou entreprise;

23. Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

23. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Redpath Realities Limited", avec un capital-total de cinq cents dollars (\$500.00), divisé en cent (100) actions de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, en le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de février 1939.

JEAN BRUCHESI,

941

Sous-secrétaire de la Province.

as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the Company;

19. To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

20. To raise, and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts, by any such Company, corporation or by any such person or persons;

21. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

22. To do any act or thing which the Company shall at any time think necessary for its protection or benefit as holder of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities of any property, rights, business or undertaking; to take part in any reorganizations, reconstructions, amalgamations or merger of any kind affecting any company of which the company may hold stock, bonds, obligations or other securities, and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of for the purpose of the company and either alone or in conjunction with others, any property, rights, business or undertaking in which the Company may be interested as the holder of any such shares, stocks, debenture stock, bonds, obligations or other securities and to promote or take part in promoting any company or undertakings;

23. To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

24. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Redpath Realities Limited", with a total capital stock of five hundred dollars (\$500.00), divided into one hundred (100) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of February, 1939.

JEAN BRUCHESI,

942—o

Under Secretary of the Province.

"Ritz-Windsor Realities Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de février 1939, constituant en corporation: William Manly Bourke, de Hudson Heights, et Frederick Kirkland Stevenson, de Westmount, tous deux notaires publics, Alice Carroll, Frieda Berchtold et Hilda Hooper, filles majeures, toutes trois de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

1. Acheter, louer, prendre en échange ou par cession ou autrement acquérir des terrains ou intérêts fonciers, avec tous les édifices ou cons-

"Ritz-Windsor Realities Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1939, incorporating: William Manly Bourke, of Hudson Heights, and Frederick Kirkland Stevenson, of Westmount, both Notaries Public, Alice Carroll, Frieda Berchtold, and Hilda Hooper, Spinsters of full age of majority, all three of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To purchase, lease, take in exchange or by assignment or otherwise acquire land or interest therein together with any buildings, or structure

tructions qui se trouvent sur lesdits terrains ou aucun desdits terrains, et les vendre, louer, échanger, céder, ou autrement disposer de la totalité ou de toute portion des terrains et de tout droit ou intérêt en ceux, et de la totalité ou d'aucun des édifices ou constructions qui sont maintenant ou qui seront à l'avenir érigés sur lesdits terrains, et prendre toutes les garanties qui seront jugées nécessaires;

2. Prêter des deniers sur la garantie de biens mobiliers ou immobiliers, sur la garantie de tout intérêt ou droit en ceux et particulièrement prêter des deniers sur la garantie de terrains, débetures, actions-débetures, actions ordinaires ou privilégiées, obligations ou autres valeurs;

3. Acheter, vendre, transférer, échanger, prendre par cession, exercer le commerce et négocier des contrats, conventions, hypothèques sur immeubles et propriété personnelle, valeur, privilèges, billets et autres obligations de toutes sortes et encaisser et disposer de l'intérêt, sur revenu et paiement sur ou se rapportant à tels contrats, conventions, hypothèques, droits, billets, valeurs et autres obligations et contrats et faire observer tous droits, remèdes et pouvoirs s'y rapportant;

4. Souscrire éventuellement à forfait, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement disposer et faire le commerce d'obligations, ou débetures, parts, actions ou autres valeurs de tout gouvernement ou de toute corporation municipale ou de toute corporation privée ou de toutes autres sortes quelconques;

5. Eriger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction;

6. Prendre et détenir des hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat sur aucun des terrains, édifices ou constructions ainsi vendus, et vendre ou autrement disposer desdites hypothèques;

7. Garantir ou autrement aider à l'exécution des contrats, entreprises ou hypothèques de personne, firme ou corporation avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires et assumer et se charger de tels hypothèques, entreprises ou contrats en défaut;

8. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

9. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

10. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et se fusionner avec toute telle compagnie, et les payer par l'émission et la répartition d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs entièrement acquittées de la compagnie;

11. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces, toute propriété de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures, ou valeurs de toute autre compagnie appartenant

that may be on the said lands, or any of them, and to deal in, lease, exchange, assign or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and of any right or interest therein and all or any of the buildings or structures that are now or may be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

2. To loan money on the security of moveable or immoveable property on the security of any interest or right therein and particularly to lend money on the security of lands, debentures, debenture stock, common or preferred shares, obligations or other securities;

3. To buy, sell, transfer, exchange, take assignments of, deal in and with contracts, agreements, hypothecs on real estates and on personal property, securities, liens, notes and other obligations of all kinds, and to collect and dispose of interest, income and payments upon or from or in respect to such contracts, agreements, mortgages, liens, notes, securities and other obligations and contracts and to enforce all rights, remedies and powers connected therewith;

4. To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds or debentures, stocks, shares, or other securities of any government or of any municipal, scholastic or other public corporation or of any private corporation of any sort whatsoever;

5. To erect buildings and deal in building material;

6. To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell or otherwise dispose of said mortgages;

7. To guarantee or otherwise assist in the performance of contracts, undertakings or mortgages of any person, firm or corporation having business relations with the Company and to assume and take over such mortgages, undertakings or contracts on default;

8. To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock, or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

9. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

10. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company and to amalgamate with any such company and to pay for the same by the issue and allotment of fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the Company;

11. To distribute among the shareholders of the Company in kind any property of the Company and in particular any shares, debentures or securities in any other company belonging

à la compagnie ou dont la compagnie aura le pouvoir de disposer, pourvu que toute telle distribution qui diminuera le capital de la compagnie ne soit faite excepté en conformité avec les dispositions des articles 48 et 49 ou en vertu et conformément aux dispositions de l'article 81, de ladite loi;

12. Payer à même le capital de la compagnie toutes les dépenses se rapportant et étant nécessaires à l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

13. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions ou valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

14. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

15. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui semblent avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

16. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

17. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

18. Hypothéquer ou donner en gage les biens immeubles de la compagnie ou nantir ou autrement affecter les biens mobiliers, ou donner toutes telles garanties pour garantir le paiement des prêts faits autrement que par l'émission de débentures, ainsi que le paiement ou la réalisation de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

20. Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toutes autres compagnies ou corporations avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles compagnies ou corporations ou par toutes telles personnes ou personnes;

to the Company or which the Company may have power to dispose of, provided that no such distribution which will impair the capital of the Company shall be made except upon compliance with the requirements of sections 48 and 49 or under and in accordance with the provisions of Section 81 of the said Act;

12. To pay out of the capital of the Company all expenses in connection with and incidental to the incorporation and organization of the Company;

13. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engaged in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

14. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

15. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

16. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

17. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

18. To hypothecate or mortgage the immovable property of the Company or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the Company;

19. To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

20. To raise, and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts, by any such Company, corporation or by any such person or persons;

21. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

22. Faire tout acte ou chose que la compagnie croira en aucun temps nécessaire pour sa protection ou son profit, comme détentrice ou intéressée en toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs ou toute propriété, droits, commerces ou entreprises; prendre part à toute réorganisation, reconstruction, fusion ou union de toute sorte, affectant toute compagnie dans laquelle la compagnie pourra détenir des actions, bons, obligations ou autres valeurs et acquérir, détenir, vendre ou autrement aliéner pour les fins de la compagnie et soit seule ou conjointement avec d'autres, tous biens, droits, industries ou entreprises dans lesquels la présente compagnie peut être intéressée comme porteur de toutes telles actions, parts, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs et promouvoir ou prendre part à la promotion de toute compagnie ou entreprise;

23. Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

23. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Ritz-Windsor Realities Limited", avec un capital-total de cinq cents dollars (\$500.00), divisé en cent (100) actions de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, en le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de février 1939.

JEAN BRUCHESI,

923

Sous-secrétaire de la Province.

21. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

22. To do any act or thing which the Company shall at any time think necessary for its protection or benefit as holder of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities of any property, rights, business or undertaking; to take part in any reorganizations, reconstructions, amalgamations or merger of any kind affecting any company of which the company may hold stock, bonds, obligations or other securities, and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of for the purpose of the company and either alone or in conjunction with others, any property, rights, business or undertaking in which the Company may be interested as the holder of any such shares, stocks, debenture stock, bonds, obligations or other securities and to promote or take part in promoting any company or undertakings;

23. To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

24. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Ritz-Windsor Realities Limited", with a total capital stock of five hundred dollars (\$500.00), divided into one hundred (100) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of February, 1939.

JEAN BRUCHESI,

924—o

Under Secretary of the Province.

"Roger Realty & Development Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1939, constituant en corporation: Louis Diner, Alexander Popliger, avocats, et Alice Bariteau, fille majeure, tous des cités et districts de Montréal, dans les buts suivants:

1. Souscrire, convenir d'acheter et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir, soit comme propriétaire, ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, en garantir la vente, et céder, transporter ou autrement disposer ou faire le commerce d'hypothèques, mortgages, balances de prix, garanties par privilèges ou autrement et réclamations, conventions d'achats ou de ventes et obligations de toute nature et description et aussi d'obligations, débentures, titres, actions et autres valeurs, lettres de change, traites, récépissés d'entrepôt, billets à ordre, convention de vente conditionnelle, contrats, comptes recevables et toutes sortes d'effets de commerce et de titres de créances de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute corporation de banque ou de services publics, ou compagnie, corporation commerciale, industrielle ou autre, ou individu, ou association, et transiger et faire les opérations d'une agence financière générale, de courtiers en placement, et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration et l'administration de toute propriété, industrie ou entreprise;

"Roger Realty & Development Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1939, incorporating: Louis Diner, Alexander Popliger, Advocates, and Alice Bariteau, spinster, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title and hold either as owner or by the way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer, or otherwise dispose of or deal in hypothecs, mortgages, balances of price secured by privilege or otherwise, claims, purchases or sale agreements and obligations of every nature and description and also in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, bills of exchange, trade acceptances, warehouses receipts, promissory notes, conditional sale agreements, contracts, accounts receivable and all kinds of commercial paper and evidence of indebtedness of any government or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation, individual or association, and to transact and carry on a general financial agency, investment and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement and management of any property, business or undertaking;

Sujet à l'assentiment du Surintendant des Assurances de la Province de Québec;

2. Agir comme courtier en assurances et comme agents et courtiers pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et l'encaissement de deniers; et accepter et accomplir comme procureurs, agents ou autrement toute transaction d'affaires, le placement de fonds et le recouvrement de prêts, rentes, intérêts et dividendes, et l'émission et la confection, la manipulation et le recouvrement d'hypothèques, débiteures, obligations, comptes, billets, coupons et autres valeurs ou argents;

3. Acheter, aménager, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des propriétés immobilières, ou intérêts en icelles, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur lesdites propriétés immobilières ou aucune d'icelles, et vendre, louer ou échanger ou autrement aliéner la totalité ou toute portion des dites propriétés immobilières, et tous ou aucun des édifices ou constructions qui sont présentement ou qui seront à l'avenir érigés sur icelles, et prendre toutes les garanties jugées nécessaires; ériger et rénover des édifices et faire le commerce des matériaux de construction, améliorer, modifier ou administrer lesdites propriétés immobilières et édifices, et prendre ou détenir des mortgages ou hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucune des propriétés immobilières, bâtisses ou constructions ainsi vendues, et vendre lesdits mortgages ou hypothèques, ou autrement en disposer;

4. Contracter des emprunts d'argent pour le ou les montants, au taux d'intérêt, et aux termes et conditions jugés convenables, engager la compagnie au remboursement des sommes ainsi empruntées avec les intérêts et à l'exécution des termes et conditions et, s'il y a lieu, hypothéquer ou donner en gage la totalité ou toute partie des biens mobiliers et immobiliers de la compagnie, pour garantir le remboursement des sommes ainsi empruntées, avec les intérêts et l'exécution des termes et conditions;

5. Consentir des prêts d'argent aux termes et conditions et au taux légal d'intérêt jugés convenables et prendre toutes les garanties pour le remboursement du principal et des intérêts et l'exécution des conditions que la compagnie jugera à propos;

6. Garantir le paiement d'argents garantis par ou payables en vertu ou relativement à toutes obligations, débiteures, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations ou autres garanties de toute compagnie ou entreprise ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et prélever et aider à prélever des deniers ou aider au moyen de bons, prêts, promesses, endossements, et garantir l'exécution des contrats ou le paiement des obligations ou autrement aider et secourir toute personne, firme ou corporation dans laquelle la compagnie pourrait être financièrement intéressée ou avec lesquelles elle pourrait avoir des relations d'affaires et agir comme employés, agents ou gérants d'aucune de ces corporations ou firmes;

7. Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada, et dans tout pays ou état étranger, et d'y désigner des personnes d'après les lois de telle province, pays ou état, pour représenter la compagnie et accepter pour et en son nom assignation de toutes procédures ou poursuites;

8. Acquérir par achat, échange, souscription originale, émission, participation dans les syndicats ou autrement, toutes actions, titres, dében-

Subject to the assent of the superintendent of Insurance of the Province of Québec;

2. To act as insurance brokers, and as agents and brokers for the investment, loans, payments, transmission and collection of money and to accept and fulfill, as attorneys, agents or otherwise, any transaction of business, the investment of funds, the collection of loans, rent, interest, dividends, and the issuing, making, handling and collection of mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities or moneys;

3. To purchase, develop, lease, take in exchange, or otherwise, acquire immoveable property or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said immoveable properties or any of them, and to sell, lease or exchange or otherwise dispose of the whole or any portion of such immoveable properties and all or any of the buildings or structures that are now or may be hereafter erected thereon, and to take such security therefore as may be deemed necessary, to erect, remodel buildings and deal in building materials, to improve, alter or manage the said immoveable properties and buildings, and to take or hold mortgages or hypothecs for any unpaid balance of the purchase price on any of the immoveable properties, buildings or structures so sold and to sell or otherwise dispose of the said mortgages or hypothecs;

4. To borrow money in such sum or sums, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be thought proper, to bind the Company to the repayment of the sums so borrowed and interest thereon and to the fulfilment of the terms and conditions, if deemed advisable, to hypothecate or pledge the whole or any part of the Company's immoveable and moveable property to secure the repayment of the sums so borrowed, interest and the fulfilment of the terms and conditions;

5. To lend money on such terms and conditions and at such legal rates of interest as may be considered advisable, and to take such security for the repayment of the principal and interest and the fulfilment of the conditions, as the company may think proper;

6. To guarantee the payment of money secured by or payable under or in respect of bonds, debentures, shares, contracts, mortgages, charges, obligations or other securities of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this Company, and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonds, loans, promise, endorsement, and to guarantee the performance of contracts or payment of liabilities or otherwise aid and assist any person, firm or corporation in whom or in which the Company may be financially interested or with which it may have business relations and to act as employee, agent or manager of any such corporation or firm;

7. To procure the Company to be registered, licensed or recognized in any other province of Canada or in any foreign country or state and to designate persons therein according to the laws of such province, country or state, to represent the Company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

8. To acquire by purchase, exchange, original subscription, underwriting, participation in syndicates, or otherwise, any shares, stocks, deben-

tures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs d'autres compagnies organisées en tout pays quelconque, et des débetures, actions-débetures, bons, obligations et valeurs émis ou garantis par tout souverain, gouvernement, commissaire, corps public ou autorité suprême, municipale, locale ou autre, soit au pays ou à l'étranger, et les détenir absolument comme propriétaire ou par voie de garantie additionnelle ou autrement et les vendre, transporter, nantir, hypothéquer, donner en gage, créer des privilèges ou autrement en disposer ou les négocier et acquérir par achat, échanger ou autrement posséder, détenir, vendre, transporter, disposer et autrement négocier des terrains et intérêts sur des terrains, constructions et immeubles et propriétés immobilières de toutes sortes et acheter, négocier, céder, transférer et disposer d'hypothèques, mortgages ou valeurs similaires;

9. Investir et réinvestir de temps à autre les fonds de la compagnie, y compris les fonds prélevés par des emprunts de la manière et dans des propriétés, réelles et personnelles, y compris des terrains et hypothèques, et dans des valeurs qui seront de temps à autre déterminées, et varier et échanger ces placements;

10. Faire tout acte ou chose que la compagnie croira en aucun temps nécessaire pour sa protection ou son profit, comme détentrice ou intéressée en toutes actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations, ou autres valeurs ou toute propriété, droits, commerces et entreprises;

11. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autre avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exploiter ou d'exercer une industrie ou transactions que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction sous aucun nom de commerce qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, et en disposer autrement;

12. Répartir, émettre et livrer des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, débetures, actions-débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel de toutes propriétés, contrats, droits, actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie que cette compagnie peut acquérir pour les fins de son commerce;

13. Rémunérer toute personne, firme ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des obligations, débetures, actions-débetures, ou autres valeurs de la compagnie, au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie, ou de la conduite des opérations; et avec l'approbation des actionnaires, répartir, émettre et livrer des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel du capital-actions de la compagnie en paiement partiel ou total de tous services ainsi rendus;

14. Faire des avances de deniers et garantir toutes obligations et contrats ou autrement assister et aider en aucune manière toute compagnie ou corporation dont les actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations et autres valeurs sont détenus par cette compagnie et faire tout acte ou chose pour la conserva-

tures, debenture-stock, bonds, obligations and other securities of other companies, whosoever organized, and debentures, debenture-stock, bonds, obligations, and securities issued or guaranteed by any sovereign, ruler, government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local, or otherwise, whether at home or abroad, and to hold absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise and to sell, transfer, mortgage, hypothecate, pledge, create liens on or otherwise dispose thereof or deal therewith and to acquire by purchase, exchange or otherwise own, hold, sell, convey, dispose of and otherwise deal in lands and interests in lands, buildings and real estate and immoveable property of every kind and to purchase, deal in, assign, transfer and dispose of hypothecs, mortgages and similar securities;

9. To invest and re-invest from time to time the funds of the Company, including funds raised by borrowing, in such manner and in such properties, real and personal, including lands and mortgages, and in such securities as may from time to time be determined, and to vary and change such investments;

10. To do any act or thing which the Company shall at any time think necessary for its protection or benefit, as holder of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities or any property, rights, business and undertakings;

11. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint-adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction under any trade name capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or Company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, and otherwise deal with the same;

12. To allot, issue and deliver fully paid and non-assessable shares, debentures, debenture-stock, bonds or other securities of the Company, payment or part payment of any property, contracts, rights, shares, debentures, bonds or other securities of any other Company which this Company may acquire for the purpose of its business;

13. To remunerate any person, firm or Company for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any bonds, debentures, debenture-stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of the business, and, with the approval of the shareholders, to allot, issue and deliver fully paid and non-assessable shares of the capital stock of the company in payment or part payment for services so rendered;

14. To advance money to and to guarantee any obligations and contracts of or otherwise assist and aid in any way any company or corporation any of whose shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities are held by the company, and to do any act or thing for the preservation and protec-

tion et la protection, l'amélioration ou l'augmentation de la valeur de toutes telles actions, titres, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs;

15. Promouvoir ou aider à la promotion d'une compagnie subsidiaire, auxiliaire ou autre, exerçant ou ayant le droit d'exercer tout commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie, et accepter en paiement de ses services pour l'organisation de telle compagnie, des actions entièrement libérées, des obligations, des garanties de ladite compagnie, acheter, souscrire ou autrement acquérir des actions, obligations ou débetures de telle compagnie et détenir, vendre, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

16. S'unir et se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement, les propriétés, franchises, entreprises et commerce de toute compagnie, et en assumer les obligations et les payer en entier ou en partie en argent, actions, bons, ou autres garanties de la compagnie;

17. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie ou de toute compagnie dans laquelle la compagnie est intéressée comme propriétaire d'une partie de ses actions, titres, obligations, débetures ou autres valeurs;

18. Améliorer, gérer, développer, échanger, louer et disposer, faire valoir, ou autrement négocier toute ou aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie et sujet de toute manière aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, distribuer aucun des biens de la compagnie entre ses membres, en espèces et particulièrement les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie qui peut assumer la totalité ou aucune partie des biens ou obligations de la compagnie et toutes actions, débetures ou valeurs dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont elle aurait le pouvoir de disposer;

19. Accepter en paiement de tout travail fait par la compagnie ou dette due à la compagnie, des titres, actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

20. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

21. Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

22. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de bonis, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

23. Négocier, importer, exporter, fabriquer, vendre et généralement faire le commerce de toutes sortes de machines à enregistrer, radios, et machines à télévision, et entreprendre, sous contrat, un genre d'annonce par le moyen de ma-

tion, improvement or enhancement of the value of any such shares, stocks, debenture-stock, bonds, obligations or other securities;

15. To promote or assist in promoting any subsidiary allied or other company carrying on or having power to carry on any business altogether or in part similar to that of this company, and to accept in payment of the service in promoting such company, fully paid up shares, bonds or securities of said company, and to purchase, subscribe for or otherwise acquire its shares, bonds and securities of said company, and to hold, sell, re-sell, with or without guarantee or otherwise deal in the same;

16. To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertaking and business of any company, and to assume the obligations thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

17. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company or of any company in which the company is interested as the holder of any of its shares, stocks, bonds, debentures or other securities;

18. To improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company, and subject in all respects to the provisions of the Quebec Companies' Act, to distribute any of the company's property among the members in specie and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other Company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the Company and any shares, debentures or securities in any other companies belonging to the Company or which the Company may have power to dispose of;

19. To accept in payment of any work done by or debt due to the Company stock, shares, bonds, debentures or other securities of any other company;

20. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

21. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

22. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the Company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons;

23. To deal in, import, export, manufacture, sell and generally to transact in all manner of recording machines, radio machines, television machines, and undertake, under contract, a form of advertisement through the medium of

chines à enregistrer, radios, et machines à télévision, et exécuter, promouvoir tout concert, musical ou théâtral, ou autrement au moyen de disques-radios ou machines à télévision, gratuitement ou moyennant une rémunération, et généralement exercer le commerce d'annonceurs, soit comme mandants ou agents, de toutes sortes de commodités et services, et laquelle publicité sera de toute forme quelconque soit pancartes, enseignes électriques, enseignes Néon, nouveautés, machines automatiques ou machines à contrôle électrique, de toute nature ou description, ou par tous autres moyens quelconques;

24. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Roger Realty & Development Co. Ltd.", avec un capital-total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de février 1939.

JEAN BRUCHESI,

925

Sous-secrétaire de la Province.

recording machines, radio machines and television machines, and carry out, promote any concert, musical or theatrical, or otherwise through means if recording machines, radio machines or television machines free or for a remuneration, and generally to carry on the business of advertisers, either, as principals or agents, of all kinds of commodities and services, and which advertising shall be in any form whatsoever either by bill boards, electrical signs, Neon signs, novelties, sales machines or electrically controlled machines of any nature or description, or by any means whatsoever;

24. To do all or any of the above things as principals, agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Roger Realty & Development Co. Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1939.

JÉAN BRUCHESI,

926-o

Under Secretary of the Province.

"St-Viateur Realities Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de février 1939, constituant en corporation: William Manly Bourke, de Hudson Heights, et Frederick Kirkland Stevenson, de Westmount, tous deux notaires publics, Alice Carroll, Frieda Berchtold et Hilda Hooper, filles majeures, toutes trois de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

1. Acheter, louer, prendre en échange ou par cession ou autrement acquérir des terrains ou intérêts fonciers, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur lesdits terrains ou aucun desdits terrains, et les vendre, louer, échanger, céder, ou autrement disposer de la totalité ou de toute portion des terrains et de tout droit ou intérêt en iceux, et de la totalité ou d'aucun des édifices ou constructions qui sont maintenant ou qui seront à l'avenir érigés sur lesdits terrains, et prendre toutes les garanties qui seront jugées nécessaires;

2. Prêter des deniers sur la garantie de biens mobiliers ou immobiliers, sur la garantie de tout intérêt ou droit en iceux et particulièrement prêter des deniers sur la garantie de terrains, débiteures, actions-débiteures, actions ordinaires ou privilégiées, obligations ou autres valeurs;

3. Acheter, vendre, transférer, échanger, prendre par cession, exercer le commerce et négocier des contrats, conventions, hypothèques sur immeubles et propriété personnelle, valeurs, privilèges, billets et autres obligations de toutes sortes et encaisser et disposer de l'intérêt, sur revenu et paiement sur ou se rapportant à tels contrats, conventions, hypothèques, droits, billets, valeurs ou autres obligations et contrats et faire observer tous droits, remèdes et pouvoirs s'y rapportant;

4. Souscrire éventuellement à forfait, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement disposer et faire le commerce d'obligations, ou débiteures, parts, actions ou autres valeurs de tout gouvernement ou de

"St-Viateur Realities Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1939, incorporating: William Manly Bourke, of Hudson Heights, and Frederick Kirkland Stevenson, of Westmount, both Notaries Public, Alice Carroll, Frieda Berchtold, and Hilda Hooper, Spinsters of full age of majority, all three of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To purchase, lease, take in exchange or by assignment or otherwise acquire land or interests therein together with any buildings, or structures that may be on the said lands, or any of them, and to deal in, lease, exchange, assign or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and of any right or interest therein and all or any of the buildings or structures that are now or may be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

2. To loan money on the security of moveable or immoveable property on the security of any interest or right therein and particularly to lend money on the security of lands, debentures, debenture stock, common or preferred shares, obligations or other securities;

3. To buy, sell, transfer, exchange, take assignments of, deal in and with contracts, agreements, hypothecs on real estates and on personal property, securities, liens, notes and other obligations of all kinds, and to collect and dispose of interest, income and payments upon or from or in respect to such contracts, agreements, mortgages, liens, notes, securities and other obligations and contracts and to enforce all rights, remedies and powers connected therewith;

4. To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds or debentures, stocks, shares, or other securities of any government or of any municipal, scholastic or other

toute corporation municipale ou de toute corporation privée ou de toutes autres sortes quelconques;

5. Eriger des bâties et faire le commerce de matériaux de construction;

6. Prendre et détenir des hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat sur aucun des terrains, édifices ou constructions ainsi vendus, et vendre ou autrement disposer desdites hypothèques;

7. Garantir ou autrement aider à l'exécution des contrats, entreprises ou hypothèques de personne, firme ou corporation avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires et assumer et se charger de tels hypothèques, entreprises ou contrats en défaut;

8. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

9. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

10. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et se fusionner avec toute telle compagnie, et les payer par l'émission et la répartition d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs entièrement acquittées de la compagnie;

11. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces, toute propriété de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures, ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont la compagnie aura le pouvoir de disposer, pourvu que toute telle distribution qui diminuera le capital de la compagnie ne soit faite excepté en conformité avec les dispositions des articles 48 et 49 ou en vertu et conformément aux dispositions de l'article 81, de ladite loi;

12. Payer à même le capital de la compagnie toutes les dépenses se rapportant et étant nécessaires à l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

13. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

14. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie

public corporation or of any private corporation of any sort whatsoever;

5. To erect buildings and deal in building material;

6. To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell or otherwise dispose of said mortgages;

7. To guarantee or otherwise assist in the performance of contracts, undertakings or mortgages of any person, firm or corporation having business relations with the Company and to assume and take over such mortgages, undertakings or contracts on default;

8. To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock, or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

9. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

10. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company and to amalgamate with any such company and to pay for the same by the issue and allotment of fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the Company;

11. To distribute among the shareholders of the Company in kind any property of the Company and in particular any shares, debentures or securities in any other company belonging to the Company or which the Company may have power to dispose of, provided that no such distribution which will impair the capital of the Company shall be made except upon compliance with the requirements of sections 48 and 49 or under and in accordance with the provisions of Section 81 of the said Act;

12. To pay out of the capital of the Company all expenses in connection with and incidental to the incorporation and organization of the Company;

13. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engaged in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

14. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company or carrying on any business capable

qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

15. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui semblent avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

16. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquiescer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

17. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

18. Hypothéquer ou donner en gage les biens immobiliers de la compagnie ou nantir ou autrement affecter les biens mobiliers, ou donner toutes telles garanties pour garantir le paiement des prêts faits autrement que par l'émission de débetures, ainsi que le paiement ou la réalisation de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

20. Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toutes autres compagnies ou corporations avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles compagnies ou corporations ou par toutes telles personnes ou personnes;

21. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

22. Faire tout acte ou chose que la compagnie croira en aucun temps nécessaire pour sa protection ou son profit, comme détentrice ou intéressée en toutes actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs ou toute propriété, droits, commerces ou entreprises; prendre part à toute réorganisation, reconstruction, fusion ou union de toute sorte, affectant toute compagnie dans laquelle la compagnie pourra détenir des actions, bons, obligations ou autres valeurs et acquiescer, détenir, vendre ou autrement aliéner pour les fins de la compagnie et soit seule ou conjointement avec d'autres, tous biens, droits, industries ou entreprises dans lesquels la présente compagnie peut être intéressée comme porteur de toutes telles actions, parts, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs et promouvoir ou prendre part à la promotion de toute compagnie ou entreprise;

23. Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

23. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de

of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

15. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

16. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

17. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

18. To hypothecate or mortgage the immovable property of the Company or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the Company;

19. To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

20. To raise, and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts, by any such Company, corporation or by any such person or persons;

21. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

22. To do any act or thing which the Company shall at any time think necessary for its protection or benefit as holder of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities of any property, rights, business or undertaking; to take part in any reorganizations, reconstructions, amalgamations or merger of any kind affecting any company of which the company may hold stock, bonds, obligations or other securities, and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of for the purpose of the company and either alone or in conjunction with others, any property, rights, business or undertaking in which the Company may be interested as the holder of any such shares, stocks, debenture stock, bonds, obligations or other securities and to promote or take part in promoting any company or undertakings;

23. To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

24. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "St-Viateur Realities Limited",

"St-Viateur Realities Limited", avec un capital-total de cinq cents dollars (\$500.00), divisé en cent (100) actions de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, en le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de février 1939.

JEAN BRUCHESI,

927 Sous-secrétaire de la Province.

with a total capital stock of five hundred dollars (\$500.00), divided into one hundred (100) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of February, 1939.

JEAN BRUCHESI,

928—o Under Secretary of the Province.

"The Canadian Belting Manufacturers Limited"—"Les Manufacturiers Canadiens de Courroies Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de février 1939, constituant en corporation: Adélard Hurtubise, manufacturier, de la cité de Montréal, Robert Roarke, entrepreneur, et Wilfrid Howard, ingénieur, tous deux de la cité de Lachine, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer et vendre des produits en cuir, outillages de transmission et machineries et accessoires et toutes choses qui se rapportent au dit commerce;

Ouvrir des magasins et succursales pour la fabrication et la vente des dites marchandises;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement détenir, développer, posséder, vendre, céder toutes sortes d'immeubles et biens meubles et immeubles, terrains, usines, entrepôts, boutiques, édifices et tous intérêts et droits s'y rapportant;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des propriétés, biens, droits, entreprises ou clientèle de la compagnie, et accepter en paiement d'iceux totalement ou partiellement de l'argent, obligations, actions, ou autres valeurs de toute corporation ou compagnie;

Emettre et répartir, comme entièrement acquittées, des actions, débiteures, obligations ou actions-débiteures ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toutes propriétés, droits, et immunités qui peuvent être acquis par la compagnie, et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus ou travail fait pour la compagnie et dans et pour le paiement ou à l'acquit des dettes et obligations dues par la compagnie;

Payer à même le capital de la compagnie, toutes dépenses se rapportant ou étant incidentes à l'organisation de la compagnie, sous le nom de "The Canadian Belting Manufacturers Limited" "Les Manufacturiers Canadiens de Courroies (Limitée)", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de février 1939.

JEAN BRUCHESI,

943 Sous-secrétaire de la Province.

"The Canadian Belting Manufacturers Limited"—"Les Manufacturiers Canadiens de Courroies Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1939, incorporating: Adélard Hurtubise, manufacturer, of the City of Montreal, Robert Roarke, contractor, and Wilfrid Howard, engineer, both of the City of Lachine, in the Province of Quebec, for the following purposes:

The manufacture and sale of leather products, transmission equipment and machinery and supplies and anything which may be connected with such business;

To open stores and branches for the manufacture and sale of the said goods;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise hold, develop, own, sell, cede all kinds of real estate and moveable and immovable property, lands, factories, warehouses, shops, buildings and any interests and rights connected therewith;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings or good will of the Company, and to accept in payment for same wholly or in part cash, bonds, stocks or other securities in any corporation or company;

To issue and allot, as fully paid up, shares, debentures, bonds or debenture stock or other securities of the company in payment or part payment of any property, rights, and easements, which may be acquired by the company and, with the approval of shareholders, for any services rendered to or work done for the company and in and for the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To pay out of the capital of the company all expenses in connection with or incidental to the organization of the company, under the name of "The Canadian Belting Manufacturers Limited" "Les Manufacturiers Canadiens de Courroies (Limitée)", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of February, 1939.

JEAN BRUCHESI,

944—o Under Secretary of the Province.

"T. Vaillancourt Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de février 1939, constituant en

"T. Vaillancourt Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1939, incorporating: Théodore

corporation: Théodore Vaillancourt, commerçant, Gracia Gagnon Vaillancourt, épouse du dit Théodore Vaillancourt, mariée en communauté de biens sans contrat de mariage, Mlle Irène Vaillancourt, tous de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois et matériaux de construction en général et spécialement agir comme courtier, agent et représentant de toutes corporations, sociétés ou personnes faisant un commerce quelconque en Europe, aux États-Unis et au Canada. Importer, fabriquer, acheter et vendre, faire le commerce en gros et en détail du bois et matériaux de construction;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement détenir, posséder, aliéner toute propriété mobilière ou immobilière et en effectuer le paiement en deniers comptants ou en obligations ou actions acquittées de la compagnie ou partie en deniers comptants et partie en obligations acquittées de la compagnie;

Acquérir, construire, posséder, exploiter, vendre et aliéner des terrains, bâtisses, usines, et généralement tout ce qui peut servir au commerce en général;

Acquérir, construire, posséder et exploiter, vendre et aliéner des quais, bassins, entrepôts, réfrigérateurs et tout ce rapportant à la navigation;

Construire, posséder, effectuer des vaisseaux navigable soit à vapeur ou autrement, pour le transport des passagers, des effets, des marchandises pour la traction ou le remorquage d'autres vaisseaux, et en général pour tout ce qui se rapporte aux fins du commerce de la compagnie en particulier construire, posséder et utiliser des bassins, entrepôts et autres prémisses qui peuvent être convenables et nécessaires pour les fins de la compagnie, avec le droit de faire tous contrats, transactions et arrangements avec toutes personnes, sociétés ou compagnie qui s'occupent du transport des passagers et des marchandises, ainsi que la transaction et du remorquage des autres vaisseaux;

S'unir, s'allier, avec toutes personnes, compagnies ou corporations faisant un commerce similaire ou subsidiaire;

Vendre, louer, transférer ou autrement aliéner, et disposer de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce ou de l'entreprise de la compagnie et accepter en paiement toutes valeurs, monnaie, argent, actions ou obligations de toutes personnes, compagnies et corporations;

Acquérir l'actif et assumer le passif de toutes personnes, société, commerciale ou compagnie à fond social ou autrement constituées et exploitant un commerce similaire et subsidiaire;

Acquérir, posséder et exploiter des lots à bâtir, y construire des maisons, bâtiments, magasins ou édifices, les occuper, les louer, vendre ou autrement aliéner le tout conformément aux fins de la compagnie;

Acquérir par achat, échange ou autrement, posséder des actions dans d'autres compagnies formées pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie;

Donner en paiement de biens meubles ou immeubles acquis par la compagnie ou en règlement de services, comptes, dettes, des actions de la compagnie entièrement ou partiellement acquittées;

Se départir, transférer par vente, échange ou autrement des actions de la présente compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie constituée pour l'un ou plusieurs des objets de la compagnie;

Emprunter tous les montants que la compagnie jugera nécessaires et utiles pour son commerce et

Vaillancourt, trader, Gracia Gagnon Vaillancourt, wife common as to property, without marriage contract, of said Théodore Vaillancourt, Miss Irène Vaillancourt, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber business and deal generally in building materials, and especially to act as broker, agent and representative for any corporations, firms or persons carrying on any business whatsoever, in Europe, in the United States or in Canada; to import, manufacture, purchase and sell and deal, wholesale and retail, in lumber and building requisites;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise hold, own, alienate any movable or immovable property and pay therefor in cash or paid up bonds or shares of the company, or partly in cash and partly paid up bonds of the company;

To acquire, build, own, exploit, sell and alienate any lands, buildings, plants and generally anything which may be used in business generally;

To acquire, build, own and exploit, sell and alienate any wharves, docks, warehouses, cold storage plants and everything connected with navigation;

To construct, possess, charter navigable vessels, either propelled by steam or otherwise, for the transportation of passengers, goods and merchandise or for the traction and towing of other vessels and generally everything connected with the purposes of the company's business, in particular to construct, possess, and utilize docks, warehouses and other premises which may be convenient and necessary for the Company's purposes, with the right to make any contracts, transactions and arrangements with any person, partnership or company engaged in the transportation of passengers, merchandise and the trading and towing of other vessels;

To amalgamate, consolidate with any person, company or corporation carrying on a similar or subsidiary business;

To sell, lease, transfer or otherwise alienate and dispose of the whole or any part whatever of the business or undertaking of the company and accept in payment any securities, money, cash, shares or bonds of any persons, companies or corporations;

To acquire the assets and take over the liabilities of any person, commercial partnerships or joint stock or other incorporated companies and carrying on a similar and subsidiary business;

To acquire, hold and exploit building lots, construct houses, buildings, stores or structures thereon, occupy, lease, sell or otherwise alienate same, the whole in conformity with the purposes of the company;

To acquire by purchase, exchange or otherwise hold shares in other companies formed for one or more of the objects of the present company;

To give in payment for movable or immovable property acquired by the company, in settlement for services, accounts, debts, fully or partly paid up shares of the company;

To allot, transfer by sale, exchange or otherwise shares of the present company;

To amalgamate with any other company incorporated for one or more of the objects of the company;

To borrow any amounts the company may deem necessary and useful for its business, and

ce, en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire les dits emprunts aux termes et conditions et avec les garanties et hypothèques qu'il plaira à la compagnie et conformément à la loi;

Tirer, endosser, accepter, payer et émettre des billets promissaires, lettre de change, connaissements, obligations, débiteures, mandats et autres instruments négociables et transportables;

Obtenir des brevets d'invention, en acheter, en posséder, en vendre et en exploiter, le tout conformément aux fins de la compagnie;

Et généralement, faire toutes autres opérations permettant à la compagnie d'atteindre les fins pour lesquelles elle est constituée, sous le nom de "T. Vaillancourt Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de février 1939.

JEAN BRUCHESI,

929—o

Sous-secrétaire de la Province.

such at any time and as often as may be deemed expedient, and make the said loans on the terms and conditions and with the securities and hypothecs which the company may deem fit, and pursuant to law;

To draw, endorse, accept, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, bonds, debentures, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To obtain patents of invention, purchase, hold, sell and exploit same, the whole in conformity with the purposes of the company;

And generally carry on any other operations conducive to the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "T. Vaillancourt Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of February, 1939.

JEAN BRUCHESI,

930

Under Secretary of the Province.

"Automobile Owners Services Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1939, constituant en corporation: Emmett McManamy, avocat, Meryle Rutenberg et Helen Kelly, filles majeures, William Sullivan et Harold Kavanagh, commis, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Solliciter pour la compagnie des clients qui seront reconnus comme membres sur paiement d'un honoraire annuel fixe ou autrement en compensation duquel titre de membre la compagnie pourvoiera entre autres choses au ravitaillement, et à l'entretien des véhicules-moteurs des membres durant l'année courante, ou pour le temps pour lequel ils sont abonnés;

(b) Emettre des certificats officiels aux membres donnant aux porteurs d'iceux l'avantage ou les avantages que la compagnie pourra offrir en achetant avec escompte des véhicules-moteurs, accessoires et pièces, outillage et objets pour véhicules-moteurs, gasoline, huile et lubrifiants; et le service et l'entretien des automobiles des membres;

(c) Exercer un commerce de garage en général, emmagasiner, entretenir, ravitailler, réparer, reconstruire et autrement faire le commerce d'automobiles, véhicules-moteurs, engins, châssis et carrosseries d'automobiles et aucun et tous accessoires et pièces se rapportant à iceux et agir comme mécaniciens et exercer un commerce de mécaniciens en général et faire la réparation de carrosseries et le commerce de rembourrage pour les dites fins ou toute autre fin ou autres fins;

(d) Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, échanger, et autrement faire le commerce, comme mandants, agents ou distributeurs, d'automobiles, moteurs, camions, autos-remorques, motocyclettes, remorques, tracteurs, véhicules-moteurs et moyens de transport de toutes sortes, machines, carburateurs, accessoires, électriques ou autrement, pièces pour moteurs, carrosseries et châssis d'auto et toutes sortes de machineries, instruments, ustensiles, appareils et accessoires, incidents à la construction automo-

"Automobile Owners Services Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1939, incorporating: Emmett McManamy, advocate, Meryle Rutenberg and Helen Kelly, spinsters, William Sullivan and Harold Kavanagh, clerks, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(a) To solicit customers for the company who may be known as members upon payment of a fixed annual charge or otherwise in compensation for which membership the company will provide among other things service and maintenance to the motor vehicles of the members during the current year, or the term of the membership;

(b) To issue official certificates to the members entitling the holders thereof to the advantage or advantages which the company may offer of purchasing at a discount motor vehicles, accessories and parts, supplies and effects of motor vehicles, gasoline, oil and lubricants; and the service and maintenance of the automobiles of the members;

(c) To carry on a general garage business, to store, maintain, service, repair, reconstruct and otherwise deal with automobiles, motor vehicles, engines, auto-chassis and bodies and any or all accessories and appliances in connection therewith and to act as machinists and carry on a general machine shop and do body repairs and upholstery business for the said purposes or any other purpose or purposes;

(d) To manufacture, import, export, buy, sell, exchange and otherwise deal in any, whether as principals, agents or distributors of automobiles, motors, motor-trucks, tow-cars, motor-cycles, trailers, tractors, motor vehicles and conveyances of all kinds, machines, carburetors, accessories, electrical or otherwise, parts for motors, auto-bodies and chassis and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being

biles ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées avec iceux; ou qui sont utilisées dans la fabrication et l'entretien, le service, la réparation et l'usage d'iceux;

(e) Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce, en gros ou en détail, d'huiles, graisses, gazoline, benzine, pétrole, dérivés du pétrole et toutes sortes de produits du pétrole et leurs sous-produits, pneus d'automobiles, articles et marchandises en caoutchouc, cuir, matériels pour le remblayage et généralement toutes choses entrant dans la construction, la réparation et l'entretien de véhicules-moteurs;

(f) Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, gérer, et exploiter des garages, postes de gazoline, huile et pétroles, magasins, terrains de stationnement, entrepôts, magasins et autres endroits semblables pour la sauvegarde, le nettoyage, la réparation et le soin général de véhicules-moteurs et accessoires et pièces d'iceux, de toute nature et description;

(g) Arreter et louer des véhicules-moteurs et moyens de transport de toutes sortes et description et exercer et faire le transport de passagers et du fret moyennant tels termes et conditions que la compagnie croira convenables;

(h) Exercer toutes autres industries qui sembleront à la compagnie susceptibles d'être convenablement exercées en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de nature à les rendre profitables;

(i) Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, commerces, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute autre compagnie ou de toute société, firme ou personne exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(j) Demander, acheter ou autrement acquérir, tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions, et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

(k) Se fusionner, ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute autre compagnie ou avec toute société, firme ou personne, exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats, ou autrement aider toute telle compagnie, société, firme ou personne, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir ou autrement les négocier;

(l) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions, débiteures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie susceptible de profiter

used therewith, or in the manufacture and maintenance and service, repair and use thereof;

(e) To manufacture, buy, sell and deal in and whether by wholesale or retail, oils, grease, gasoline, benzine, petroleum, derivatives of petroleum and all kinds of petroleum products and by-products thereof, automobile tires, rubber articles and goods, leather, materials for upholstery and generally any thing entering into the construction, repair and up-keep of motor vehicles;

(f) To purchase, lease or otherwise acquire, hold, own, manage, and operate garages, gasoline, oil and petroleum, stations, storehouses, parking lots, storerooms, warehouses and other like places for the safe-keeping, cleaning, repairing and care generally of motor vehicles and accessories and parts thereof of every kind and description;

(g) To hire and lease for rent motor-vehicles and conveyances of all kinds and description and to carry and transport passengers and freight in same upon such terms and conditions as the company may consider advisable;

(h) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(i) To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(j) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

(k) To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, otherwise assist any such company, society, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

(l) To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as,

directement ou indirectement à la compagnie et les vendre ou autrement les négocier;

(m) Conclure des conventions avec tout gouvernement ou autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir de tout tel gouvernement ou autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exercer, exécuter les dits conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(n) Etablir et supporter ou contribuer à l'établissement ou au support d'association, institutions, fonds, fidéicommis et convenances, susceptibles de profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie, ou ses prédécesseurs en affaires, ou les parents de ces dites personnes ou ceux dont elles sont les soutiens, accorder des pensions et allocations, et payer des primes d'assurance pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition, ou tous objets généraux, publics ou utiles;

(o) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(p) Acheter, prendre à bail, ou échanger, louer et autrement acquérir, et détenir, vendre ou autrement négocier toutes propriétés réelles et personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement tous terrains, édifices, immunités, machineries, matériel et fonds de commerce;

(q) Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie;

(r) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(s) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie, dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(t) Demander, obtenir, acquérir par octroi, décret législatif, cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges, qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter toutes actions, débetures, ou autres valeurs et biens de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(u) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays ou endroit étranger et désigner les personnes conformément aux lois de ce pays ou de cet endroit étranger pour représenter la compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(v) Rémunérer toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne pour services rendus

directly or indirectly, to benefit the company, and to sell or otherwise deal with the same;

(m) To enter into any arrangements with any government or authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(n) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

(o) To promote any other company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(p) To purchase, take on lease or in exchange, hire, and otherwise acquire and hold, sell or otherwise deal with any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

(q) To lend money to any other company, or any society, firm or person, having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company;

(r) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(s) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

(t) To apply for, secure, acquire by grant, legislative enactment, assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, debentures, or other securities and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(u) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country or place, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country or place to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(v) To remunerate any other company, or any society, firm or person for services rendered, or

ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de l'organisation, la formation ou la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(w) Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(x) Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

(y) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèces ou autrement, toutes propriétés ou biens de la compagnie, y compris tous produits de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont elle pourrait avoir le pouvoir d'aliéner; pourvu que cette distribution soit faite dans le but de permettre à la compagnie d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de cette loi, ou que cette distribution en dehors des dispositions de ce paragraphe aurait été légale si elle eut été faite en deniers comptants;

(z) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation, ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

(aa) Etablir des agences et succursales;

(bb) Prendre ou détenir les hypothèques, charges, privilèges et gages pour garantir le paiement du prix d'achat, ou toute balance impayée du prix d'achat d'une partie quelconque des biens de la compagnie de quelque nature que ce soit, vendu par la compagnie, ou tous argents dus à la compagnie des acheteurs ou autres et vendre ou autrement aliéner les dits gages, hypothèques, privilèges et charges;

(cc) Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(dd) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets à l'exercice des pouvoirs de la compagnie;

(ee) Exercer les opérations d'assurance comme agents et courtiers et faire tous contrats, garantir, acheter, vendre et disposer d'assurance pour la protection et au nom des membres ou pour la compagnie elle-même dans la réalisation de ses objets et fins pourvu que le droit d'agir comme agents ou courtiers en assurance ne soit exercé qu'après avoir obtenu au préalable le consentement du Surintendant des Assurances, sous le nom de "Automobile Owners Services Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en mille (1,000) actions ordinaires non-transférables et non-imposables d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de février 1939.

JEAN BRUCHESI,

Sous-secrétaire de la Province.

to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of, any of the shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(w) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(x) To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or any services rendered to the company;

(y) To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property or assets of the company including any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have power to dispose; provided either that such distribution is made for the purpose of enabling the company to surrender its charter under the provisions of this Act, or that such distribution, apart from the provisions of this paragraph, would have been lawful if made in cash;

(z) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

(aa) To establish agencies and branches;

(bb) To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

(cc) To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal agent, contractor, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(dd) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company;

(ee) To carry on the business of insurance in the capacity of agents and brokers and make all contracts for, secure, buy, sell and dispose of insurance for the protection of and on behalf of the members or for the company itself in the fulfilment of its objects and purposes provided that the right to act as insurance agents or brokers will only be exercised when the consent of the Superintendent of Insurance has previously been obtained, under the name of "Automobile Owners Services Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) non-assignable and non-assessable common shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1939.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

"Fine Garments Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1939, constituant en corporation: Albert Marcus et Abraham Feiner, de la cité de Montréal, Isidore R. Prazoff, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, et tous avocats, dans les buts suivants:

1. Exercer toutes ou aucune des opérations de manufacturiers, acheteurs, vendeurs, importateurs, exportateurs, négociants et marchands de vêtements pour dames et enfants, et articles de sport de toutes descriptions, et vêtements de toutes sortes, tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelle, merciers, fabricants de portemanteaux et fournisseurs et négociants généraux de marchandises en caoutchouc et imperméables, et tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie;

2. Exercer aucun commerce semblable, soit comme manufacturiers ou autrement, qui est allié au commerce susdit et que la compagnie croira pouvoir être convenablement exercé en rapport avec le commerce susdit ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les mettre en valeur;

3. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et de revues périodiques;

4. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque desdits objets, et obtenir des dites autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

5. Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière, des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent que les directeurs nommeront; acheter les biens de toute corporation, société ou personne exerçant un commerce dans toute ligne se rapportant directement ou indirectement au commerce qui sera exercé par "Fine Garments Incorporated", et en payer le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

6. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets d'invention, marques de commerce, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet de toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature

"Fine Garments Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1939, incorporating: Albert Marcus, and Abraham Feiner, of the City of Montreal, Isidore R. Prazoff, of the City of Outremont, all of the district of Montreal, in the Province of Quebec, and all advocates, for the following purposes:

1. To carry on all or any of the businesses of manufacturers, buyers, sellers, importers, exporters, traders and dealers in women's and children's garments, and sportswear, of all description, and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumers, hatters, furriers, gloves, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, porte-manteaux makers and general outfitters and dealers in the rubber and water-proof goods, and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the Company;

2. To carry on any similar business whether manufacturing or otherwise which is germane to the foregoing and which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the above business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

3. To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient and in particular by advertising in the press by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest and by publication of books and periodicals;

4. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights and privileges and concessions;

5. To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold, or sell or dispose of in any way shares, stocks either common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other Company having objects similar in whole or in part to the objects of this Company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company, and to vote all shares so held through such agent as the directors shall appoint; to purchase the assets of any corporation, partnership or person carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business carried on by "Fine Garments Incorporated" and to pay for same the price agreed upon either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company, hereby created or partly in cash and partly in paid up shares;

6. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, trade marks, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company,

à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

7. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables; accepter des comptes recevables en paiement de dettes dues à la compagnie et céder des comptes recevables en paiement de dettes dues par la compagnie;

8. Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs, dans des magasins à rayons et toutes sortes de places où le commerce de la compagnie peut être exercé;

9. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et désigner les personnes conformément aux lois de ce pays étranger pour représenter la compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

10. Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne exerçant toute industrie en aucune spécialité se rapportant aux objets de la présente compagnie;

11. Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

12. Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions débetures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

13. Acquérir, acheter, faire l'achat, louer, arrenter, vendre, échanger, ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

14. Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

15. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement soit seule ou conjointement avec d'autres;

16. Si autorisés par règlement ratifié par un vote de pas moins les deux-tiers en valeur du capital-actions souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures ou autres garanties de la compagnie et les nantir ou vendre pour les sommes et prix qui seront considérés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie, pour garantir pour telles fins, et constituer l'hypothèque ou le gage, ou le nantissement dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, ou en toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir la propriété mobilière de la compagnie ou donner en gage ou autrement grever la propriété mobilière ou donner semblables garanties pour garantir le paiement d'emprunts faits autrement que par l'émission

and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

7. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments, to accept accounts receivable in payment of debts due the Company and to assign accounts receivable in payment of debts due by the Company;

8. To operate and open up branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places of business where the business of the Company may be carried on;

9. To procure the Company to be registered in any foreign country, and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this Company and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

10. To take agencies for any Company, corporation, partnership or persons carrying on business in any line connected with the present Company's objects;

11. To amalgamate with any Company, partnership or persons carrying on business similar in whole or in part to that of the present Company;

12. To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present Company's business to any corporation, partnership or persons and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other Company;

13. To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way immoveable property or real estate which the present Company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

14. To issue, sell and allot with the approval of the shareholders for services rendered to the Company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present Company;

15. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

16. If authorized by By-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds of the subscribed stock of the Company represented at a general meeting called for considering the By-Laws, the directors may from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the Company;

b. Issue debentures or any securities of the Company and pledge or sell same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding Article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage, or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the Company, to secure and guarantee for such purposes and constitute the hypothec mortgage or pledge mentioned in the subparagraph, by trust deed in accordance with Articles 11 and 12 Ch. 227, R.S.Q., 1925, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the moveable property of the Company or pledge or otherwise affect the moveable property to give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well

dé débetures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations et les restrictions contenues en cet article ne s'appliquent pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change, ou billets promissaires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie, sous le nom de "Fine Garments Incorporated", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal.

Dated du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de février 1939.

935

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the Company;

The limitations contained in this clause and the restrictions therein shall not apply to the borrowing of money, by the Company on bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Company, under the name of "Fine Garments Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of February, 1939.

936-o

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"Minecreators, Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de février 1939, constituant en corporation: Henri Crépeau, C.R., Lorette M. Siscoe, veuve, Andrée Boulay, fille majeure, Arthur Michaud, mécanicien, et Alexandrina Parent, sténographe, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

Faire les opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, affiner, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des droits brevetés d'invention, ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits brevetés se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celle dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, (chapitre 80) en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils, et appareils requis par la compagnie, ou par ses ouvriers ou employés;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Émettre, recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, services, franchises, contrats ou droits de toutes personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette Loi, et les payer en tout ou en partie en actions libérées, si telle

"Minecreators, Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1939, incorporating: Henri Crépeau, K.C., Lorette M. Siscoe, widow, Andrée Boulay, spinster, Arthur Michaud, mechanic, and Alexandrina Parent, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, waterpowers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in Sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, services, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by

personne, ou compagnie y consentent, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous tels actes et opérations qui sont nécessaires à ceux précités ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

Emettre du capital sur lequel les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Les affaires de la Compagnie seront administrées par un Bureau de cinq directeurs, dont trois formeront quorum, sous le nom de "Minecreators, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital-total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en quatre-vingt-dix-neuf mille (99,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Val d'Or, district d'Abitibi, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de février 1939.

JEAN BRUCHESI,

937

Sous-secrétaire de la Province.

paid-up shares, and undertake the debts and charges of same;

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

To issue stock on which the shareholders incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The affairs of the company will be managed by a board of five directors, three of whom shall form a quorum, under the name of "Minecreators, Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into ninety-nine thousand (99,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the town of Val d'Or, in the district of Abitibi, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1939.

JEAN BRUCHESI,

938-o

Under Secretary of the Province.

"North Coast Fisheries Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier 1939, constituant en corporation: Edward Stuart McDougall, avocat et Conseil en loi du Roi, Wendell Howard Laidley, Charles William Leslie, William Wainwright Chipman, avocats, et Jean Bennett, fille majeure, sténographe, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Faire le commerce de poisson et l'industrie du poisson, mammifères, algues marines et des eaux intérieures pour la fabrication première, des matières présentement impropres au marché pour consommation humaine d'engrais alimentaires, fertilisants, gras, huiles, glycérine et autres dérivés semblables; fabriquer de la farine de poisson en les déshydratant et en les composant; manufacturer et composer des fertilisants; exercer les opérations de culture pour la production de certaines matières brutes nécessitées dans la composition d'engrais alimentaires et fertilisants, et pour en faire l'essai; recueillir ou acheter des algues marines et en faire des nécessités propres au marché; faire le commerce de fabricants et négociants de toutes sortes d'engrais alimentaires, spécialités et préparations;

(b) Miner, extraire, creuser ou retirer les minéraux nécessaires à la composition d'engrais alimentaires et fertilisants, manufacturer et vendre du combustible breveté ou manufacturé;

(c) Acheter, négocier, acquérir, rendre propre au marché ou manufacturer tous tels matériaux qui peuvent être nécessaires à la composition, raffinement ou fabrication finale d'engrais alimentaires, fertilisants, drogues pour vétérinaires ou autres drogues, gras et dérivés du poisson, mammifères ou algues marines;

(d) Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'effets, articles et marchandises, soit en gros ou en détail, y compris fertilisants, guano, colle, huile, fanons de baleine, et autres substances et matériels, et accessoires, pour telles opérations, y compris boîtes en fer-blanc, canistres, jarres, barils, divers emballages, et autres récipients utiles ou convenables relativement à la manutention, emballage, trans-

North Coast Fisheries Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1939, incorporating: Edward Stuart McDougall, Advocate and King's Counsel, Wendell Howard Laidley, Charles William Leslie, William Wainwright Chipman, Advocates, and Jean Bennett, Spinster, Stenographer, all of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To carry on the business of fishing and the dealing in fish, marine mammals, algae in the sea and inland waters for the manufacture primarily, from the materials at present unmarketable for human consumption of live stock feeds, fertilizers, fats, oils, glycerine, and other like derivatives; to manufacture fish meals by dehydration and compound the same; to manufacture and compound fertilizers; to carry on the business of farming for the production of certain raw materials needed for the compounding of live stock feeds and fertilizers, and the testing of same; to collect or purchase marine algae, and manufacture marketable commodities therefrom; to carry on the business of manufacturers and dealers in all kinds of stock foods, specialties and preparations;

(b) To mine, quarry, dig or dredge minerals necessary in the compounding of feeds and fertilizers, to manufacture and sell patent fuel or manufactured fuel;

(c) To purchase, deal, collect, market or manufacture all such materials as may be necessary to the compounding, refining or final manufacture of feeds, fertilizers, veterinary and other drugs, fats and derivatives from fish, marine mammals or algae;

(d) To import, export, manufacture, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise either wholesale or retail, including fertilizers, guano, glue, oil, whalebone, and other like substances and materials, and the accessories of such businesses, including tins, cans, jars, barrels, packages, and other receptacles useful or convenient in connection with the handling, packing, transportation, and preparation of any of the products

port et préparation d'aucun des produits de toutes les opérations que la compagnie est autorisée à exercer;

(e) Construire, améliorer, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler, toutes routes, chemins, embranchements ou voies d'évitement, ces deux derniers sur les propriétés de la compagnie ou celles sous son contrôle et pour les seules fins de son commerce et de son industrie, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et convenances qui sembleront de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, l'entretien, la mise en opération, l'administration, l'exécution ou le contrôle d'iceux;

(f) Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(g) Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marque de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non-exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements ainsi acquis;

(h) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement les négocier;

(i) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(j) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie, dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(k) Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

(l) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation; ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

(m) Utiliser les fonds de la compagnie à l'achat du capital-actions de toute autre compagnie constituée en corporation, sous le nom de "North Coast Fisheries Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en neuf mille neuf cents (9,900) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du

of the businesses which the company is authorized to carry on;

(e) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, the two latter on the property of the company, or on these controlled by it and for the purposes of its trade or industry only, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactures, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(f) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(g) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

(h) To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit the company, and to sell or otherwise deal with the same;

(i) To promote any other company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(j) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

(k) To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or any services rendered to the company;

(l) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

(m) To use the funds of the company in the purchase of the capital stock of any other incorporated company, under the name of "North Coast Fisheries Limited".

The capital stock of the company is divided into nine thousand nine hundred (9,900) shares having no nominal or par value, and the amount

capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de quarante-neuf mille cinq cents dollars (\$49,500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de janvier 1939.

JEAN BRUCHESI,

939

Sous-secrétaire de la Province.

of capital stock with which the company will commence its operations will be forty-nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00).

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of January, 1939.

JEAN BRUCHESI,

940—o

Under Secretary of the Province.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Milette & Fils Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorzième jour de février 1939, à la compagnie "Milette & Fils Limitée", ratifiant un règlement, réduisant son capital, comme suit, savoir:

"Le montant du capital-actions des lettres patentes actuelles de la compagnie divisé en quatre cent quatre-vingt-onze actions (491) de cent dollars (\$100.00) chacune est fixé à la somme de quarante-neuf mille un cent dollars (\$49,100.00) monnaie courante du Canada", soit remplacé par le suivant: "Le montant du capital-actions de la compagnie, divisé en quatre cent quatre-vingt-onze actions (491) de quarante dollars (\$40.00) chacune, est fixé à la somme de dix-neuf mille six cent quarante dollars (\$19,640.00) monnaie courante du Canada".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de février 1939.

JEAN BRUCHESI,

495—o

Sous-secrétaire de la Province.

"Peerless Slipper Co. Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorzième jour de février, 1939, à la compagnie "Peerless Slipper Co. Ltd", ratifiant le règlement No 22, augmentant son capital, comme suit, savoir:

Le capital-actions de la compagnie est augmenté de \$20,000.00 à \$69,990.00, consistant en 6,999 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de février 1939.

JEAN BRUCHESI,

947

Sous-secrétaire de la Province.

"Milette & Fils Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1939, to the company "Milette & Fils Limitée", ratifying a by-law, reducing its capital stock, as follows, to wit:

The amount of the capital stock of the present letters patent of the company divided into four hundred and ninety-one (491) shares of one hundred dollars (\$100.00) each and fixed at the sum of forty nine thousand one hundred dollars, current money of Canada, is replaced by the following: "The amount of the capital stock of the company, divided into four hundred and ninety-one (491) shares of forty dollars (\$40.00) each, is fixed at the sum of nineteen thousand six hundred and forty dollars (\$19,640.00) current money of Canada".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1939.

JEAN BRUCHESI,

496

Under Secretary of the Province.

"Peerless Slipper Co. Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1939, to the company "Peerless Slipper Co. Ltd", ratifying by-law No. 22, increasing its capital, as follows, to wit:

The capital stock of the Company is increased from \$20,000.00 to \$69,990.00, consisting of 6,999 common shares of a par value of \$10.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1939.

JEAN BRUCHESI,

948—o

Under Secretary of the Province.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, No 178,412, Cour Supérieure. Dame Florida Léger, épouse commune en biens de René Fortier, gérant, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs le dit René Fortier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5 février 1939.

Le procureur de la demanderesse,

ROSARIO RICHER,

961—o

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, No. 178,412, Superior Court. Dame Florida Léger, wife common as to property of René Fortier, manager, of the City and District of Montreal, Plaintiff; vs the said René Fortier, of the same place, Defendant.

Action in separation as to property has been instituted in this cause on February 5th, 1939.

ROSARIO RICHER,

Attorney for Plaintiff.

962—o

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure, No 6601. Germaine Archambault, épouse commune en biens de Napoléon Filion domicilié et résidant dans la paroisse de Ste-Marguerite du Lac Masson, province de Québec, demanderesse; vs Napoléon Filion, journalier, domicilié et résidant dans la dite paroisse de Ste-Marguerite du Lac Masson, province de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 10ème jour de février 1939.

St-Jérôme, le 17 février 1939.

Les procureurs de la demanderesse,
983—0 BERTRAND, GARNEAU ET PIGEON.

Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 6601. Germaine Archambault, wife common as to property of Napoléon Filion, domiciled and residing in the parish of Ste. Marguerite du Lac Masson, Province of Quebec, Plaintiff; vs Napoléon Filion, laborer, domiciled and residing in the said parish of Ste. Marguerite du Lac Masson, Province of Quebec, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 10th of February 1939.

St. Jérôme, February 17th, 1939.

BERTRAND, GARNEAU ET PIGEON,
984—0 Attorneys for the Plaintiff.

Assurances

AVIS D'EMISSION DE PERMIS SUPPLÉMENTAIRE

Avis est par le présent donné qu'en vertu des dispositions du paragraphe 6 de l'article 106 de la Loi des assurances de Québec, la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Luc de Vincennes, comté de Champlain, a été autorisée à faire des affaires d'assurance contre le vent, dans les limites de son permis en plus des genres d'assurance déjà autorisés.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances, ce premier jour de février, 1939.

Le Surintendant des assurances,
GEORGES LAFRANCE,
857-7-2-0 Pour le Trésorier de la province

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des cultivateurs du district de Bedford, a été constituée en corporation en vertu des articles 10 et suivants de la Loi des assurances de Québec et qu'en conséquence elle a obtenu le permis et l'enregistrement pour faire des affaires d'assurance contre le feu d'après le système mutuel sur les propriétés situées dans les limites du comté municipal de Missisquoi, savoir: les maisons privées, les bâtiments et animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites, tels risques étant isolés et n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou manufacture, ni des risques extra-hasardés, conformément à la déclaration datée du 21 décembre, 1938, faite à l'Inspecteur des assurances de la province en vertu de l'article 17 de la loi des assurances de Québec.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce quinzième jour de février, 1939.

Le Surintendant des assurances,
GEORGES LAFRANCE,
949—8-2-0 Pour le Trésorier de la Province.

Insurances

NOTICE OF ISSUE OF A SUPPLEMENTARY LICENSE

Notice is hereby given that a supplementary license has been granted to "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Luc de Vincennes, comté de Champlain", authorizing the transaction of wind insurance in addition to other classes already authorized and within the limits specified in its license in virtue of subsection 6 of section 106 of the Quebec Insurance Act.

Given pursuant to the section 121 of the Quebec Insurance Act this first of February 1939.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
858-7-2-0 For the Treasurer of the province.

NOTICE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des cultivateurs du district de Bedford, having been constituted into a corporation in virtue of section 10 and following of the Quebec Insurance Act, it had been duly licensed and registered for the transaction of fire insurance business on the principle of mutual insurance for the purpose of insuring the properties situated within the limits of the Municipal County of Missisquoi, to wit: dwelling houses, farm buildings and livestock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, such risks being isolated other than mercantile on buildings used for manufacturing purposes or extra-hazardous risks, pursuant to the declaration filed with the Inspector of Insurance of the Province, in virtue of section 17 of the Quebec Insurance Act, dated December 21st, 1938.

Given pursuant to the section 121 of the Quebec Insurance Act, this fifteenth day of February, 1939.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
950—8-2-0 For the Treasurer of the Province.

Avis divers

La formation d'une société sous le nom de Le Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction de Louiseville Inc., pour l'étude,

Miscellaneous Notice

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction de Louiseville Inc."

la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du quatorze février 1939.

Le bureau principal de la société est à Louiseville.

951—o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province on the fourteenth of February, 1939.

The principal place of business of the association is at Louiseville.

952 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"J. BROCK SHIPPING COMPANY INC."

Règlement "A"

Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété que le premier paragraphe de l'Article III des règlements généraux de la compagnie soit et il est par les présentes amendé en retranchant les mots "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de trois directeurs", et en y substituant les mots "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de quatre directeurs".

Daté ce 25ème jour de janvier 1939.

Le secrétaire,
F. W. WELLS.
Publication du 18 février 1939 est nulle.

"J. BROCK SHIPPING COMPANY INC."

By-law "A"

Be it enacted and it is hereby enacted that the first paragraph of Section III of the general by-laws of the Company be and it is hereby amended by striking out the words: "The affairs of the Company shall be managed by a board of three directors", and substituting therefor the words "The affairs of the Company shall be managed by a Board of four directors."

Dated January 25, 1939.

F. W. WELLS,
Secretary.
Publication February 18th, 1939 is null.

YORK INVESTMENT COMPANY

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie "York Investment Company", certifie par les présentes que ce qui suit est un sommaire du Règlement "D" passé par les directeurs de la dite Compagnie le 21 février 1939:—

"Que la Compagnie a cessé d'exercer son commerce sauf pour fins de ventilation de ses affaires, qu'elle n'a aucune dette ni obligation et qu'elle a décrété la distribution de son actif en espèces entre les actionnaires *pro rata* au nombre d'actions détenues par eux respectivement."

Daté à Montréal, ce 21ème jour de février 1939.

965 YORK INVESTMENT COMPANY,
Le secrétaire,
M. GRIFFITHS.

YORK INVESTMENT COMPANY

I, the undersigned, Secretary of York Investment Company, do hereby certify that the following is a summary of By-law "D" passed by the Directors of the said Company on the 21st February, 1939:—

"That the Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs, has no debts or obligations, and has ordered the distribution of its assets in specie among the shareholders *pro rata* according to their several holdings of stock."

Dated at Montreal, this 21st day of February, 1939.

966—o YORK INVESTMENT COMPANY,
M. GRIFFITHS,
Secretary.

Bureaux-chefs

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Independent Construction and Supply Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du premier février 1939, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 57 ouest, de la rue St-Jacques.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son Bureau-chef.

Daté à Montréal, ce neuvième jour de février 1939.

953—o Le secrétaire,
ALIX BEDARD.

Chief Offices

Notice is hereby given that the "Independent Construction and Supply Company Limited" incorporated by letters patent dated February first, 1939, and having its head office in the City of Montreal, Province of Quebec, has established its office at number 57 St. James Street West.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this ninth day of February, 1939.

954 ALIX BEDARD,
Secretary.

MINECREATORS LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Minecreators Limited" (Libre de responsabilité personnelle) constituée en corporation par lettres patentes en date du huitième jour de

MINECREATORS LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that Minecreators Limited (No Personal Liability) incorporated by Letters Patent on the 8th day of February, 1939, and having its Head Office in Val d'Or, in the

février 1939, et ayant son bureau-chef à Val d'Or, dans la province de Québec, a établi son bureau à Val d'Or, Québec.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Val d'Or ce 17ème jour de février A.D. 1939.

MINECREATORS LIMITED

(Libre de responsabilité personnelle)

Le président,

L. C. SCOTT,
981

Le secrétaire-trésorier,
J. G. McCHESNEY.

Province of Quebec, has established its office at Val d'Or, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Val d'Or this 17th day of February, A.D. 1939.

MINECREATORS LIMITED

(No Personal Liability)

L. C. SCOTT,

President.
982—o

J. G. McCHESNEY,
Secretary-Treasurer.

Charte:—Abandon de

YORK INVESTMENT COMPANY

Avis est par les présentes donné que la compagnie "York Investment Company" s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et d'obtenir son annulation à compter d'une date qu'il plaira au dit Lieutenant-Gouverneur en Conseil de fixer.

Daté à Montréal, ce 16ème jour de février 1939.

957

Le secrétaire-trésorier,
M. GRIFFITHS.

Charter:—Surrender of

YORK INVESTMENT COMPANY

Notice is hereby given that York Investment Company will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec under the provisions of the Quebec Companies' Act for acceptance of the surrender of its charter and the cancellation thereof upon and from a date to be fixed by the said Lieutenant-Governor in Council.

Dated at Montreal, this 16th day of February, 1939.

958—o

M. GRIFFITHS,
Secretary-Treasurer.

Demandes à la Législature

Avis public est, par les présentes, donné que la Quebec North Shore Paper Company s'adressera à la Législature de la Province de Québec, durant sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi déclarant que la Compagnie est propriétaire de tous les propriétés, baux, pouvoirs d'eau, limites à bois, droits et privilèges, dans cette Province, qui appartenaient antérieurement à et étaient la propriété de l'Ontario Paper Company Limited; et pour toutes autres fins, accessoires ou connexes à icelles ci-dessus mentionnées.

Québec, ce 27 janvier, 1939.

611-5-4-o Le procureur de la requérante,
FRANCOIS DROUIN.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the Quebec North Shore Paper Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act declaring the Company to be the owner of all the properties, leases, waterpowers, timber limits, rights and privileges in this Province previously belonging to and being the property of the Ontario Paper Company Limited; and for all other purposes accessory or relating to the purposes above mentioned.

Quebec, this 27th day of January 1939.

612-5-4-o FRANCOIS DROUIN,
Attorney for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné, que Les Ecclésiastiques du Séminaire de St. Sulpice de Montréal s'adresseront à la Législature de cette Province, à sa présente session, pour demander certains amendements à leur acte d'incorporation, et notamment pour leur permettre de changer leur nom corporatif, de préciser certains pouvoirs qui leur ont été accordés, et pour toutes autres fins.

Montréal, 31 janvier 1939.

615-5-4-o Les procureurs,
LEROUX & LEROUX, Notaires.

Public notice is hereby given, that the Ecclesiastics of the Seminary of St. Sulpice of Montreal will apply to the Legislature of this Province, at its present session, for certain amendments to its Act of Incorporation and particularly to obtain the right to change its corporate name, precise and determine certain of its powers, and other purposes.

Montreal, 31st January, 1939.

616-5-4-o LEROUX & LEROUX, Notaries,
Attorneys.

Avis public est par les présentes donné que Thomas-Philippe Gagnon, détaillant de produits pharmaceutiques, domicilié à Thetford Mines, comté de Mégantic, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir une loi spéciale l'autorisant à être

Public notice is hereby given that Mr. Thomas-Philippe Gagnon, dealer of Pharmaceutical products, domiciled at Thetford Mines, Megantic county, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the purpose of obtaining a special law, authorizing

admis à la pratique de la profession de pharmacien, dans la province de Québec, sans examen.

Québec, 28 janvier 1939.

Le procureur du requérant,
627-5-4-o STANISLAS DERY.

him to be admitted to the practice of the profession of druggist in the province of Quebec without examination.

Quebec, January 28th, 1939.

STANISLAS DERY,
628-5-4-o Attorney for the Petitioner.

Avis est par les présentes donné que le Bureau Central des Commissaires des Ecoles Protestantes de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec durant la présente Session pour demander l'adoption d'un Bill privé pour les fins suivantes:—(1) Etendre la juridiction du Bureau Central de manière à y inclure toutes les commissions des écoles Protestantes de l'île de Montréal et pourvoir à la nomination de délégués des dites commissions auprès dudit Bureau Central; (2) Augmenter le taux de la taxe scolaire protestante dans les municipalités intéressées; (3) Augmenter le taux de la taxe scolaire dans la liste neutre des municipalités intéressées; (4) Augmenter le montant fixé par la loi comme représentant la dépense entraînée per capita pour l'instruction des élèves de croyance juive et autres non-catholiques et non-protestants; (5) Amender la loi qui fixe le mode de paiement pour l'éducation des élèves non-protestants et non-catholiques qui résident dans les limites de la cité de Montréal et qui ne sont pas sujets à la juridiction de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal; (6) Trancher un conflit de lois concernant le taux de la taxe scolaire payée dans la cité de Montréal par les individus contribables non-protestants, non-catholiques et non-juifs; (7) Abolir toutes taxes municipales sur la propriété scolaire et obtenir l'eau au prix coûtant; (8) Amender les lois concernant les pouvoirs d'emprunts et les fonds d'amortissement du Bureau Central; (9) Pourvoir à l'établissement d'un tribunal ou autre corps public ayant le pouvoir d'ajuster les évaluations municipales sur la base de la cité de Montréal; (10) Etre autorisé à en appeler d'une façon générale contre le rôle d'évaluation annuel de toute municipalité intéressée et d'en appeler de la décision de tout conseil municipal; (11) Autoriser les commissaires d'écoles locales sous la juridiction du Bureau Central de fournir des examens médicaux et dentaires aux élèves aux frais des municipalités intéressées; (12) Permettre que le fac simile de la signature du Président puisse être gravé, lithographié ou imprimé sur toutes débentures que le Bureau Central pourra émettre.

Les procureurs du requérant,
717-6-4-o CREELMAN EDMISON & BEULLAC.

Public notice is hereby given that The Montreal Protestant Central School Board will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, praying that a private bill be passed for the following objects:—(1) To extend the jurisdiction of the Central Board in order to include all of the Protestant school boards on the Island of Montreal, and to provide for their representation on the Board; (2) To increase the rate of the Protestant School Tax in the municipalities concerned; (3) To increase the rate of the school tax in the Neutral Panels of the municipalities concerned; (4) To increase the amount now fixed by law as the per capita cost of educating Jewish and other non-Protestant, non-Roman Catholic pupils; (5) To amend the law determining the manner of paying for the education of non-Protestant, non-Roman Catholic pupils residing within the City of Montreal but outside of the territory under the jurisdiction of the Montreal Catholic School Commission; (6) To clarify a conflict of laws concerning the rate of the school tax to be paid in the City of Montreal by personal proprietors who are non-Protestant, non-Roman Catholic and non-Jewish; (7) To abolish all municipal taxes on school properties and to obtain water at cost; (8) To amend the laws concerning the Board's borrowing powers and sinking funds; (9) To create a tribunal or other body with power to equalize municipal assessments on the basis of the City of Montreal; (10) To be empowered to make a general complaint against the annual valuation roll of any municipality concerned and to have the right to appeal from the decision of any municipal council; (11) To authorize the local school boards under the jurisdiction of the Central Board to provide for medical and dental inspection of pupils at the expense of the municipalities concerned; (12) To permit the facsimile signature of the chairman to be engrossed, lithographed or printed on any bonds that may be issued by the Central Board

CREELMAN, EDMISON & BEULLAC,
718-6-4-o Attorneys for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné au nom de la compagnie "Témiscamingue and Abitibi Railway Company" que ladite compagnie s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une loi lui accordant un délai pour la construction de son chemin de fer, et pour autres fins.

Québec, le 8 février, 1939.

Les procureurs de la requérante,
737-6-4 GRAVEL, THOMSON & HEARN.

Public Notice is hereby given on behalf of the Temiscamingue and Abitibi Railway Company that such Company shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an Act extending the time to construct its railway, and for other purposes.

Quebec, February 8, 1939.

GRAVEL, THOMSON & HEARN,
738-6-4-o Solicitors for Applicant.

Avis est par les présentes donné que The Empire Trust Company, compagnie ayant son bureau principal à Montréal et Messieurs Douglas L. Ross, René-E. Dubé, Lucien Boutin, Fred A. Dean et Clarence-D. Lelièvre, tous comptables, de Montréal s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander la passation d'une loi aux fins suivantes:

Public notice is hereby given that The Empire Trust Company, company having its head office in Montreal, and Messrs. Douglas L. Ross, René E. Dubé, Lucien Boutin, Fred A. Dean and Clarence D. Lelièvre, accountants, of Montreal will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of an Act for the following purposes: Establish the issued capita

tes: établir le capital émis de la compagnie, confirmer l'élection des directeurs, le titre aux actions complètement payées, la confiscation des actions non payées, décréter que les porteurs d'actions non acquittées seront libérés et confirmer les pouvoirs de la dite compagnie.

Montréal, 14 février 1939.

Les procureurs des Pétitionnaires,
DUPRÉ, DE BILLY, PRÉVOST & HOME.
889-7-4-o

of the Company, confirm the election of the directors, the title of the fully paid shares, the forfeiture of the unpaid shares, provide that the holders of unpaid shares will be liberated and confirm the powers of said Company.

Montreal, 14th February 1939.

DUPRÉ, DE BILLY, PRÉVOST & HOME,
Attorneys for the Petitioners.
890-7-4-o

Avis est par les présentes donné que la "Standard Church of America", dûment représentée par Révd E.-H. Thompson, président, W.-J. Watchorn et J.-W. Johnson, et autres, présentera, à la session actuelle de l'Assemblée législative de la province de Québec, une pétition ayant en vue l'adoption d'une loi incorporant la "Standard Church of America" comme corporation ecclésiastique avec tous les droits y attachant.

Daté à Montréal, ce 16 février 1939.

Le président,
RÉVD E.-H. THOMPSON.
1475, rue de la Montagne,
Montréal. 899-7-4-o

Notice is hereby given that the "Standard Church of America", duly represented by Rev. E. H. Thompson, President, W. J. Watchorn and J. W. Johnson, and others, will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act incorporating the "Standard Church of America", as an ecclesiastical corporation, with all the rights pertaining thereto.

Dated at Montreal, this 16th of February, 1939.

Rev. E. H. THOMPSON,
President.
1475 Mountain Street,
Montreal. 900-7-4

Avis public est, par le présent, donné que la cité de Lachine lors de la considération du bill modifiant sa charte par la Législature à sa présente session, soumettra un amendement aux fins de confirmer et légaliser l'interprétation donnée dans le passé par les parties, à un contrat sous seing privé intervenu entre la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et la cité le 21 janvier 1932 pour la fourniture d'énergie électrique pour l'éclairage des rues de la ville.

Lachine, 23 février 1939.

Le procureur de la cité de Lachine,
963-8-4-o A.-S. PELLETIER.

Public notice is hereby given that the City of Lachine, at the time of the taking into consideration of the Bill amending its charter, by the Legislature, at its present session, will submit an amendment for the purpose of confirming and legalizing the interpretation, given, in the past, by the parties, to a contract in private writing entered into by the Montreal Light, Heat & Power Consolidated and the City, on the 21st of January 1932, for the supplying of electric power for the lighting of the streets of the City.

Lachine, February 23rd, 1939.

A. S. PELLETIER,
964-8-4 Attorney for the City of Lachine.

Département de l'Instruction publique

No 26-39.

Québec, le 14 février, 1939.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La Municipalité scolaire de la Baie-Johan-Beetz", dans le comté de Saguenay, le village connu sous ce nom qui n'est pas encore organisé en municipalité scolaire.

901-7-2-o

No 500-32.

Québec, le 14 février, 1939.

Demande est faite de rectifier les limites de la municipalité scolaire de Pointe-Lebel, dans le comté de Saguenay, de manière à ce que son territoire comprenne les lots 1 à 24 inclusivement du rang Manicouagan et les lots 1 à 14 inclusivement du rang Rivière Manicouagan, dans le canton de Manicouagan.

903-7-2-o

No. 1099-38.

Québec, le 13 février, 1939.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Cleveland, pour les protestants seulement, dans le comté de Richmond, à la municipalité scolaire protestante de la ville de Richmond, dans le même comté.

905-7-2-o

Department of Public Instruction

No. 26-39.

Quebec, February 13th, 1939.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Johan-Beetz-Bay," in the county of Saguenay, the village known under said name, which is not yet organized into a school municipality.

902-7-2-o

No. 500-32

Quebec, February 14th, 1939.

Application is made to rectify the limits of the School Municipality of Pointe-Lebel, in the county of Saguenay, so that its territory shall comprise lots 1 to 24 inclusively, of Range Manicouagan and lots 1 to 14 inclusively of Range "Manicouagan River" in the township of Manicouagan.

904-7-2

No. 1099-38.

Quebec, February 13th, 1939.

Application is made to annex the School Municipality of Cleveland, for Protestants only, in the County of Richmond, to the Protestant School Municipality of the town of Richmond, in the same county.

906-7-2

No 1654-38.

Quebec, le 13 février, 1939.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, le territoire qui forme actuellement les municipalités scolaires de la ville de Ste-Thérèse et de la paroisse de Ste-Thérèse. Cette municipalité scolaire sera connue sous le nom de "La Municipalité scolaire protestante de Ste-Thérèse", dans le comté de Terrebonne. 907-7-2-o

No. 1654-38.

Quebec, February 13th, 1939.

Application is made to erect into a separate school municipality for Protestants only, the territory actually forming the School Municipalities of the town of Ste-Thérèse and of the Parish of Ste-Thérèse. The said school municipality shall be known under the name of "The Protestant School Municipality of Ste-Thérèse" in the county of Terrebonne. 908-7-2-

No 1272-38.

Québec, le 13 février, 1939.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la municipalité scolaire de Clifton, dans le comté de Compton, ont laissé passer une année sans avoir d'école dans ladite municipalité, que les dissidents sont maintenant en trop petit nombre pour maintenir une école conformément à la loi, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai au Lieutenant-Gouverneur en conseil que la corporation des syndics desdites écoles dissidentes pour ladite municipalité soit déclarée dissoute dans le délai indiqué par l'article 110 des S. R. Q., 1925, ch. 133.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
909-7-3-o CYRILLE-F. DELAGE.

No. 1272-38.

Quebec, February 13th, 1939.

Whereas the trustees of the dissentient schools of the School Municipality of Clifton, in the County of Compton, have allowed one year to pass without a school in the said municipality, that the dissentients are now in too small a number to maintain a school according to law, I hereby give notice that, after three consecutive publications in the *Quebec Official Gazette*, I will recommend to the Lieutenant-Governor in Council that the Corporation of Trustees of the said dissentient schools for the said municipality, be declared dissolved within the delay indicated by article 110 of the R. S. Q., 1925, ch. 133.

CYRILLE-F. DELAGE,
910-7-3 Superintendent of Public Instruction.

No 1528-38

Québec, le 17 février, 1939.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Deschaillons dans le comté de Lotbinière, les lots nos 1 à 78 inclusivement; les lots nos 175 à 231 inclusivement et les lots nos 266 à 335 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Deschaillons et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de la paroisse de St-Jean-Deschaillons", même comté; la partie restante de la municipalité scolaire actuelle devra être connue et désignée sous le nom de "La municipalité scolaire de Deschaillons-sur-St-Laurent", même comté. 913B-7-2-o

No. 1528-38

Quebec, February 17, 1939.

Application is made to detach from the School Municipality of Deschaillons in the county of Lotbinière, lots Nos. 1 to 78 inclusively; lots Nos. 175 to 231 inclusively and lots Nos. 266 to 335 inclusively of the official cadastre of the parish of Deschaillons and to erect all this territory into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of the Parish of St-Jean Deschaillons", same county; the remaining part of the present school municipality shall be known and designated under the name of "The School Municipality of Deschaillons-sur-St-Laurent", same county. 914B-7-2

ERRATUM

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MATAPÉDIA

Dans l'avis de vente pour taxes de cette Municipalité publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 14 et 28 janvier 1939, aux pages 236 et 540, veuillez lire le nom de Edmond Morin au lieu de Edouard Morin comme propriétaire du lot 124-36 rang B Sayabec, municipalité de Saindon.

Donné à Amqui, ce quinzième jour du mois de février mil neuf cent-trente-neuf.

CORP. DU COMTÉ DE MATAPÉDIA,
Le secrétaire-trésorier,
955-o J.-W. PELLETIER.

ERRATUM

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MATAPÉDIA

In the notice of sale for taxes of this Municipality, published in the *Quebec Official Gazette*, of January 14th and 28th, 1939, at pages 236 and 540, please read the name Edmond Morin instead of Edouard Morin, as proprietor of lot 124-36, Range B, Sayabec, Municipality of Saindon.

Dated at Amqui, this fifteenth day of the month of February, nineteen hundred and thirty-nine.

CORP. OF THE COUNTY OF MATAPÉDIA,
J. W. PELLETIER,
956 Secretary-Treasurer.

Minutes de notaires

Québec, ce 20 janvier 1939.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été adressée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Jean-Paul Léonard, no-

Notarial Minutes

Quebec, January 20, 1939.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Jean-Paul Léonard, notary,

taire, demeurant et pratiquant à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Armand Brien, en son vivant de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, ainsi que des greffes des notaires Joseph Chevalier et Joseph Filiatrault, dont le dit Armand Brien était dépositaire.

JEAN BRUCHESI,

455-4-5-0 Sous-secrétaire de la Province.

Québec, ce vingt-trois janvier 1939.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Emile Bélanger, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Barnabé, district judiciaire des Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Alexis Amédée Gélinas, en son vivant notaire de Saint-Barnabé, district judiciaire des Trois-Rivières.

JEAN BRUCHESI,

477-4-5-0 Sous-secrétaire de la province.

residing and practising in Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, whereby he asks for the transfer in his favour, of the minutes, repertory and index of the late notary Armand Brien, in his lifetime of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, as well as the records of notaries Joseph Chevalier and Joseph Filiatrault, which were transferred to the said Armand Brien.

JEAN BRUCHESI,

456-4-5 Under Secretary of the Province.

Quebec, this twenty-third January 1939.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Emile Bélanger, notary, residing and practising in Saint-Barnabé, judicial district of Trois-Rivières, whereby he requests the transfer in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Alexis Amédée Gélinas, in his lifetime notary of Saint-Barnabé, judicial district of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHESI,

478-4-5-0 Under Secretary of the Province.

Ventes—Loi de faillite

Canada, Province of Québec, district de Montréal. No 91. Cour Supérieure en matière de faillite. In re: Joseph & Ovide Lamoureux (Lamoureux & Frère), Ste-Agathe des Monts, Que., en faillite et Georges Duclos, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Régistrateur de la Loi de Faillite, district de Montréal, en date du 4ème jour de février 1939, sera vendu par enchère publique à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, le MARDI, QUATORZIÈME jour de MARS 1939, à ONZE (11) heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné:

Désignation

Un garage et hangar, rue Principale, Ste-Agathe des Monts, Que., Lot No 10, 4ème rang du canton de Beresford, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Agathe des Monts, Qué., mesurant 69 pieds et 6 pouces de largeur en front; 76 pieds et 6 pouces de largeur à l'arrière; 156 pieds et 6 pouces de profondeur sur la ligne ouest; 153 pieds et 4 pouces 8-10 pouces en profondeur sur la ligne est.

Un dépôt de 10% de l'évaluation municipale, en argent ou par un chèque accepté, sera exigé de chaque enchérisseur avant qu'il soit permis au dit enchérisseur d'enchérir à la dite vente. L'évaluation municipale étant de \$5,000.00.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Refondus du Canada 1927, chapitre 11 et suivants, et aura l'effet du décret.

Pour toute autre information au sujet des conditions de vente, cahier des charges, etc., s'adresser au soussigné

Le syndic,

GEORGES DUCLOS.

10 St-Jacques Est,
Montréal.

731-6-2-0

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Québec, District of Montreal. No. 91. Superior Court, sitting in Bankruptcy. In re: Joseph & Ovide Lamoureux (Lamoureux & Frère), Ste. Agathe des Monts, Que., In Bankruptcy and Georges Duclos, Trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Court, district of Montreal, rendered under date of February 4th 1939, will be sold by public auction at the door of the parish church of Ste-Agathe des Monts, county of Terrebonne, on TUESDAY, FOURTEENTH day of MARCH 1939, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon, the immovable hereinafter designated:

Désignation

One garage and shed situated on Main Street, Ste. Agathe des Monts, Que., Lot No. 10, 4th row of the canton of Beresford, of the official plan and book of reference of the parish of Ste. Agathe des Monts, Que., measuring 69 feet 6 inches in width at the front; 76 feet 6 inches in width at the rear; 156 feet 6 inches in depth on the west line; 153 feet 4 inches 8-10 inches in depth on the east line.

A deposit of 10% of the municipal valuation in cash or by a certified cheque shall be exacted from each bidder before he be permitted to bid at the said sale. The municipal valuation being of \$5,000.00.

The said sale is made under and pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada 1927, chapter 11, and following and shall have the effect of a sheriff's sale.

For any other information with regard to the conditions of sale, list of charges, etc., apply to the undersigned.

GEORGES DUCLOS,

Trustee.

10 St. James St. East,
Montreal.

732-6-2-0

Canada, Province de Québec, district de Montréal. No 94. Cour Supérieure, en Matière de Faillite. In re: Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière, Sorel, Que., en faillite, et Georges Duclos, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Régistrare de la loi de faillite, district de Montréal, en date du 16ème jour de février 1939, seront vendus par enchère publique, au bureau du shérif de Montréal, au Palais de Justice, le MARDI, VINGT-HUITIEME jour de MARS 1939, à ONZE (11) heures de l'avant-midi, les immeubles ci-après désignés:

DÉSIGNATION

1. "Un emplacement de forme triangulaire ayant front sur la rue Gilford, en la cité de Montréal, formé du lot de terre portant le numéro trois de la resubdivision du lot numéro soixante-quatorze de la subdivision du lot numéro cent soixante-cinq (165-74-3) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis, mesurant cinquante-trois pieds de largeur en front sur la rue Gilford, et trente-huit pieds de largeur en arrière sur la ruelle, par une profondeur de trente-neuf pieds dans la ligne sud-est, les lignes de la rue Gilford et de la ruelle se rencontrant au nord-ouest pour former un triangle; le tout avec une maison en bois et brique à trois étages autrefois occupée au rez-de-chaussée par trois garages d'automobiles et deux logements aux étages supérieurs et portant alors les numéros 7, 9, 11, 13 et 15 de la rue DesCarrières, puis transformée en trois logements qui portaient les nouveaux numéros 4569, 4571 et 4573 de la dite rue DesCarrières et qui portent maintenant les numéros 318, 320 et 326 de la rue Gilford.

Avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes et occultes, et notamment avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit, aux charges ordinaires d'entretien, dans toute ruelle destinée au service dudit emplacement."

2. "a) Un emplacement ayant front sur la rue Gilford, en la cité de Montréal, formé du lot de terre portant le numéro un de la resubdivision du lot numéro soixante-treize de la subdivision du lot numéro cent soixante-cinq (165-73-1) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis, mesurant seize pieds et huit pouces de largeur en front et seize pieds et trois pouces de largeur en arrière, par une profondeur de soixante-seize pieds et six pouces dans sa ligne sud-est et de soixante-cinq pieds dans sa ligne nord-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison en bois et brique à trois étages divisée en trois logements, autrefois décrite comme portant les numéros 929, 931 et 933 de la rue Henri-Julien, puis les nouveaux numéros 4551-4553 et 4555 de la rue Henri Julien, et maintenant les numéros 300, 302 et 304 de la rue Gilford";

"b) Un emplacement ayant front sur la rue Gilford, en la cité de Montréal et formé:

aa) Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro soixante-treize de la subdivision du lot numéro cent soixante-cinq (165-73-2) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis, mesurant cinq pieds et quatre pouces de largeur en front et cinq pieds et neuf pouces de largeur en arrière, par une profondeur

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. No. 94, Superior Court, in bankruptcy. In re: Jean-Baptiste Théophile Lafrenière, Sorel, Que., Bankrupt, and Georges Duclos, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, District of Montreal, dated the 16th day of February, 1939, shall be sold by public auction at the Sheriff's office, at the Court House, in Montreal, on TUESDAY, MARCH TWENTY-EIGHTH, 1939, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon, the immovables hereinafter described:

DESIGNATION

1. "One emplacement of triangular shape fronting on Gilford Street, in the City of Montreal, being part of lot of land bearing number three of the resubdivision of lot number seventy-four of the subdivision of lot number one hundred sixty-five (165-74-3) of the official plan and book of reference of the village of Cote St. Louis, measuring fifty-three feet in width at the front on Gilford Street, and thirty-eight feet in width at the rear on the lane, by a depth of thirty-nine feet in its south-east line, the lines on Gilford Street and on the lane join at the north-west side to form a triangle; the whole with wooden and brick building three storeys, formerly occupied at the rez-de-chaussée by three garages and two dwellings at the superior floors and then bearing numbers 7, 9, 11, 13 and 15 of DesCarrières Street, and then transformed in three dwellings which bear the new numbers 4569, 4571 and 4573 of the said DesCarrières Street and bearing presently the numbers 318, 320 and 326 Gilford Street.

With all circumstances and dependencies, servitudes active or passive, apparent or otherwise and specially with the right of way in common with the others having the right therein, to the ordinary charges of maintenance, in all the lane reserved to the service of said emplacement.

2. a) "One emplacement fronting on Gilford Street, in the City of Montreal, being formed of lot of land bearing number one of the resubdivision of lot number seventy-three of the subdivision of lot number one hundred sixty-five (165-73-1) of the official plan and book of reference of the Village of Côte St. Louis, measuring sixteen feet eight inches in width at the front and sixteen feet three inches in width at the rear, by a depth of seventy-six feet six inches in the southeast line and of sixty-five feet in its north-west line, english measure and more or less, with a wooden and brick building three storeys, divided in three dwellings, formerly described as bearing numbers 929, 931 and 933 Henri Julien Street, then the new numbers 4551, 4553 and 4555 of Henri Julien Street, and presently bearing numbers 300, 302 and 304 Gilford Street,"

b) "One emplacement fronting on Gilford Street, in the city of Montreal, and formed:

aa) Of lot number two of the resubdivision of lot number seventy-three of the subdivision of lot number one hundred sixty-five (165-73-2) of the official plan and book of reference of the village of Côte St. Louis, measuring five feet four inches in width at the front and five feet nine inches in width at the rear, by a depth of

de soixante-cinq pieds dans sa ligne sud-est et de soixante pieds et six pouces dans sa ligne nord-ouest, mesure anglaise et plus ou moins."

"bb) Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro soixante-quatorze de la subdivision du lot numéro cent soixante-cinq (165-74-1) des plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant dix pieds et dix pouces de largeur en front et neuf pieds et sept pouces de largeur en arrière, par une profondeur de soixante pieds et six pouces dans sa ligne sud-est, et de cinquante-quatre pieds dans sa ligne nord-ouest, mesure anglaise et plus ou moins."

Le tout avec une maison en bois et brique à trois étages, divisée en trois logements, autrefois décrite comme portant les numéros 935, 937 et 939 de la rue Henri-Julien, puis les nouveaux numéros 4557, 4559 et 4561 de la rue Henri-Julien et maintenant les numéros 304, 306 et 308 de la rue Gilford."

"c) Un emplacement ayant front sur la rue Gilford, en la cité de Montréal, formé du lot de terre portant le numéro deux de la resubdivision du lot numéro soixante-quatorze de la subdivision du lot numéro cent soixante-cinq (165-74-2) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis, mesurant dix-sept pieds de largeur en front et en arrière, par une profondeur de cinquante-quatre pieds dans sa ligne sud-est et de trente-neuf pieds dans sa ligne nord-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison en bois et brique à trois étages, divisée en trois logements, autrefois décrite comme portant les numéros 1, 3 et 5 de la rue DesCarrières, puis les nouveaux numéros 4563, 4565 et 4567 de la rue Des Carrières, et maintenant les numéros 310, 312 et 314 de la rue Gilford."

Avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes et occultes, et notamment avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit, aux charges ordinaires d'entretien, dans toute ruelle destinée au service desdits emplacements."

La dite vente sera faite en vertu de l'Article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Refondus du Canada 1927, chapitre 11 et suivants, et aura l'effet du décret.

Un dépôt de 10% de l'évaluation municipale, en argent ou par un chèque accepté, sera exigé de chaque enchérisseur avant qu'il soit permis au dit enchérisseur d'enchérir à la dite vente.

Pour toute autre information au sujet des conditions de vente, cahier des charges, etc., s'adresser au soussigné.

Le syndic,

GEORGES DUCLOS.

10, rue St-Jacques Est,
Montréal.

985-8-2-o

sixty-five feet in its southeast line and of sixty feet six inches in its northwest line, English measure and more or less."

"bb) "Of lot number one of the resubdivision of lot number seventy-four of the subdivision of lot number one hundred sixty-five (165-74-1) of the official plan and book of reference above mentioned, measuring ten feet ten inches in width at the front and nine feet seven inches in width at the rear, by a depth of sixty feet six inches in its southeast line and of fifty-four feet in its northwest line, English measure and more or less."

The whole with wooden and brick building three storeys, divided in three dwellings, formerly described as bearing numbers 935, 937 and 939 Henri Julien Street, and then the new numbers 4557, 4559 and 4561 Henri-Julien Street and presently bearing numbers 304, 306 and 308 Gilford Street."

"c) "One emplacement fronting on Gilford Street, in the City of Montreal, being formed of lot of land bearing number two of the resubdivision of lot number seventy-four of the subdivision of lot number one hundred sixty-five (165-74-2) of the official plan and book of reference of the Village of Côte St. Louis, measuring seventeen feet in width at the front and at the rear, by a depth of fifty-four feet in its southeast line and of thirty-nine feet in its northwest line, English measure and more or less, with wooden and brick building three storeys, divided in three dwellings, formerly described as bearing numbers 1, 3 and 5 of DesCarrières Street, then the new numbers 4563, 4565 and 4567 DesCarrières Street, and presently bearing numbers 310, 312 and 314 Gilford Street."

With all circumstances and dependencies, servitudes active or passive, apparent or otherwise, and specially with right of passage in common with others having the right therein, to the ordinary charges of maintenance, in the lane reserved to the service of said emplacements."

The said sale shall be made in virtue of Article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11, and following, and will have the effect of a Sheriff's sale.

A deposit of 10% of the municipal valuation, in cash or by a certified cheque, shall be exacted from each bidder, before he be permitted to bid at the said sale.

For any other information with regard to the conditions of sale, list of charges, etc., apply to the undersigned.

GEORGES DUCLOS,

Trustee.

10 St. James St. East,
Montréal.

986-8-2-o

Ventes par licitation

Sales by licitation

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 165739.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 17 octobre 1938, dans une cause dans laquelle Lauréat Chevalier, peintre, des cité et district de Montréal, est demandeur et Aldéric Chevalier, de la ville de Montréal-Sud, district de Montréal, est défendeur et Albert Chevalier, de la ville de Kingston, dans la province d'Ontario, Isai Chevalier, Léo

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 165739.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on October 17th, 1938, in a cause wherein Lauréat Chevalier, painter, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and Aldéric Chevalier of the town of Montreal-South, district of Montreal, is defendant; and Albert Chevalier, of the town of Kingston, in the Province of Ontario, Isai Chevalier,

Chevalier et Dame Alma Chevalier, épouse commune en biens d'Adrien Beaudoin et le dit Adrien Beaudoin, tant personnellement que pour assister et autoriser sa dite épouse, tous quatre des cité et district de Montréal, Dlle Yvonne Chevalier, fille majeure de la ville de Chicago, dans l'état de l'Illinois, l'un des Etats-Unis d'Amérique, Odina Chevalier, de la ville de Montréal-Sud, district de Montréal, Dame Evelina Chevalier, veuve de David Ouellette, des cité et district de Montréal, sont mis-en-cause, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

"Quatre lots de terre situés sur la rue Hindland, en la ville de Montréal-Sud, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, comme étant les lots numéros 28, 29, 30 et 31 de la subdivision du lot originaire numéro 157 avec une maison et autres bâties dessus érigées portant les numéros civiques 21, et 21a, de la dite rue Hindland", pour être vendu en bloc et comme une seule exploitation."

Un dépôt de \$700.00 devra être fait par l'enchérisseur lors de son enchère.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, MARDI, le 21 MARS, 1939, à DIX heures ET DEMIE du matin, à la chambre 31, au Palais de Justice, en la cité de Montréal, ou dans toute autre chambre désignée par le juge, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Prothonotaire de la dite Cour; et toute opposition afin d'annuler à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au Greffe du Prothonotaire de la dite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver à être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forecloses du droit de le faire.

Montréal, 10 février 1939.

Les procureurs du demandeur,
839-7-2-6 LACHAPPELLE & DENIS.

Léo Chevalier, and Dame Alma Chevalier, wife common as to property of Adrien Beaudoin, and said Adrien Beaudoin, both personally and to assist and authorize his said wife, all four of the city and district of Montreal, Miss Yvonne Chevalier, spinster of age of the city of Chicago, in the state of Illinois, one of the United States of America, Odina Chevalier, of the town of Montreal South, District of Montreal, Dame Evelina Chevalier, widow of David Ouellette, of the City and District of Montreal, are Mis-en-Cause, ordering the licitation of certain immoveables as follows, to wit:

"Four lots of land situate in Hindland Street, in the town of Montreal-South, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of St. Antoine de Longueuil, as being lots numbers 28, 29, 30 and 31 of the subdivision of the original lot number 157,— with a house and other buildings thereon erected, bearing civic numbers 21 and 21a of said Hindland Street", to be sold "en bloc" and as one single exploitation.

A deposit of \$700.00 shall be required from the bidder at the time of his bid.

The immoveables hereinabove designated shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on TUESDAY, MARCH TWENTY-FIRST, 1939, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in Room number 31, in the Court House, in the city of Montreal, or in any other room designated by the judge, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, February 10th, 1939.

LACHAPPELLE & DENIS,
840-7-2- Attorneys for the Plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 176101.

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, le 17 janvier 1939, dans une cause dans laquelle Dame Joséphine Sauvageau, épouse séparée de biens de Ed. Sénécal, des cité et district de Montréal, judiciairement autorisée à l'effet des présentes, Gustave Sauvageau, radio technicien, des cité et district de Montréal, ces deux derniers tant personnellement qu'en leur qualité d'exécuteurs testamentaires à la succession de leur père, Félix Sauvageau, Paul Sauvageau, ecclésiastique, des cité et district de Montréal, Jean Sauvageau, comptable des cité et district de Montréal, et venant par représentation à la demande en partage présente, au lieu et place de Joseph-René Sauvageau, leur père décédé, demandeurs, vs I. Félix-Aristide Sauvageau, des cité et district de Montréal, et dame Hortense-Gabrielle Sauvageau, épouse séparée de biens de Jean-Georges Perrigard, vendeur de la ville et du district de St-Hyacinthe, et de ce dernier dûment autorisée, et ledit Jean Georges Perrigard, aux présentes pour assister et autoriser sa dite épouse, défendeurs, la licitation des immeubles suivants, désignés comme suit, a été ordonnée, savoir:

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 176101.

Public notice is given pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, on the 17th of January, 1939, in a case wherein Dame Josephine Sauvageau, wife separate as to property of Ed. Sénécal, of the city and district of Montreal, judicially authorized for the purposes hereof, Gustave Sauvageau, radio technician, of the City and District of Montreal, the two above named both personally and in their quality of testamentary executors to the Estate of their father, Felix Sauvageau, Paul Sauvageau, ecclesiastic, of the City and District of Montreal, Jean Sauvageau, accountant, of the City and District of Montreal, acting in the present demand in partition through representation, in the place and stead of their late father, Joseph-René Sauvageau, are Plaintiffs, vs: I. Felix-Aristide Sauvageau, of the City and District of Montreal, 2. Hortense Gabrielle Sauvageau, wife separate as to property of Jean George Perrigard, salesman, of the City and District of St. Hyacinthe, and of the latter duly authorized and the said Jean George Perrigard, to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, are Defendants, the licitation of the following

a) Un emplacement ayant front sur la rue Stanley, en la cité de Montréal, avec constructions dessus érigées, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier St-Antoine de la cité de Montréal, comme la subdivision numéro deux du lot numéro mille quatre cent soixante-quinze (1475-2) et portant les numéros civiques 1457 et 1459 de la rue Stanley;

b) Un emplacement ayant front sur la rue Mackay, en la cité de Montréal, avec les constructions dessus érigées, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine de la cité de Montréal, comme partie du lot numéro mille six cent quatre-vingt-onze (P. 1691), et portant le numéro civique 1490 de la rue Mackay;

c) Un emplacement ayant front sur la rue de St-Valier, en la cité de Montréal, avec les constructions dessus érigées, et connu et désigné comme la demie Nord-Ouest de la subdivision cinq cent neuf du lot originaire numéro huit ($\frac{1}{2}$ N.O. 8-509), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, cité de Montréal, et portant les numéros civiques 6326 et 6328 de la rue de St. Valier.

Les dits immeubles ci-dessus désignés seront vendus à l'enchère, et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTE-ET-UNIE-ME jour de MARS 1939, par cette Cour, au Palais de Justice, district de Montréal, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, à la chambre 31 à la Cour Supérieure, de Montréal, ou dans toute autre chambre de la Cour supérieure désignée par le juge pour les fins de ladite vente, sujets aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour.

Toutes oppositions afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devront être déposées au greffe du protonotaire au moins douze jours avant la date fixée pour ladite vente et toutes oppositions afin de conserver devront être déposées dans les six jours suivant l'adjudication, à défaut de quoi le droit de déposer sera éteint par forclusion conformément à la loi.

Un dépôt de \$3,000.00 est requis pour enchérir sur l'immeuble de la rue Stanley.

Un dépôt de \$1,500.00 est requis pour enchérir sur l'immeuble de la rue Mackay.

Un dépôt de \$500.00 est requis pour enchérir sur l'immeuble de la rue de St-Valier.

Montréal, le 10 février 1939.

L'avocat des demandeurs,
841-7-2-0 J.-OCTAVE MOUSSEAU.

Canada, province de Québec, district de Pontiac. Cour Supérieure, No 4662. George Goldwin McDowell, demandeur; vs Manson Herman McDowell et al., défendants.

Avis est par les présentes donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Campbell's Bay, dans et pour le district de Pontiac, rendu le quinzième jour de février, 1939, dans la présente cause, dans laquelle George Goldwin McDowell, agent d'assurances, du village de Shawville, district de Pontiac, est demandeur, contre Manson Herman McDowell, cultivateur, du canton de Clarendon, district de Pontiac, et Henry Lyman McDowell, menuisier, de la ville de Pembroke, dans la province d'Ontario, sont défendants, la licitation des immeubles décrits comme suit, a été ordonnée, savoir:

immovables, described as follows, has been ordered, to wit:

a) An emplacement fronting on Stanley Street, in the City of Montreal, with the buildings thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference for the St. Antoine ward of the City of Montreal, as subdivision two of lot number one thousand four hundred and seventy-five (1475-2), and bearing civic numbers 1457 and 1459, Stanley Street;

b) An emplacement fronting on Mackay Street, in the City of Montreal, with the buildings thereon erected, and known and designated on the official plan and book of reference for the St. Antoine ward of the City of Montreal as being part of lot number one thousand six hundred and ninety-one (P. 1691), and bearing civic No 1490, Mackay Street;

c) An emplacement fronting on De St. Valier Street, in the City of Montreal, with buildings thereon erected, and known and designated on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte St. Louis, of the City of Montreal, as being the North West half of the subdivision five hundred and nine of the original number 8 (N.W. $\frac{1}{2}$ 8-509), and bearing civic numbers 6326 and 6328 of De St. Valier Street.

The above described immovables will be sold by auction, and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRTY-FIRST of MARCH, 1939 by the said Court, in the Court House, District of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in Room 31, of the Superior Court, designated by the Judge for the purpose of the said sale, subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court.

Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary at least twelve days before the date fixed for the said sale, and any opposition for payment must be made within the six days following the adjudication and failing the parties to file the said opposition in the delay prescribed they shall be foreclosed from so doing according to law.

A deposit of \$3,000.00 is required before bidding of the Stanley Street immovable.

A deposit of \$1,500 is required before bidding on the Mackay Street immovable.

A deposit of \$500.00 is required before bidding on the De St. Valier Street immovable.

Montreal, February 10th, 1939.

J.-OCTAVE MOUSSEAU,
842-7-2-0 Attorney for Plaintiffs.

Canada, Province of Quebec, District of Pontiac. Superior Court, No. 4662. George Goldwin McDowell, plaintiff; vs Manson Herman McDowell et al., defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Campbell's Bay, in and for the district of Pontiac, rendered on the fifteenth day of February 1939, in the present case in which George Goldwin McDowell, insurance agent, of the Village of Shawville, District of Pontiac, is the Plaintiff, against Manson Herman McDowell, farmer of the Township of Clarendon, District of Pontiac, and Henry Lyman McDowell, carpenter of the Town of Pembroke in the Province of Ontario, are Defendants, the Licitation of the immovables described as follows, has been ordered, to wit:

A) Le lot de terre connu et désigné d'après les plan et livre de renvoi officiels du canton de Clarendon, comté de Pontiac, province de Québec, comme étant le lot numéro quatre-C du sixième rang du dit canton de Clarendon, avec ensemble les bâtisses dessus construites (lot no 4-C, rang VI);

B) Le lot de terre connu et désigné d'après les plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Clarendon, comté de Pontiac, province de Québec, comme étant le lot numéro vingt-quatre-B du treizième rang du dit canton de Clarendon (Lot no 24-B, Rang XIII);

Les dits immeubles ci-dessus décrits seront vendus à l'enchère publique et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le TRENTE-ET-UNIEME jour de MARS, 1939, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du protonotaire de la dite Cour Supérieure, au Palais de Justice, à Campbell's Bay, dans le dit district de Pontiac, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Campbell's Bay, ce 16ième jour de février 1939.

Le procureur du demandeur,
959-8-2 J. OSCAR LAFLAMME.

Province de Québec, district de Montréal, No 159615, Cour Supérieure.

Avis public est par les présentes donné suivant jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, le 4ème jour d'août 1938, dans la cause dans laquelle Dame Liza Shein, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens d'Abraham Sederoff, et le dit Abraham Sederoff pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, du même endroit, sont les demandeurs, et 1. Solomon Shein, marchand, des cité et district de Montréal, 2. Dame Fannie Shein, veuve de feu David Teitelbaum, du même endroit, 3. Hirsh Shein de Pridniaprovsk, 4. Nehemiah Shein, du même endroit, 5. les enfants de feu Mania Shein, veuve de feu Abraham Verchofsky, du même endroit, tous de la Russie Soviétique, sont Défendeurs.

La licitation de l'immeuble suivant, décrit comme suit, a été ordonnée, à savoir:—

"Un immeuble situé du côté nord-est de la rue St-Urbain, en la cité de Montréal, étant le lopin de terre portant le numéro deux de la subdivision du lot numéro 109 aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier St-Laurent, de la cité de Montréal, mesurant 22 pieds 11 pouces en largeur, en front, et 22 pieds 5 pouces en largeur, en arrière, sur une profondeur de 120 pieds, avec les édifices sus-érigés portant les numéros civiques 3539, 3541 et 3543, rue St-Urbain, dont les murs de pignon sur les deux côtés sont mitoyens et avec le droit de passage dans la ruelle en arrière et dans la ruelle contigue au lot No 109-6 du dit plan officiel pour communiquer avec la rue St-Urbain".

A) The lot of land known and designated according to the Official Plan and Book of Reference for the Township of Clarendon, County of Pontiac, Province of Quebec, as being the lot number Four-C of the sixth Range of the said Township of Clarendon, together with the buildings thereupon erected; (Lot No. 4-C, Range VI).

B) The lot of land known and designated according to the Official Plan and Book of Reference for the Township of Clarendon, County of Pontiac, Province of Quebec, as being the lot number twenty-four B of the Thirteenth Range of the said Township of Clarendon; (Lot No. 24-B, Range XIII).

The said immoveable properties hereinabove described shall be sold at public auction and adjudged to the highest and last bidder on the THIRTY-FIRST day of MARCH 1939, at TEN o'clock, in the forenoon, at the office of the Prothonotary of the said Superior Court, at the Court House at Campbell's Bay, in the said District of Pontiac, subject to the charges, clauses and conditions contained in the List of Charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delay hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Campbell's Bay, this 16th day of February 1939.

J. OSCAR LAFLAMME,
Attorney for the Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 159615.

Public notice is given pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal on the 4th day of August, 1938 in a case wherein Dame Liza Shein, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Abraham Sederoff, and the said Abraham Sederoff to authorize her for the present purposes, of the same place, are plaintiffs, and 1. Solomon Shein, merchant, of the city and district of Montreal, 2. Dame Fannie Shein, widow of the late David Teitelbaum, of the same place, 3. Hirsh Shein of Pridniaprovsk, 4. Nehemiah Shein, of the same place, 5. the children of the late Mania Shein, late widow of the late Abraham Verchofsky, of the same place, all of Soviet Russia, are defendants.

The licitation of the following immoveable, described as follows, has been ordered, to wit:—

"An immoveable situated on the north east side of St. Urbain Street in the city of Montreal, being the lot of land bearing number two of the subdivision of lot number 109 on the official plan and book of reference of the St. Lawrence ward of the city of Montreal, measuring 22 feet 11 inches in width in front and 22 feet 5 inches in width in rear by a depth of 120 feet with the buildings thereon erected bearing civic numbers 3539, 3541, and 3543 St. Urbain Street, of which the gable walls on either side are mitoyens and with the right of passage in the lane in rear and in the lane adjoining lot No. 109-6 of the said official plan to communicate with St. Urbain street."

L'immeuble ci-dessus décrit sera vendu à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérissseur, le TRENTE-ET-UNIEME jour de MARS 1939, par la dite Cour, au Palais de Justice, district de Montréal, à DIX heures ET DEMIE du matin, à la Chambre 31 de la Cour Supérieure de Montréal, ou dans toute autre chambre de la dite Cour Supérieure désignée par le juge pour les fins de la dite vente, sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé du greffe du Protonotaire de la dite Cour.

Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut, par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forecloses du droit de le faire, conformément à la loi.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé avant de recevoir toute enchère sur le dit immeuble lors de ladite vente.

Montréal, le 18 février 1939.

Les procureurs des demandeurs,
987-8-2 DINER & POPLIGER.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the THIRTY-FIRST day of MARCH, 1939 by the said Court, in the Court House, district of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in room 31 of the Superior Court of Montreal, or in any other room of the said Superior Court of Montreal, or in any other room of the said Superior Court designated by the Judge for the purposes of the said sale, subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court.

Any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary at least twelve days before the date fixed for the said sale, and any opposition for payment must be made within the six days following the adjudication and, failing the parties to file the said opposition in the delay prescribed, they shall be foreclosed from so doing according to law.

A deposit of \$1,000.00 is required before bidding on the said immovable of the said sale.

Montreal, February 18th, 1939.

DINER & POPLIGER,
988-8-2-0 Attorneys for Plaintiffs.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec

CORPORATION MUNICIPALE DE ST-HENRI-
DE-TAILLON
Comté de Lac St-Jean

AVIS PUBLIC

Avis est par le présent donné, par le soussigné Wenceslas Simard, délégué spécial, que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du 8 février 1939, a ordonné au soussigné conformément aux dispositions de l'article 46a de la loi de la Commission Municipale de Québec de faire vendre les immeubles sur lesquels il est dû des taxes générales ou spéciales, municipales, scolaires ou cotisations d'église à moins que les dites taxes ou cotisations d'église ne soient payées avant le jour fixé pour la vente et qu'en conséquence les lots ou parties de lots ci-après mentionnés seront vendus par encan public dans la salle paroissiale, étant le lieu ordinaire des assemblées, MARDI le QUATORZIEME jour de MARS 1939, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes dues tel que mentionné plus haut.

Propriétaires: Joseph Potvin, Rosaire Tremblay et Henri Bergeron; No du cadastre: Ptie 11A; Rang 1, canton Taillon.

1. Un emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le No 11A (Onze A) pour le rang 1 (Un) du canton Taillon de la paroisse de St-Henri de Taillon, comté de Lac St-Jean, lequel emplacement mesure 8 acres environ en superficie et borné au nord par le chemin de front, à l'Est par la ligne de séparation des lots Nos 11 et 10, au sud par un terrain appartenant à la Duke-Price Co., à l'Ouest par la nouvelle route du quai et un terrain appartenant à The Saguenay Transmission Co., avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sales for municipal taxes

Province of Quebec

MUNICIPAL CORPORATION OF ST-HENRI DE TAILLON
County of Lake St-John

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by the undersigned Wenceslas Simard, Special Delegate, that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated February 8th, 1939, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 46a of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immovables whereon there are arrears of general or special, municipal or school taxes or church apportionments, unless the said taxes or church apportionments be paid before the day fixed for the sale, and that, consequently, the lots or parts of lots hereinafter mentioned shall be sold by public auction in the parochial hall, being the usual meeting place, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of MARCH, 1939, at TEN o'clock in the forenoon, for taxes due as aforesaid.

Proprietors: Joseph Potvin, Rosaire Tremblay, and Henri Bergeron; Cadastral No.: Pt. 11A; Range 1, Taillon Township.

1. An emplacement forming part of that lot of land known and designated under No. 11A (eleven A) of Range 1 (one) of the Township of Taillon, of the Parish of St-Henri de Taillon, County of Lake St-John, said emplacement containing about 8 acres in area, and bounded on the north by the front road, on the east by the divisional line of lots Nos. 11 and 10, on the south by a lot of land belonging to Duke-Price Co., on the west by the new road to the wharf and a lot of land belonging to the Saguenay Transmission Co.—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Sauf réserve sur le dit emplacement, des droits et privilèges détenus par la Cie Duke-Price Power ou leurs représentants.

Propriétaires: Pierre Gauthier et Johnny Gilbert; No du cadastre: Ptie nord 25 et 26; Rang 2, canton Taillon; No du cadastre: 25; Rang 3, canton Taillon.

1. Une ferme sise et située en la paroisse de St-Henri de Taillon dans le comté de Lac St-Jean, étant et comprenant la partie Nord des lots de terre connus et désignés sous les Nos 25 et 26 (vingt-cinq et vingt-six) pour le rang 2 (deux) du canton Taillon, de la contenance d'environ 104 acres de terre en superficie, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et bornée au nord par le chemin de front, à l'est par la ligne de séparation des lots Nos 24 et 25, au sud par le terrain de Saguenay Transmission Co. et à l'ouest par la ligne de séparation des lots Nos. 26 et 27.

A distraire du lot No 25, l'emplacement de l'ancienne fromagerie, d'une superficie d'environ 100 pieds carrés, lequel est borné au Nord par le chemin de front, à l'est par la ligne de séparation des lots Nos 24 et 25, au sud et à l'ouest par le terrain du lot No 25.

2. Une ferme sise et située en la paroisse de St-Henri de Taillon dans le comté de Lac St-Jean, étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 25 (vingt-cinq) pour le rang 3 (Trois) du canton Taillon, de la contenance d'environ 100 acres de terre en superficie, avec bâtisses dessus construites.

Propriétaires: Thomas Lessard, Emile Tremblay et Adrien Bouchard; No du cadastre: 9; Rang 3, canton Taillon.

1. Une ferme sise et située en la paroisse de St-Henri de Taillon dans le comté de Lac St-Jean étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 9 (neuf) pour le rang 3 (trois) du canton Taillon de la contenance d'environ 100 acres de terre en superficie, avec bâtisses dessus construites.

Propriétaires: Emile Tremblay et Adrien Bouchard; No du cadastre: 10; Rang 3, canton Taillon.

1. Une ferme sise et située en la paroisse de St-Henri de Taillon dans le comté de Lac St-Jean étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 10 (dix) pour le rang 3 (trois) du canton Taillon, de la contenance d'environ 100 acres de terre en superficie.

Propriétaire: Jean-Baptiste Larouche; No du cadastre: 20; Rang 3, canton Taillon.

1. Une ferme sise et située en la paroisse de St-Henri de Taillon dans le comté de Lac St-Jean étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 20 (vingt) pour le rang 3 (trois) du canton Taillon, de la contenance d'environ 100 acres de terre en superficie, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Propriétaires: Joseph Tremblay Alexis et Banque Canadienne Nationale Chicoutimi; No du cadastre 26; rang 3; canton Taillon.

1. Une ferme sise et située en la paroisse de St-Henri de Taillon dans le comté de Lac St-Jean étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 26 (vingt-six) pour le rang 3 (trois) du canton Taillon, de la contenance d'environ 100 acres de terre en superficie, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Save with reserve, on the said emplacement, of the rights and privileges held by the Duke-Price Power Co. or their representatives.

Proprietors: Pierre Gauthier and Johnny Gilbert; Cadastral No.: North Pt. 25 and 26; Range 2, Taillon Township; Cadastral No.: 25; Range 3, Taillon Township.

1. A farm being and situate in the Parish of St-Henri de Taillon, in the County of Lake St-John, being and comprising the north part of those lots of land known and designated under Nos. 25 and 26 (twenty-five and twenty six) of Range 2 (two) of the Township of Taillon, containing about 104 acres of land in area,—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and bounded on the north by the front road, on the east by the divisional line of lots Nos. 24 & 25, on the south by the land of the Saguenay Transmission Co. and on the west by the divisional line of lots 26 & 27.

To be deducted from lot No. 25, the emplacement of the old cheese factory, containing an area of about 100 feet square, said emplacement bounded on the north by the front road, on the east by the divisional line of lots 24 & 25, on the south and west by the land of lot No. 25.

2. A farm being and situate in the Parish of St-Henri de Taillon, in the County of Lake St-John, being and comprising that lot of land known and designated under No. 25 (twenty-five) of Range 3 (three) of the Township of Taillon, containing about one hundred acres of land in area—with buildings thereon erected.

Proprietors: Thomas Lessard, Emile Tremblay and Adrien Bouchard; Cadastral No.: 9; Range 3, Taillon Township.

1. A farm being and situate in the Parish of St. Henri de Taillon, in the County of Lake St. John, being and comprising that lot of land known and designated under No. 9 (nine) of Range 3 (three) of the Township of Taillon, containing about 100 acres of land in area—with buildings thereon erected.

Proprietors: Emile Tremblay and Adrien Bouchard; Cadastral No.: 10; Range 3, Taillon Township.

1. A farm being and situate in the Parish of St-Henri de Taillon, in the County of Lake St. John, being and comprising that lot of land known and designated under No. 10 (ten) of Range 3 (three) of the Township of Taillon, containing about 100 acres in area.

Proprietor: Jean-Baptiste Larouche; Cadastral No.: 20; Range 3, Taillon Township.

1. A farm being and situate in the Parish of St. Henri de Taillon, in the County of Lake St. John, being and comprising that lot of land known and designated under No. 20 (twenty) of Range 3 (three) of the Township of Taillon, containing about 100 acres of land in area—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Proprietors: Joseph Tremblay Alexis and Banque Canadienne Nationale Chicoutimi; Cadastral No.: 26; Range 3, Taillon Township.

1. A farm being and situate in the Parish of St-Henri de Taillon, in the County of Lake St. John, being and comprising that lot of land known and designated under No. 26 (twenty-six) of Range 3 (three) of the Township of Taillon, containing about 100 acres of land in area—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Propriétaires: Dame Joseph Gagné et David Côté: No du cadastre: Pt. ¼ Est 2; Rang 4, canton Taillon.

1. Une ferme sise et située en la paroisse de St-Henri de Taillon dans le comté de Lac St-Jean étant et comprenant la partie ¼ Est (trois-quarts) du lot de terre connu et désigné sous le No 2 (deux) pour le rang 4 (quatre) du canton Taillon, d'une contenance d'environ 75 acres de terre en superficie avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et bornée au nord par le chemin de front, à l'est par la ligne de séparation des lots Nos 1 et 2, au sud par le trait-carré des rangs 3 & 4 et à l'ouest par le terrain du ¼ ouest No 2.

Il y a réserve des droits ou privilèges détenus par la Cie Saguenay Transmission Co. ou leurs représentants.

Donné à St-Henri de Taillon, ce treizième jour du mois de février 1939.

Le délégué spécial,
863-7-2-o WENCESLAS SIMARD.

Province de Québec

VILLE LAVAL-DES-RAPIDES

Comté Laval

Avis public est par es présentes donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues par encaissement public dans la chambre du conseil, à l'Hôtel-de-Ville Laval-des-Rapides, MARDI, le QUATORZE MARS, mil neuf cent trente-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes mentionnées et les frais, à savoir: Taxes générales, Taxes spéciales, Egoûts, Intérêts, Frais, etc.; à moins qu'ils ne soient payés avant la vente.

Proprietors: Dame Joseph Gagné and David Côté: Cadastral No.: Pt East ¼-2; Range 4, Taillon Township.

1. A farm being and situate in the Parish of St-Henri de Taillon, in the County of Lake St. John, being and comprising the East ¼ (three-quarters) part of that lot of land known and designated under No. 2 (two) of Range 4 (four) of the Township of Taillon, containing about 75 acres of land in area—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and bounded on the north by the front road, on the east by the divisional line of lots Nos. 1 & 2, on the south by the "trait-carré" of Ranges 3 & 4 and on the west by the land of West ¼ No. 2.

There is a reserve of the rights or privileges held by the Saguenay Transmission Co. or their representatives.

Dated at St-Henri de Taillon, this thirteenth day of the month of February, 1939.

WENCESLAS SIMARD,
864-7-2 Special Delegate.

Province of Quebec

TOWN OF LAVAL DES RAPIDES

County of Laval

Public notice is hereby given that the properties hereunder described will be sold by public auction in the Council Room in the City Hall of the Town of Laval des Rapides, TUESDAY, the FOURTEENTH of MARCH, one thousand nine hundred and thirty-nine, at TEN o'clock in the forenoon, in default of the payment of taxes as mentioned and the costs, viz: General Taxes, Special Taxes, Sewers, Interests, Costs, etc; unless paid before the sale.

PAROISSE DE ST-MARTIN.—PARISH OF ST. MARTIN

No de cédula Schedule No.	Quartier Ward	Cadastre No. Subd.	Rue et No de rue Street and No.	Lots, Bâtisses Lots, Buildings	Propriétaires cotisés Assessed Proprietors	Montants réclamés Amounts claimed
1	Ouest-West	228.....	512 Blvd des Prairies.	Lot, Bâtis- ses-Bldgs	Emile Martineau.....	\$ 1,027.12
Moins un morceau de terre de forme triangulaire faisant partie du lot 228, borné vers le nord-est, le nord-ouest et le sud-est, par le résidu dudit lot 228, appartenant à M. Emile Martineau, vers le sud-ouest par le lot 225.—Less a triangle piece of land part of lot 228, bounded Northeast, Northwest, and Southeast by the balance of cadastral 228 belonging to Mr. Emile Martineau; to Southwest by the cadastral 225.						
2	Ouest-West	229.....	513 Blvd des Prairies.	Lot, Bâtis- ses-Bldgs	Emile Martineau.....	1,146.42
3	Ouest-West	241 38 à-to 41	Blvd Girard.....	Lots.....	Urgel Jasmin.....	63.40
4	Ouest-West	241 43 & 44	Blvd Girard.....	Lots.....	Mlle-Miss Alida Vanier.....	62.54
5	Ouest-West	241 54 à-to 57	Blvd Girard.....	Lots.....	Mlle-Miss Helda Nolan.....	69.48
6	Ouest-West	241 53.....	Blvd Girard.....	Lot.....	J. O. Pineault.....	17.37
7	Ouest-West	241 66 à-to 68	Blvd Girard.....	Lots.....	Godfroy Bibeau.....	31.71
8	Ouest-West	241 110.....	Blvd Girard.....	Lot.....	Barthélemy Germain.....	4.82
9	Ouest-West	241 136 à-to 141.....	Blvd Girard.....	Lots.....	Louis Laberge.....	47.26
10	Ouest-West	241 172 & 173	Blvd. Girard.....	Lots.....	Georges Andrieno.....	36.70
11	Centre.....	255 23.....	Legrand.....	Lot.....	Albert Nantel.....	35.80
12	Centre.....	255 64 à-to 67	Legrand.....	Lots.....	Mde-Mrs. O. Mailhot (Grace Mar- tel).....	66.35
13	Centre.....	255 71 & 72.....	Legrand.....	Lots.....	N. Asselin.....	26.98
14	Centre.....	255 108.....	Legrand.....	Lot.....	Obéline Dorion.....	3.26
15	Centre.....	255 247 & 248	Laval.....	Lots.....	Mlle-Miss Aline Gibeau.....	57.46
16	Centre.....	255 255 & 256	Laval.....	Lots, Bâtis- ses-Build.	F. G. Crepeau.....	134.31
17	Centre.....	255 298 & 299	Laval.....	Lots.....	Joseph Gibeau.....	54.93
18	Centre.....	255 314 à-to 318.....	Laval.....	Lots.....	Alexandre Dubé.....	760.44
19	Centre.....	255 327 & 328	Laval.....	Lots.....	Albert Bélisle.....	140.26
20	Centre.....	255 349 à-to 351.....	Laval.....	Lots, Bâtis- ses-Bldgs	Robert White.....	228.18
21	Centre.....	256 109 & 110	Parc.....	Lots.....	Harry Nolan.....	9.58
22	Centre.....	256 180.....	Parc.....	Lot.....	E. Deslauriers.....	35.41
23	Centre.....	256 221.....	Parc.....	Lot.....	Mme-Mrs L. N. McGlashan.....	45.37
24	Centre.....	256 226.....	Parc.....	Lot.....	Albert Bayard.....	48.18

PAROISSE DE ST-MARTIN—Suite—PARISH OF ST. MARTIN—Continued.

No. de rôle Schedule No.	Quartier Ward	Cadastre No. Subd.	Rue et No de rue Street and No.	Lots, Bâtisses Lots, Buildings	Propriétaires cotisés Assessed Proprietors	Montants réclamés Amounts claimed
25	Centre...	256 232 & 233	Parc...	Lots...	Hormidas Lépine...	77.22
26	Centre...	256 307 à-to 310	Pacifique...	Lots...	J.-A. Provencher...	23.55
27	Centre...	256 325 à-to 329	Pacifique...	Lots...	E. B. W. Pask...	73.28
28	Centre...	256 341 & 342	Pacifique...	Lots...	Lambert Paquette...	45.04
29	Centre...	256 343 & 344	Pacifique...	Lots...	Désiré Lachance...	45.04
30	Centre...	256 347 & 348	Pacifique...	Lots...	Lambert Paquette...	50.87
31	Centre...	256 350 & 351	Pacifique...	Lots...	Lambert Paquette...	62.74
32	Centre...	256 374 & 375	Pacifique...	Lots...	J. H. E. Pellerin...	70.28
33	Centre...	256 470	Pacifique...	Lot...	Rev. E. R. Vanier...	36.44
34	Centre...	256 475	Pacifique...	Lot, Bâtis- ses-Bldgs	Oscar Desautels...	485.61
35	Est-East...	284-1-B.	Montée Major...	Lot, Bâtis- ses-Bldgs	Emile Bastien...	457.32

100 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur mesure anglaise et borné comme suit: En front vert l'est par la Montée Major, d'un côté vers le sud par l'emplacement de M. A. Caron, en arrière vers l'ouest et de l'autre côté vers le nord par d'autres parties dudit lot 284-1.—100 feet width by 100 feet depth English measure, bounded as follow: In front East side by the Montée Major, one side by the South, by the place of Mr. A. Caron, in the back to West and the other side to the North by the balance of the said cadastral 284-1.

36	Est-East...	295P	Blvd. Martin...	Lot, Bâtis- ses-Bldgs	Victor Rolland...	1,268.19
37	Est-East...	296P	Montée Major...	Lot, Bâtis- ses-Bldgs	Victor Rolland...	745.06

Un emplacement de 40 pieds de largeur sur environ 130 pieds de profondeur mesure française, borné en front par la Montée Major, en arrière par l'emplacement de M. Aurilien Laviolette, du côté nord par l'emplacement de M. Maxime Dagenais, de l'autre côté au sud par l'emplacement de M. Wilfrid Dagenais —A place of 40 feet by about 130 feet depth French Measure: bounded in front by the Montée Major, in the back by the place Mr. Aurilien Laviolette, to the North by the place of Mr. Maxime Dagenais, and the other to the South by the place of Mr. Wilfrid Dagenais.

Donné sous mon seing et le sceau de la Ville
Laval-des-Rapides, à Ville Laval-des-Rapides,
ce 10ème jour de février, mil neuf cent trente-
neuf.

843-7-2-o

Le greffier,
PAUL E. DEMERS.

Given under my signature and the seal of the
Town of Laval des Rapides, at the Town of
Laval des Rapides, this 10th day of February,
one thousand nine hundred and thirty-nine.

844-7-2-o

PAUL E. DEMERS,
City-Clerk.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Province de Québec

Province of Quebec

COMMISSION SCOLAIRE DU CANTON BOURGET
(Chicoutimi)SCHOOL COMMISSION OF THE TOWNSHIP OF
BOURGET
(Chicoutimi)

AVIS AUX CREANCIERS

NOTICE TO CREDITORS

Avis est par les présentes donné en vertu de la
règle de pratique No 3 de la Commission munici-
pale de Québec que la commission scolaire du
canton Bourget, comté de Chicoutimi, a soumis,
conformément aux dispositions du paragraphe B
de l'article 44 de la Loi de la Commission munici-
pale de Québec, à ses créanciers un plan de
réorganisation financière lors d'une assemblée
ayant eu lieu le 13 septembre 1938.

Le plan ainsi soumis est maintenant en vigueur
après avoir reçu les approbations requises par la
loi.

Pour donner effet audit plan de réorganisa-
tion financière, les créanciers sont priés de trans-
mettre directement les titres qu'ils détiennent par
courrier recommandé ou par l'entremise d'une
banque, à monsieur P. E. Lambert, délégué de
la Commission municipale de Québec, Hôtel de
ville, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, P.Q.
Tous les coupons d'intérêt devront être attachés
aux anciens titres en transmettant ces derniers
pour échange.

Notice is hereby given, under Rule of Practice
number 3 of the Quebec Municipal Commission,
that the School Commission of the Township of
Bourget, County of Chicoutimi has submitted in
conformity with the provisions of paragraph "B"
of Article 44 of the Quebec Municipal Commis-
sion Act, to its creditors, a plan of financial re-
organization, at a meeting which was held the
13th of September, 1938.

The plan thus submitted is now in force after
having received all the approval required by Law.

In order to carry out the said plan of financial
reorganization, the creditors are requested to
transmit directly the titles which they hold,
by registered mail, or through a Bank, to Mr.
P. E. Lambert, Municipal Commission Delegate,
at the City Hall, Chicoutimi, County of Chi-
coutimi. The interest coupons must be attached
to the old titles when transmitting the latter for
exchange.

Les créanciers recevront en échange de nouvelles obligations pour une valeur égale aux anciens titres.

Les intérêts dus et accrus, tel que mentionné au projet de réorganisation financière, seront réglés par billets promissaires en deux versements égaux; le versement échu le 1er janvier 1939 sera payé par chèque et l'autre versement sera payé le 1er janvier 1940.

Daté à St-Ambroise, ce 22ième jour de février 1939.

La corporation scolaire du Canton Bourget,

989-o Le secrétaire-trésorier,
ARTHUR-E. ASSELIN.

In exchange, the creditors will receive new bonds with face value equal to their old titles.

Interest, due and accrued, as mentioned in the plan of financial reorganization, will be settled by promissory notes, in two equal payments; 1st payment, matured on the 1st of January 1939, will be paid by cheque, and the other payment will be made on the 1st of January 1940.

Dated at St-Ambroise, this 22nd day of February, 1939.

The School Corporation of the Township of Bourget,
ARTHUR E. ASSELIN,
990 Secretary-Treasurer.

Charte:—Abandon de

Avis est par les présentes donné que Merlin Limited of Canada, Georgeville, P.Que., fera application de la cancellation de sa charte.

Georgeville, P.Que., ce 15 février, 1939.
Le procureur de la Compagnie,
1003-o ALBERT H. FREGEAU.

Charter:—Surrender of

Notice is hereby given that "Merlin Limited of Canada", Georgeville, P.Que., will apply for leave to surrender its charter.

Georgeville, P.Que., February 15th, 1939.
ALBERT H. FREGEAU,
1004 Attorney for the Company.

Département de l'Instruction publique

No 201-91
Québec, le 21 février, 1939.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du canton de Hull le lot No 21 et les $\frac{3}{4}$ du lot No 22 du rang VII du canton de Hull appartenant à M. P. Mulvihill et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Etienne-de-Chelsea, dans le comté de Gatineau.

991-8-2-o

Department of Public Instruction

No. 201-91
Quebec, February 21st, 1939.

Application is made to detach from the School municipality of the township of Hull lot No. 21 and the $\frac{3}{4}$ of lot No. 22 of range VII of the township of Hull belonging to Mr. P. Mulvihill and to annex the same to the School municipality of St-Etienne-de-Chelsea, in the County of Gatineau.

992-8-2

Département de la Voirie

AVIS

Le Ministre de la Voirie a décidé que les anciennes sections décrites plus bas de la route No 3-Lévis-St-Lambert-Dundee (à Fort Covington, N.Y.), décrétée sous le nom de route Lévis-Saint-Lambert, cesseront à l'avenir d'être entretenues par le gouvernement.

Dans le comté de Verchères:

Dans la municipalité de Verchères:

Au sud-est de la nouvelle route, entre les lots 8 et 15 inclusivement; au nord-ouest de la nouvelle route, entre les lots 29 et 35 inclusivement, entre les lots 36 et 39 inclusivement, et entre les lots 213 et 228 inclusivement.

Dans la municipalité du village de Verchères:

Au nord-ouest de la nouvelle route, entre les lots 40 et 44 inclusivement.

Québec, 9 février, 1939.

999-o ANATOLE CARIGNAN,
Ministre de la Voirie.

Roads Department

NOTICE

The Minister of Roads has decided that the old sections described below of the No. 3 Highway Lévis-St-Lambert-Dundee (to Fort Covington, N.Y.), known under the name of Lévis-Saint-Lambert Highway, shall henceforth cease to be maintained by the Government.

In the county of Verchères:

In the municipality of Verchères:

Southeast of the new Highway, between lots 8 and 15 inclusively; northwest of the new Highway, between lots 29 and 35 inclusively, between lots 36 and 39 inclusively, and between lots 213 and 228 inclusively.

In the municipality of the village of Verchères:

Northwest of the new Highway, between lots 40 and 44 inclusively.

Quebec, February 9th, 1939.

1000 ANATOLE CARIGNAN,
Minister of Roads

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, ce vingt-trois février, 1939.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Reginald Meredith, notaire, demeurant et pratiquant dans la ville de Québec, district de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Edward Graves Meredith, en son vivant notaire pratiquant dans la ville de Québec, district de Québec.

JEAN BRUCHESI,
997-8-5-0 Sous-secrétaire de la Province.

Quebec, this twenty third February, 1939.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the notarial code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in council by Mr. Reginald Meredith, notary, residing and practising in the city of Quebec, district of Quebec, whereby he asks for the transmission in his favour of the minutes, repertory and index of the late Edward Graves Meredith, in his lifetime notary practising in the city of Quebec, district of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
998-8-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à son honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer Conseil en loi du Roi:

Québec, le 5 janvier, 1939.

M. Léo Bérubé, de Rivière-du-Loup, substitut de la Couronne, membre du Barreau de notre province.

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 6 février, 1939.

M. Reginald C. Cooper, de Huntingdon: régistrateur pour la division d'enregistrement de Huntingdon.

MM. Joseph Côté, colon, de St-François-de-Sales-de-Destor, et Wilfrid Sabourin, marchand, de Kewagama: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire d'Abitibi, Adolphe Cloutier, sacristain, de St-Jules de Beauce: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Beauce, Eric Tutching, gérant de la Hudson's Bay Co. au Lac Barrière, de Lac Barrière: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Hull, Louis-Joseph Masse, maître de poste, de Joliette, Rodolphe Lesage, bourgeois, et Paul Lachapelle, sellier, du village St-Jacques, Wilfrid Gaudet, marchand, Joseph Marsolais, Ernest Contant, Antonio Desrochers, et Edouard Leblanc, cultivateurs, ces cinq derniers de la paroisse de St-Jacques et tous huit: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Joliette, Achille Lapointe, barbier-coiffeur, de Ferme-Neuve: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Montcalm, William Keene, marchand, 6 Ave Valois, de Pointe-Claire, Dumont Globensky, surintendant du bureau de placement de Montréal, Edouard Lecompte, assistant-surintendant du bureau de placement de Montréal, et J. B. Delfond, officier, conciliateur de l'Office des salaires raisonnables, 4060 Garnier, tous trois de Montréal, et ces quatre derniers: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Montréal, John Edward Grivell, comptable, 507 Place d'Armes, Eugène Dubé, 4528 Chambord, et Emile Sansoucy, 5791 St-André, tous deux inspecteurs du comité paritaire de l'industrie de la chaussure, de Montréal, Dr. Jos. F. X. Bossé, employé au ministère de la santé, de Québec, ces quatre derniers: juges de paix, avec juridiction dans la

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint King's Counsel:

Quebec, January 5, 1939.

Mr. Léo Bérubé, of Rivière-du-Loup, Crown Attorney, Member of the Bar of Our Province.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, February 6, 1939.

Mr. Reginald C. Cooper, of Huntingdon: registrar of the registration division of Huntingdon.

Messrs. Joseph Côté, settler, of St-François-de-Sales-de-Destor, and Wilfrid Sabourin, merchant, of Kewagama: Justices of the Peace, with jurisdiction in the Judicial district of Abitibi, Adolphe Cloutier, sacristain, of St-Jules de Beauce: Justice of the Peace with jurisdiction in the judicial district of Beauce, Eric Tutching, manager of the Hudson's Bay Co. at Lac Barrière, of Lac Barrière: Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Hull, Louis Joseph Masse, postmaster, of Joliette, Rodolphe Lesage, bourgeois, and Paul Lachapelle, saddler, of the Village of St-Jacques, Wilfrid Gaudet, merchant, Joseph Marsolais, Ernest Contant, Antonio Desrochers, and Edouard Leblanc, farmers, these last five of the parish of St-Jacques, and all eight: Justices of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Joliette, Achille Lapointe, barber-hairdresser, of Ferme-Neuve: Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Montcalm, William Keene, merchant, 6 Ave. Valois, of Pointe-Claire, Dumont Globensky, Superintendent of the Employment Bureau of Montreal, Edouard Lecompte, Assistant Superintendent of the Employment Bureau of Montreal, and J. B. Delfond, conciliatory officer for the Fair Wage Board, 4060 Garnier, all three of Montreal, and these four last: Justices of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Montreal, John Edward Grivell, accountant, 507 Place d'Armes, Eugène Dubé, 4528 Chambord, and Emile Sansoucy, 5791 St-André, both inspectors of the Comité-Paritaire of the Shoe Industry, of Montreal, Dr. Jos. F. X. Bossé, employee of the Department of Health, Quebec, these four last: Justices of the Peace,

province de Québec, Albert Boulet, comptable, 172 St-Olivier, Québec: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Québec, tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1925, ch. 145).

M. Joseph Dandurand, protonotaire, de Chicoutimi: pour agir avec messieurs Léonidas Gagné, Arthur Gaudreault, Omer Lapointe et Léonidas Gagnon comme membre de la Commission pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique romain de Chicoutimi.

995-o

with jurisdiction in the Province of Quebec, Albert Boulet, accountant, 172 St-Olivier Street, Quebec: Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Quebec, all for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, ch. 145).

Mr. Joseph Dandurand, Prothonotary, of Chicoutimi: to act with Messrs Léonidas Gagné, Arthur Gaudreault, Omer Lapointe and Léonidas Gagnon as member of the Commission for the civil erection of parishes in the Roman Catholic Diocese of Chicoutimi.

996

Action en séparation de biens

En la Cour Supérieure, Province de Québec, district de Saint-François, No. 1069, Emma Saint-Jacques, épouse d'Adjutor Deshaies, garagiste, avec qui elle demeure et est domiciliée à Danville, a formé une demande en séparation de biens contre son dit époux.

Danville, le 17 février 1939.

Le procureur de la demanderesse,

1001-o

MARCEL BEDARD.

Action for separation as to property

In the Superior Court, Province of Quebec, District of Saint-François, No. 1069, Emma Saint-Jacques, wife of Adjutor Deshaies, garage-keeper, with whom she resides and is domiciled in Danville, has brought a suit for separation of property against her said husband.

Danville, February 17th, 1939.

MARCEL BEDARD,

1002-o

Attorney for the Plaintiff.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Beauce

A savoir: { ONESIME NADEAU, rentier No 16537 } de St-Méthode d'Adstock, demandeur; vs JOSEPH RODRIGUE du même lieu, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre étant les lots numéros (28A et 28B) vingt-huit A et vingt-huit B du rang dix du canton d'Adstock, suivant le cadastre. Bâtisses, circonstances et dépendances.

2. Tous les droits et prétentions que peut avoir le défendeur sur une terre étant le lot numéro (No 40) quarante du rang sept, canton d'Adstock, suivant le cadastre.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Méthode d'Adstock, MARDI le SEPTIEME jour de MARS 1939, à DEUX heures de l'après-midi.

Donné en le bureau du shérif à St-Joseph Beauce, ce 1er février 1939.

Le shérif,

641—5-2-o

XAVIER BEAUDOIN.

[Première publication, 4 février 1939]

SHERIFFS' SALES

BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Beauce

To wit: { ONESIME NADEAU, annuit- No. 16537 } ant, of St. Methode d'Adstock, plaintiff; vs JOSEPH RODRIGUE, of the same place, defendant.

As belonging to the defendant:

1. A farm being lots numbers (28-A and 28-B) twenty eight-A and twenty eight-B, of range ten of the township of Adstock, according to the cadastre. Buildings, circumstances and dependencies.

2. All the rights and pretentions which the defendant may have on a farm being lot number forty (No. 40) range seven, township of Adstock, according to the cadastre.

To be sold at the church door of the parish of St. Méthode d'Adstock, on TUESDAY, the SEVENTH day of MARCH, 1939, at TWO o'clock in the afternoon.

Given in the Sheriff's Office at St. Joseph Beauce, this 1st February, 1939.

XAVIER BEAUDOIN,

642—5-2

Sheriff.

[First publication, February 4th, 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Beauce

Savoir: { DAME DELINA CAM- No 16270 } PEAU, épouse séparée de biens de J.-A. Beaudoin, marchand de Tring Junction et le dit J.-A. BEAUDOIN, mis-en-cause pour assister et autoriser son épouse aux

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Beauce

To wit: { DAME DELINA CAM- No. 16270 } PEAU, wife separate as to property of J. A. Beaudoin, merchant of Tring Junction and the said J. A. BEAUDOIN, mis-en-cause to assist and authorize his wife for the

fin des présentes, demanderesse; vs NAPOLEON LAGUEUX, de St-Frédéric Beauce, défendeur.

1. Une terre située dans la paroisse de St-Frédéric de Beauce, dans le rang St-Olivier, connue et désignée au cadastre officiel pour la paroisse de St-Frédéric comme étant le lot numéro deux cent huit (no 208), bâtisses et dépendances.

Pour être vendue, à la porte de l'église de la paroisse de St-Frédéric, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS 1939, à (11½ hrs) ONZE HEURES ET DEMIE de l'avant-midi.

2. Une terre située dans la paroisse de St-Jules de Beauce, connue et désignée au cadastre officiel pour les trois premiers rangs du canton de Broughton, paroisse St-Frédéric, comme étant le lot numéro cinquante-deux (no 52) avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendue, à la porte de l'église de la paroisse de St-Jules de Beauce, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS 1939, à TROIS HEURES de l'après-midi.

Donné en le bureau du shérif de Beauce, ce 21 février 1939.

Le shérif,

967-8-2-o

XAVIER BEAUDOIN,

[Première publication, 25 février 1939]

purposes hereof, plaintiff; vs NAPOLEON LAGUEUX, of St-Frédéric, Beauce, defendant.

1. A farm situate in the parish of St-Frédéric de Beauce, in the St. Olivier range, known and designated on the official cadastre for the parish of St-Frédéric, as being lot number two hundred and eight (No. 208), buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Frédéric, on TUESDAY the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1939, at HALF PAST ELEVEN (11.30 o'clock) in the forenoon.

2. A farm situate in the parish of St-Jules de Beauce, known and designated on the official cadastre for the three first ranges of the township of Broughton, parish of St-Frédéric, as being lot number fifty-two (No. 52)—with buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St. Jules de Beauce, on TUESDAY the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1939, at THREE o'clock in the afternoon.

Given at the Sheriff's office, of Beauce, this 21st of February, 1939.

XAVIER BEAUDOIN,

968-8-2

Sheriff

[First publication, February 25th, 1939]

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauharnois

Province de Québec, { J. ALBERT POU-
No 7595 { J. PARD, demandeur;
vs WILLIAM GUAY, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur William Guay;

Une terre sise et située audit lieu de Ste-Clothilde, comté de Châteauguay, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, sous les numéros douze cent quatre-vingt-six, douze cent quatre-vingt-sept, douze cent quatre-vingt-huit, douze cent quatre-vingt-neuf, douze cent quatre-vingt-dix, douze cent quatre-vingt-onze, douze cent quatre-vingt-douze et douze cent quatre-vingt-treize. (Nos 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292 et 1293), avec les bâtisses y érigées, à distraire cependant dudit No 1293 la partie d'icelui vendue à la commission scolaire de la dite paroisse de Ste-Clothilde, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Châteauguay, sous le No 33953, actuellement en la possession du défendeur.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Ste-Clothilde, district de Beauharnois, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS 1939, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif J.-B. DE REPENTIGNY,
Salaberry de Valleyfield, ce vingtième jour de
février 1939. 969-8-2-o

[Première publication, 25 février 1939]

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauharnois

Province of Quebec, { J. ALBERT POU-
No. 7595 { J. PARD, plaintiff; vs
WILLIAM GUAY, defendant.

Seized as belonging to the defendant William Guay;

A farm lying and situate in the said place of Ste. Clothilde, County of Châteauguay, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of St-Jean Chrysostôme, under numbers twelve hundred and eighty-six, twelve hundred and eighty-seven, twelve hundred and eighty-eight, twelve hundred and eighty-nine, twelve hundred and ninety, twelve hundred and ninety-one, twelve hundred and ninety-two and twelve hundred and ninety-three (Nos. 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292 and 1293)—with the buildings thereon erected, to be deducted however, from said No. 1293, that part thereof sold to the School Commission of the said parish of Ste. Clothilde, according to deed registered at the Registry Office for the County of Châteauguay, under No. 33953 actually in the possession of the defendant.

To be sold at the parochial church door of Ste. Clothilde, district of Beauharnois, on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1939, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. DE REPENTIGNY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, this twentieth day of
February, 1939. 970-8-2

[First publication, February 25th, 1939]

HULL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Hull

No 6453 { FREDERICK A. DAECHEL,
Entrepreneur, 481, rue Slater,
Ottawa, Ontario, Demandeur; vs EDWIN
EDWARD LABEREE, demeurant à Chelsea,
P. Qué., Défendeur.

HULL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Hull

No 6453 { FREDERICK A. DAECHEL,
contractor, 481 Slater st., Ottawa,
Ontario, plaintiff; vs EDWIN EDWARD LA-
BEREE, residing at Chelsea, P.Q., defendant.

Toute cette partie ou parcelle de terrain formant partie du lot numéro huit du huitième rang du canton de Hull, d'après les plan et livre de renvoi officiels du dit canton (mesurant une acre carrée) et qui peut être décrite comme suit: commençant à l'intersection du ravin ou cours d'eau sur le dit lot huit, avec la ligne est de la route macadamisée Gatineau, et de là allant vers le nord-est le long du ravin ou cours d'eau, sur une distance de deux cent huit pieds, et de là allant dans une direction nord-ouest sur une ligne parallèle à la dite route macadamisée Gatineau à deux cent huit pieds au nord d'est d'icelle, sur une distance de deux cent huit pieds, et de là allant dans une direction sud-ouest sur une ligne parallèle au dit ravin ou cours d'eau et à deux cent huit pieds nord-ouest d'icelui, sur une distance de deux cent huit pieds jusqu'à la dite route macadamisée Gatineau, et de là allant dans une direction sud-est le long de la dite route macadamisée Gatineau, sur une distance de deux cent huit jusqu'au point de départ et bornée comme suit: au sud-ouest par la dite route macadamisée Gatineau, au sud ou sud-est par le dit ravin ou cours d'eau, et des deux autres côtés par le résidu du dit lot huit, la propriété de John Wallace ou ses représentants.

Toute cette partie ou parcelle de terrain formant partie du lot numéro huit (Ptie 8) dans le huitième rang du dit canton de Hull, d'après les plan et livre de renvoi officiels du dit canton, mesurant cent quatre pieds sur les lignes nord-est et sud-ouest, par deux cent huit pieds sur les lignes nord-ouest et sud-ouest, formant une superficie d'une demi-acre, mesure précise, et laquelle dite partie ou parcelle de terrain peut être plus particulièrement décrite comme suit, commençant à un point situé sur la route macadamisée Gatineau à l'angle nord-ouest de la propriété en premier lieu plus haut décrite, et de là dans une direction nord-est, le long de la limite nord-ouest de la propriété en premier lieu décrite, sur une distance de deux cent huit pieds, et de là, allant dans une direction nord-ouest sur une ligne parallèle à la dite route macadamisée Gatineau, et à 208 pieds d'icelle sur une distance de 104 pieds, et de là allant dans une direction sud-ouest sur une ligne parallèle à la ligne ou limite nord-ouest de la propriété en premier lieu plus haut décrite et à 104 pieds au nord-ouest d'icelle sur une distance de 208 pieds, et de là allant dans une direction sud-est, le long de la dite route macadamisée Gatineau, sur une distance de 104 pieds jusqu'au point de départ ou de commencement, et bornée comme suit: au sud-est par la propriété en premier lieu plus haut décrite, sud-ouest par la dite route principale Gatineau, au nord-ouest et au nord-est par parties du dit lot huit, la propriété de Wm. Roy Wallace ou ses ayant-droits. Avec tous les édifices sus-érigés.

Pour être vendues, "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Etienne de Chelsea, le ONZE AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
I. ST-PIERRE.
Bureau du shérif,
ce 21 février 1939.
[Première publication, 25 février, 1939.]

All that piece or parcel of land forming part of the lot number eight in the eighth range of the township of Hull, according to the official plan and book of reference of said township (measuring one square acre) and which may be described as follows: starting at the intersection of the gully or water course on said lot eight, with easterly line of the Gatineau macadamized road, and from thence going north easterly along the gully or water course, on a distance of two hundred and eight feet, and from thence going in a north-westerly direction on a line parallel with the said Gatineau macadamized road at two hundred and eight feet north-east thereof, on a distance of two hundred and eight feet, and from thence going in a south-westerly direction on a line parallel to said gully or water course and at two hundred and eight feet north-west thereof, on a distance of two hundred and eight feet to the said Gatineau macadamized road, and from thence going in a south easterly direction along the said Gatineau macadamized road, on a distance of two hundred and eight feet to the starting point or place of beginning and bounded as follows: south-westerly by the said Gatineau macadamized road, southerly or south-easterly by the said gully or water-course, and on both other sides by the residue of said lot eight, the property of John Wallace or representatives.

All that piece or parcel of land forming part of lot number eight (pt. 8) in the eighth range of the said township of Hull, according to the official plan and book of reference of said township, measuring one hundred and four feet on the north-east and south-west lines, by two hundred and eight feet on the north-west and south-west lines, forming a superficial area of one half of an acre, precise measurement, and which said piece or parcel of land may be more particularly described as follows: starting at a point situated on the Gatineau macadamized road at the north-west corner of the property first above described and from thence going in a north-easterly direction along the north-westerly limit of the property first above described, on a distance of two hundred and eight feet, and from thence, going in a north-westerly direction on a line drawn parallel to the said Gatineau macadamized road, and at 208 feet north-east thereof on a distance of 104 feet, and from thence going in a south-westerly direction on a line parallel to the north-westerly line or limit of the property first above described and at 104 feet north-west thereof on a distance of 208 feet, and from thence going in a south-easterly direction, along the said Gatineau macadamized road, on a distance of 104 feet to the place of beginning or starting point, and bounded as follows: south-easterly by the property first above described, south-westerly by the said main Gatineau road; north-westerly and north-easterly by parts of said lot eight, the property of Wm. Roy Wallace or assigns. With all the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St. Etienne de Chelsea, on the ELEVENTH of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

I. ST-PIERRE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
February 21st, 1939.
[First publication, February 25th, 1939.]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Joliette

Province de Québec, { J. B. MICHAUD, com-
No 6154 { J. marchand, de St-Henri
de Mascouche, dans le district de Joliette,
demandeur; contre HARRY JOY, du même lieu,
défendeur.

1. Une partie du lot numéro sept cent quatre-vingt-trois (p. 783) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Henri de Mascouche, connue et désignée comme étant la réserve Phélan, large de 1½ acre, et s'étendant à partir de la ligne de division entre la paroisse de St-Henri de Mascouche et la paroisse de Lachenaie, jusqu'au lot numéro 803, dont le défendeur est propriétaire.

2. Les lots numéros sept cent quatre-vingt-un (781), sept cent quatre-vingt-un A (781a), sept cent quatre-vingt-un B (781b), sept cent quatre-vingt-un C (781c), sept cent quatre-vingt-un F (781f), sept cent quatre-vingt-un G (781g), sept cent quatre-vingt-un H (781h) et sept cent quatre-vingt-deux (782), du cadastre de la paroisse de St-Henri de Mascouche.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Henri de Mascouche, le VINGT-HUITIEME jour de MARS 1939, à MIDI.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS. SYLVESTRE.
Joliette, 17 février 1939. 971-8-2-o
[Première publication, 25 février 1939]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Joliette

Province of Quebec, { J. B. MICHAUD, mer-
No. 6154 { J. chant, of St-Henri
de Mascouche, in the district of Joliette, plaintiff;
against HARRY JOY, of the same place,
defendant.

1. A part of lot number seven hundred and eighty-three (Pt. 783) of the official cadastral plan and book of reference for the parish of St-Henri de Mascouche, known and designated as being the Phélan Reserve, 1½ acres wide and extending from the divisional line between the parish of St-Henri de Mascouche and the parish of Lachenaie, to lot Number 803, whereof the defendant is proprietor.

2. Lots numbers seven hundred and eighty-one (781), seven hundred and eighty-one-A (781a), seven hundred and eighty-one-B (781b), seven hundred and eighty-one-C (781c) seven hundred and eighty-one-F (781f), seven hundred and eighty-one-G (781g), seven hundred and eighty-one-H (781h), and seven hundred and eighty-two (782), of the cadastre for the parish of St-Henri de Mascouche.

To be sold at the parochial church door of St-Henri de Mascouche, on the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1939, at NOON.

JOS. SYLVESTRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, February 17, 1939. 972-8-2
(First publication, February 25th, 1939)

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { DAME ALEXINA
No 177186. { MASSYI, alias MAS-
SEY, veuve en premières noces de Gédéon La-
rouche et en deuxième noces, épouse contrac-
tuellement séparée de biens de Gilbert Verville,
et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, de-
manderesse; vs ALFRED CHARETTE, défen-
deur.

Un emplacement composé comme suit:

1. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent sept de la subdivision officielle du lot numéro mille sept cent trois (1703-207) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

2. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent huit de la subdivision officielle du lot numéro mille sept cent trois (1703-208) aux dits plan et livre de renvoi officiels;

3. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent trente de la subdivision officielle du lot numéro mille sept cent trois (1703-230) aux dits plan et livre de renvoi officiels;

Avec les bâtisses dessus construites portant le numéro civique 5224 de la rue Ste-Marie, dans le quartier St-Henri, de la cité de Montréal, avec droit de passage dans le ruelle en arrière en commun avec ceux y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUF MARS prochain, à ONZE heures du matin.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { DAME ALEXINA
No. 177186. { MASSYI alias MAS-
SEY, widow, by her first marriage, of Gédéon Larouche, and by her second marriage, wife separate as to property by marriage contract, of Gilbert Verville, and the latter, to authorize his said wife, plaintiff; vs ALFRED CHARETTE, de-
fendant.

An emplacement composed as follows:

1. A lot of land known and designated under number two hundred and seven of the official subdivision of lot number one thousand seven hundred and three (1703-207) on the official plan and book of reference for the Parish of Montreal;

2. A lot of land known and designated under number two hundred and eight of the official subdivision of lot number one thousand seven hundred and three (1703-208) on said official plan and book of reference;

3. A lot of land known and designated under number two hundred and thirty of the official subdivision of lot number one thousand seven hundred and three (1703-230) on said official plan and book of reference;

With the buildings thereon erected, bearing civic number 5224 of St. Mary Street, in St. Henry Ward of the city of Montreal, with right of way in the lane, in rear, in common with those having rights therein.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the NINTH of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$300. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Decary, daté le 23 janvier 1939.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. PAUL LAMARCHE,
Montréal, 31 janvier 1939. 623-5-2-o
[Première publication, le 4 février 1939]

A deposit of \$300. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Decary, dated January 23rd, 1939.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 31st, 1939. 624-5-2
[First publication, February 4th, 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **D**E BELLA SEGAL,
No 176735. { fille majeure, usant de
ses droits, demanderesse; vs JAMES H. MA-
HER, défendeur; et HARRY SEGAL, curateur
au délaissement.

Comme appartenant au défendeur, mais entre
les mains dudit curateur au délaissement.

Ce lopin de terre connu et désigné sous le numé-
ro trois cent dix de la redivision du lot du cadastre
originaire numéro trois (3-310) aux plan et livre
de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-
des-Neiges, ayant front sur Parkside Place, me-
surant environ vingt pieds et neuf pouces en lar-
geur par cinquante-quatre pieds cinq pouces en
profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; sans
garantie de mesure précise, d'après le plan officiel
d'icelui dûment enregistré; avec droit de passage
et de vue dans la dite Parkside Place (lot No 3-
320) et dans la cour de service en arrière connue
comme étant les lots Nos 3-282-1, 3-256-9, 3-307.

Avec ensembles les édifices sus-érigés portant
le No 6 Parkside Place, et

Ce lopin de terre connu et désigné comme étant
le numéro deux cent soixante-dix-neuf de la redi-
vision du lot du cadastre originaire numéro trois
(3-279) aux plan et livre de renvoi officiels du
village incorporé de la Côte des Neiges, ayant
front sur Rockledge Court, mesurant vingt pieds
en largeur sur une profondeur de trente-quatre
pieds et treize centièmes dans la ligne du côté sud
et trente-quatre pieds et neuf centièmes dans
la ligne du côté nord ou une superficie de six cent
quatre-vingt-deux pieds, le tout d'après la me-
sure anglaise, sans garantie de mesure précise,
d'après le plan officiel d'icelui dûment enregistré,
avec droit de passage et droit de vue, en commun
avec d'autres, dans la dite cour Rockledge (lot
No 3-275) et dans la cour de service en arrière
connue comme étant les lots Nos 3-256-9 et 3-282,
aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Avec les édifices sus-érigés portant le No 7 de
la dite Cour Rockledge.

Pour être vendus, en bloc, à mon bureau, en la
cité de Montréal, ce NEUVIEME jour de MARS
prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,200.00 sera exigé de tout offrant
ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. juge
Decary, en date du 24 janvier 1939.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. PAUL LAMARCHE,
Montréal, le 31 janvier 1939. 625-5-2
[Première publication, le 4 février 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **D**ELLE BELLA SEGAL,
No. 176735. { spinster, in the full
exercise of her rights, plaintiff; vs JAMES H.
MAHER, defendant; and HARRY SEGAL,
curator to the surrender.

As belonging to the defendant, but in the hands
of the said curator to the surrender.

That lot of land known and designated under
number three hundred and ten of the redivision
of original cadastral lot number three (3-310) on
the Official Plan and book of Reference of the
incorporated village of Côte des Neiges, fronting
on Parkside Place, measuring about twenty feet
nine inches in width by fifty-four feet five inches
in depth, english measure, more or less; without
warranty as to precise measurement, according
to the Official Plan thereof duly registered; with
right of way and right of view in said Parkside
Place (lot No. 3-320) and in the Service Court
in rear known as lots Nos. 3-282-1, 3-256-9, 3-307.

Together with the buildings thereon erected
bearing No. 6 Parkside Place, and

That lot of land known and designated as num-
ber two hundred and seventy-nine of the redivi-
sion of original cadastral lot number three (3-279)
on the Official Plan and in the Book of Reference
on the incorporated village of Côte des Neiges,
fronting on Rockledge Court, measuring twenty
feet in width by a depth of thirty-four feet and
thirteen hundredths on the south side line and
thirty-four feet and nine hundredths on the north
side line or an area of six hundred and eighty-
two feet, the whole english measure, without war-
ranty as to precise measurement, according to the
Official Plan thereof duly registered, with right
of way and right of view, in common with others,
in said Rockledge Court (lot No. 3-275) and in
the Service Court in rear known as lots Nos. 3-
256-9 and 3-282 on the same official plan and
book of Reference.

Together with the buildings thereon erected
bearing No. 7 of said Rockledge Court.

To be sold *en bloc*, at my office in the City of
Montreal, on the NINTH day of MARCH next,
at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,200.00 shall be exacted from
each and every bidder, pursuant to a judgment
of Honourable Mr. Justice Decary, dated Janu-
ary 24th, 1939.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 31st, 1939. 626-5-2-o
[First publication, February 4th, 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **E**RNEST DUPONT,
175334 { demandeur; vs E.
MUIR, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Notre-
Dame, à Lachine, composé de: Trois lots de
terre situés en la cité de Lachine, comté Jacques-
Cartier, connus et désignés aux plan et livre de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:— { **E**RNEST DUPONT,
175334 { plaintiff; vs E.
MUIR, defendant.

An emplacement fronting on Notre-Dame
Street, at Lachine, composed of: three lots of land
situate in the City of Lachine, County of Jacques-
Cartier, known and designated on the officia

renvoi officiels de la Ville de Lachine, comme étant les subdivisions 90, 91 et 92 du lot original numéro 181 avec les bâtisses qui y sont érigées à l'exception cependant d'un poulailler.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le TRENTE MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 21 février 1939. 973-8-2-o
[Première publication, 25 février 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Cour Supérieure.—District de Montréal*

Montréal, à savoir: { L A QUINCAILLERIE
172134. { L DURAND LIMITÉE,
demanderesse; vs MARCEL BRUNET et al, dé-
fendeurs.

Comme appartenant à Marcel Brunet.
Une terre sise et située en la paroisse de Saint-François de Sales, contenant deux arpents et six perches de largeur par vingt arpents de profondeur, et de là deux arpents et cinq perches en largeur jusqu'à la profondeur de la dite ferme, c'est-à-dire trente arpents de la rivière Jésus, et attenante aux fermes du côté sud de l'île Jésus, mais sans garantie de mesures précises, avec une maison, hangars et autres bâtiments dessus construits.

Cette dite ferme est connue et désignée sous le numéro cinquante-sept (57) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-François de Sales dans le comté de Laval, tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives y attachées.

Pour être vendue, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François de Sales, le TRENTE MARS prochain, à ONZE heures du matin

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. PAUL LAMARCHE.
Montréal, 21 février, 1939. 875-8-2-o
[Première publication, 18 février 1939 est nulle.]

plan and book of reference for the Town of Lachine, as being subdivisions 90, 91 and 92 of the original lot number 181—with the buildings thereon erected, excepting however, a poultry-house.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the THIRTIETH of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 21st, 1939. 974-8-2
[First publication, February 25th, 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Superior Court.—District of Montreal*

Montreal, to wit: { L A QUINCAILLERIE
172134 { L DURAND, LIM-
TEE, plaintiff; vs MARCEL BRUNET, et al,
defendants.

As belonging to Marcel Brunet.
A farm lying and situate in the parish of Saint François de Sales, measuring two arpents and six perches in width by twenty arpents in depth, and thence two arpents and five perches in width to the depth of the said farm, that is to say thirty arpents from the Jésus river, and adjoining the farms on the south side of Jésus Island, but without warranty of exact measurements — with a house, sheds and other buildings thereon erected.

This said farm is known and designated under number fifty seven (57) on the official plan and book of reference of the parish of St. François de Sales, in the county of Laval, as the whole presently subsists, with the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint François de Sales, on the THIRTIETH of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 21, 1939. 876-8-2
[First publication, February 18th, 1939 is null.]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Cour Supérieure.—District de Rimouski*

Province de Québec, { GARAGE DESRO-
No 6548 { G SIERS & DION-
NE ENRG., vs JULIEN CHARETTE & J.
BTE THIBAUT, de St-Léandre, à savoir:

Une terre située au rang sept, du canton Matane, paroisse de St-Léandre, mesurant quatre acres de front sur la profondeur du rang, vingt-cinq acres, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, connues sous les Nos 5-A et 5-B, cadastre officiel de la paroisse de St-Ulric de la Rivière-Blanche;

Une autre terre 6-A et 6-B située au rang huit dit canton, dite paroisse de St-Léandre, de quatre acres de front sur vingt-cinq acres de profondeur, bornée au nord et au sud aux frontaux du rang, faisant partie du No 6 du cadastre officiel du canton Matane.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Léandre, co. Matane, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS, 1939, à DIX heures de la matinée.

Le shérif,
979-8-2-o CHAS GARON.
[Première publication, 25 février 1939]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Superior Court.—District of Rimouski*

Province of Quebec, { GARAGE DESRO-
No. 6548 { G SIERS & DION-
NE ENRG., vs JULIEN CHARETTE & J.
BTE THIBAUT, of St-Léandre, to wit:

A farm situate in the seventh Range of the Township of Matane, Parish of St. Léandre, measuring four acres in front by the depth of the range, twenty-five acres,—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies—known under Nos. 5-A & 5-B, official cadastre for the Parish of "St-Ulric de la Rivière Blanche;"

Another farm 6-A & 6-B situate in Range eight, said Township, said Parish of St-Léandre, measuring four acres in front by twenty-five acres in depth, bounded on the north and south by the "fronteau" of the range, forming part of No. 6 of the official cadastre for the Township of Matane.

To be sold at the church door of the Parish of St-Léandre, Co. of Matane, on the TWENTY-NINTH day of MARCH, 1939, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS GARON,
980-8-2 Sheriff.
[First publication, February 25th, 1939]

QUÉBEC

QUEBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: { **C** H A R L E S - E U G E N E
No 38113 { B E L Z I L, de la cité
de Lévis, négociant; contre OMER GOSSELIN
de la cité de Lévis, à savoir:

Partie du lot No 1242 (douze cent quarante-deux) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant un lot de terre situé sur la rue Saint-Georges, contenant 73 pieds de largeur au nord, le long de la rue Saint-Georges, 66 pieds de largeur au sud, plus ou moins, sur 66 pieds de longueur du côté ouest et 100 pieds de longueur du côté est, mesure anglaise; bornée au nord par la rue Saint-Georges, au sud par J.-B. Carrier ou représentants, à quinze pieds de la boutique de forge, à l'est à la rue Napoléon et à l'ouest par la bâtisse du garage Blondeau (aujourd'hui garage W. Martin Ltée) avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, y compris station de gazoline. Avec aussi le droit de vue et sujet aux restrictions au long stipulées dans l'acte de vente de J.-B. Carrier à Omer Gosselin passé devant J.-B. Bourassa, N.P., le 13 juillet 1926 enregistré à Lévis sous le No 67487.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Christ-Roi, comté de Lévis, le TRENTE-ET-UNIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, le 21 février 1939. 977-8-2-o
[Première publication, le 25 février 1939]
[Deuxième publication, le 11 mars 1939]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: { **A** L B E R T B E D A R D, de
No 36921 { N o t r e - D a m e d'Issoudun, rentier; contre EDOUARD POULIOT, du
même lieu, à savoir:

1. Le lot No 501 (cinq cent un) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, étant une terre située au cinquième rang, maintenant de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur, contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. La moitié sud du lot No 502 (cinq cent deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, étant un lopin de terre situé au cinquième rang, maintenant de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur, contenant deux arpents de front sur environ quinze arpents de profondeur, circonstances et dépendances, sans réserves.

3. Le lot No 440 (quatre cent quarante) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, étant une terre située en la concession Bois-Franc, maintenant de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur, contenant deux arpents de front sur environ trente arpents de profondeur, circonstances et dépendances, sans réserves.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame d'Issoudun, comté de Lotbinière, le TRENTE-ET-UNIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 21 février 1939. 975-8-2-o
[Première publication, 25 février 1939]
[Deuxième publication, 11 mars 1939]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit:— { **C** H A R L E S E U G E N E
No. 38113 { B E L Z I L, of the City
of Levis, merchant; against OMER GOSSELIN,
of the City of Lévis, to wit:—

Part of lot No. 1242 (twelve hundred and forty-two) of the official cadastre for Notre-Dame Ward, of the City of Lévis, being a lot of land situate on Saint Georges Street, measuring 73 feet in width on the north, along Saint Georges Street, 66 feet in width on the south, more or less, by 66 feet in length on the west side and 100 feet in length on the east side, English measure; bounded on the north by Saint Georges Street, on the south by J. B. Carrier or representatives, at fifteen feet from the blacksmith's shop, on the east by Napoléon Street, and on the west by the garage Blondeau (now Garage W. Martin Ltée)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, including a gasoline station. With also right of view and subject to the restrictions stipulated in detail in the deed of sale of J. B. Carrier to Omer Gosselin passed before J. B. Bourassa, N.P., the 13th July, 1926, registered at Lévis under No. 67487.

To be sold at the church door of the parish of Christ-Roi, County of Lévis, on the THIRTY-FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 21st, 1939. 978-8-2
[First publication, February 25th, 1939]
[Second publication, March 11th, 1939]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: { **A** L B E R T B E D A R D, of
No. 36921 { N o t r e - D a m e d'Issoudun, annuitant; against EDOUARD POULIOT,
of the same place, to wit:

1. Lot No. 501 (five hundred and one) on the official cadastre for the Parish of Sainte-Croix, County of Lotbinière, being a farm situate in the fifth Range, now of the Parish of Notre-Dame du Sacré-Cœur, measuring two arpents in front by thirty arpents in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The south half of lot No. 502 (five hundred and two) on the official cadastre for the Parish of Sainte-Croix, County of Lotbinière, being a parcel of land situate in the fifth Range, now of the Parish of Notre-Dame du Sacré-Cœur, measuring two arpents in front by about fifteen arpents in depth, circumstances and dependencies, without any reserve.

3. Lot No. 440 (four hundred and forty) on the official cadastre for the Parish of Sainte-Croix, County of Lotbinière, being a farm situate in the "Bois-Franc" concession, now of the Parish of Notre-Dame du Sacré-Cœur, measuring two arpents in front by about thirty arpents in depth, circumstances and dependencies, without any reserve.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame d'Issoudun, County of Lotbinière, on the THIRTY-FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 21st, 1939. 976-8-2
[First publication, February 25th, 1939]
[Second publication, March 11th, 1939]

Index de la Gazette officielle Index of the Quebec Official de Québec, No 8 Gazette, No. 8

ANNONCEURS:—AVIS AUX:—.....	893	ADVERTISERS:—NOTICE TO:—.....	893
ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—		ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—	
Archambault vs Filion	933	Archambault vs Filion	933
Léger vs Fortier	932	Léger vs Fortier	932
St-Jacques vs Deshaies	951	St-Jacques vs Deshaies	951
ASSURANCES:—		INSURANCES:—	
Cie d'ass. mutuelle contre le feu des culti- vateurs du district de Bedford	933	Cie d'ass. mutuelle contre le feu des culti- vateurs du district de Bedford	933
La Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Luc de Vincennes	933	La Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Luc de Vincennes	933
AVIS DIVERS:—		MISCELLANEOUS NOTICES:—	
Bourget, com. scolaire du canton	948	Bourget, school com. of the township	948
J. Brock Shipping Company Inc.	934	J. Brock Shipping Company Inc.	934
Le Syndicat National Catholique des Mé- tiers de la Construction de Louiseville Inc.	933	Le Syndicat National Catholique des Mé- tiers de la Construction de Louiseville Inc.	933
York Investment Company	934	York Investment Company	934
BUREAUX-CHEF:—		CHIEF-OFFICES:—	
Independent Construction and Supply Co. Ltd.	934	Independent Construction and Supply Co. Ltd.	934
Minecreators Limited	934	Minecreators Limited	934
CHARTES—ABANDON DE:—		CHARTERS—SURRENDER OF:—	
Merlin Limited of Canada	949	Merlin Limited of Canada	949
York Investment Company	935	York Investment Company	935
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:—		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—	
Bureau Central des Commissaires des Ecoles Protestantes de Montréal	936	Montreal Protestant Central School Board	936
Ecclesiastiques du Séminaire de St-Sulpice de Montréal	935	Ecclesiastics of the Seminary of St. Sul- pice of Montreal	935
Gagnon, Thomas-Philippe	935	Gagnon, Thomas-Philippe	935
Lachine, cité de	937	Lachine, city of	937
Quebec North Shore Paper Company	935	Quebec North Shore Paper Company	935
Standard Church of America	937	Standard Church of America	937
Temiscamingue and Abitibi Railway Co.	936	Temiscamingue and Abitibi Railway Co.	936
The Empire Trust Company et al.	936	The Empire Trust Company et al.	936
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—	
Baie Johan-Beetz, munic. scolaire	937	Johan-Beetz Bay, school munic.	937
Clifton, syndics de la munic. scolaire	938	Clifton, trustees of the school munic.	938
Pointe-Lebel, munic. scolaire	937	Pointe-Lebel, school munic.	937
Richmond, munic. scolaire protestante de la ville	937	Richmond, protestant school munic. of the town	937
St-Etienne-de-Chelsea, munic. scolaire	949	St-Etienne-de-Chelsea, school munic.	949
St-Thérèse, munic. scolaire protestante	938	St-Thérèse, protestant school munic.	938
St-Jean-Deschaillons, munic. scolaire de la paroisse	938	St-Jean Deschaillons, school munic. of the parish	938
ERRATUM:—		ERRATUM:—	
Matapédia, munic. du comté	938	Matapédia, munic. of the county	938
LETTRÉS PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
Automobile Owners Services Limited	923	Automobile Owners Services Limited	923
Fine Garments Incorporated	927	Fine Garments Incorporated	927
Hairtex Manufacturing Company Inc.	894	Hairtex Manufacturing Company Inc.	894
Ideal Threads, Limited—(Le Fil Idéal, Limitée)	896	Ideal Threads, Limited—(Le Fil Idéal, Limitée)	896
Les Magasins Simard Co. Ltée	902	Les Magasins Simard Co. Ltée	902

Madelon Limitée.....	904	Madelon Limitée.....	904
Marshall's Silks & Fabrics, Inc.....	906	Marshall's Silks & Fabrics, Inc.....	906
Minecreators, Limited.....	929	Minecreators, Limited.....	929
North Coast Fisheries Limited.....	930	North Coast Fisheries Limited.....	930
Redpath Realities Limited.....	909	Redpath Realities Limited.....	909
Ritz-Windsor Realities Limited.....	911	Ritz-Windsor Realities Limited.....	911
Roger Realty & Development Co. Ltd.....	914	Roger Realty & Development Co. Ltd.....	914
St-Viateur Realities Limited.....	918	St-Viateur Realities Limited.....	918
The Canadian Belting Manufacturers Ltd —Les Manufacturiers Canadiens de Courroies (Limitée).....	921	The Canadian Belting Manufacturers Ltd —Les Manufacturiers Canadiens de Courroies (Limitée).....	921
T. Vaillancourt Limitée.....	921	T. Vaillancourt Limitée.....	921
Lettres Patentes Supplémentaires:—		Supplementary Letters Patent:—	
Milette & Fils Limitée.....	932	Milette & Fils Limitée.....	932
Peerless Slipper Co. Ltd.....	932	Peerless Slipper Co. Ltd.....	932
Ministère de la Voirie:—		Roads Department:—	
Route Lévis-St-Lambert-Dundee.....	949	Levis-St-Lambert-Dundee Highway.....	949
Minutes de Notaires:—		Notarial Minutes:—	
Bélanger, Emile.....	939	Bélanger, Emile.....	939
Léonard, Jean-Paul.....	938	Léonard, Jean-Paul.....	938
Meredith, Reginald.....	950	Meredith, Reginald.....	950
Nominations:—		Appointments:—	
Diverses.....	950	Miscellaneous.....	950
Ventes—Loi de Faillite:—		Sales—Bankruptcy Act:—	
Lafrenière, J.-B.-T.....	940	Lafrenière, J.-B. T.....	940
Lamoureux & Frère.....	939	Lamoureux & Frère.....	939
Ventes par Licitation:—		Sales by Licitation:—	
Chevalier vs Chevalier.....	941	Chevalier vs Chevalier.....	941
McDowell vs McDowell <i>et al.</i>	943	McDowell vs McDowell <i>et al.</i>	943
Sauvageau <i>et al.</i> vs Sauvageau <i>et al.</i>	942	Sauvageau <i>et al.</i> vs Sauvageau <i>et al.</i>	942
Shein <i>et vir</i> vs Shein <i>et al.</i>	944	Shein <i>et vir</i> vs Shein <i>et al.</i>	944
Ventes pour Taxes:—		Sales for Taxes:—	
Laval-des-Rapides, ville de.....	947	Laval-des-Rapides, town of.....	947
St-Henri-de-Taillon, municipalité de.....	945	St-Henri de Taillon, municipality of.....	945
Ventes par les Shérifs:—		Sheriffs' Sales:—	
Beauce:—		Beauce:—	
Campeau <i>et vir</i> vs Lagueux.....	951	Campeau <i>et vir</i> vs Lagueux.....	951
Nadeau vs Rodrigue.....	951	Nadeau vs Rodrigue.....	951
Beauharnois:—		Beauharnois:—	
Poupard vs Guay.....	952	Poupard vs Guay.....	952
Hull:—		Hull:—	
Daechsel vs Laberee.....	952	Daechsel vs Laberee.....	952
Joliette:—		Joliette:—	
Michaud vs Joy.....	954	Michaud vs Joy.....	954
Montréal:—		Montreal:—	
Dupont vs Muir.....	955	Dupont vs Muir.....	955
La Quincaillerie Durand Ltée vs Brunet <i>et al.</i>	956	La Quincaillerie Durand Ltée vs Brunet <i>et al.</i>	956
Massey <i>et vir</i> vs Charette.....	954	Massey <i>et vir</i> vs Charette.....	954
Segal vs Maher.....	955	Segal vs Maher.....	955

QUÉBEC:—

Bédard vs Pouliot.....	957
Belzil vs Gosselin.....	957

RIMOUSKI:—

Garage Desrosiers & Dionne Enrg. vs Charette <i>et al.</i>	956
---	-----

QUEBEC:—

Bédard vs Pouliot.....	957
Belzil vs Gosselin.....	957

RIMOUSKI:—

George Desrosiers & Dionne Enrg. vs Cha- rette <i>et al.</i>	956
---	-----